



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 25 octobre 2018**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018
18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Vœu de soutien à la langue et à la culture occitanes

1. Tronçon du Lez - Transfert de propriété de la Région Occitanie
Mise en oeuvre de l'action résolutoire
2. Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelle OP 68p - rue Jacques Fabre de Morlhon
3. Montpellier Grand Cœur
Attribution de subvention pour travaux d'intérêt architectural (TIA)
4. MISSION GRAND COEUR
Dispositif d'aide financière pour « Travaux d'intérêt architectural - TIA »
Modification du règlement
5. MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions
6. Quartier Celleneuve
Ravalement obligatoire des façades
Attribution de subventions
7. Modification du règlement du ravalement obligatoire des façades dans le quartier de Celleneuve
8. Secteur Hortus-Mende - Mandat d'études à la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité –
Approbation
9. Quartier Hôpitaux Facultés

Secteur Croix Lavit
Mandat d'études Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

10. ZAC MALBOSC
Concession d'aménagement Ville/SERM
Avenant n°8
Compte rendu annuel à la collectivité
Exercice 2017
11. Zone d'Aménagement Concerté de
l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI)
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Approbation de l'avenant n°8
12. Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
13. Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
14. Zone d'Aménagement Concerté OVALIE
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
15. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)
16. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur
Concession d'aménagement Ville / SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
17. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
18. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°6
19. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

20. Concession d'aménagement Ville - SERM
ZAC Port Marianne - Parc Marianne
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°11
Avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie
21. ZAC Port Marianne-République
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)
22. FONCIER
Port Marianne
Mandat d'acquisition foncière Ville / SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n° 13
23. Secteur Acconiers sud
Mandat d'études SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
24. Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch
Concession d'aménagement Ville/SERM
Avenant n°7
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)
25. Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°2
26. Quartier Croix d'Argent
Secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Mandat Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°2
27. Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n° 1
28. ZAC du Coteau
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité Exercice 2017
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année

2017)

29. Concession GRAND CŒUR (SERM)
Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)
Avenant n°17 au traité de concession d'aménagement
30. Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SA3M)
Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017)
Avenant n° 7 au traité de concession d'aménagement
31. PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°11 à la concession
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)
32. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit
33. Réalisation d'un restaurant scolaire dans
Le Groupe scolaire Armstrong-Bon - Quartier Petit Bard -
Approbation de l'opération - Lancement de l'opération- Demande de subventions.
34. Evolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2018
35. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018
36. Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA)
Agrandissement et modernisation du centre de tri DEMETER
37. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018
38. Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III : création d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations
39. Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon
40. Exposition d'ici ou d'ailleurs
Les peintures numériques de Philippe MARTIN
41. Création d'un marché de plein air
Marché aux Plants et aux Fleurs des Arceaux
Horticulteurs - Fleuristes – Pépiniéristes

42. Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma
Conventions avec le CROUS de Montpellier
Dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2018-2019
43. Mise en œuvre d'une convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole : gestion des archives
44. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association
Exercice 2018
45. Convention de partenariat avec la société Endemolshine Productions relative à l'émission "Prodiges"
46. Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier
Mandat Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Approbation de l'avenant n°3 à la convention de mandat
47. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018
48. International - Mission Madrid (Espagne) - Participation au Forum sur les violences urbaines et l'éducation pour la cohabitation et la paix - Ciudades de Paz du 5 au 9 novembre 2018
49. Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle
Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques et de Villeneuve-lès-Maguelone
50. Organisme Extérieur - SAEML SOMIMON - Modifications statutaires relatives à l'Objet Social - Principe de prise de participation dans une société commerciale - autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier
51. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations
52. Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy
Mandat Ville de Montpellier/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n° 1
53. Contrat de mandat public
Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017)
Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attenants
Avenant n° 2 au mandat

54. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs - autorisation de signature
55. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Pôle Ressources Humaines et relations Sociales - Modification - Autorisation de signature
56. Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un adulte relais
57. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) relative à l'organisation des élections professionnelles 2018 - Autorisation de signature
58. Modification du tableau des effectifs de la Ville



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 18 octobre 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 25 octobre 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents excusés:

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO

Absents:

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Maud BODKIN procède à l'appel.

Informations du Maire :

M. le Maire : Merci Mlle BODKIN. Le quorum est très largement atteint ; nous pouvons donc

valablement délibérer. Au préalable de ce Conseil municipal, je voudrais vous indiquer quelques informations importantes pour notre Ville. Premier point : je vais vous inviter à respecter une minute de silence – comme je l’ai fait pour la Métropole – à la mémoire des victimes du département de l’Aude qui a été gravement touché par les intempéries. Il faut savoir que la Ville de Montpellier s’est rapprochée des communes sinistrées de l’Aude et a proposé son aide sous la forme de transfert de matériel et en particulier de matériel scolaire. Nous attendons aujourd’hui la réponse des différents directeurs généraux des services des communes pour quantifier le besoin et leur adresser ce dont elles ont besoin suite à ces pluies diluviennes qui ont mis certaines d’entre elles dans des situations catastrophiques. Je voudrais avoir une pensée particulière pour le maire de Trèbes, mon ami Eric MENASSI, pour qui cette année a été difficile car après les attentats, il a essuyé les intempéries qui ont causé les morts que vous savez. À la mémoire de toutes les victimes, une minute de silence.

L’assemblée observe une minute de silence.

Je vous remercie.

Quelques points d’information : le journal Midi Libre, par la voix de son compte Twitter, vient d’indiquer que l’affaire concernant Monsieur SALERNO et la Caisse d’épargne était définitivement tombée et abandonnée. Je m’exprimerai sur cette affaire – pas aujourd’hui, ce n’est pas le jour – et je dirai qui a fait quoi et pourquoi une série d’actions en justice ont été menées (par qui, comment, pourquoi). Je note seulement que ces articles ont été signés par M. Karim MAOUDJ, le même journaliste qui a publié le sondage bidon commandité par M. ALTRAD.

Troisième information...

Alex LARUE : Je souhaite poser une question.

M. le Maire : En principe, il n’y a pas de question dans les informations.

Alex LARUE : *[PROPOS HORS MICRO]*

M. le Maire : Non. Vous connaissez la règle. A moins que j’ai dit un mensonge.

Alex LARUE: *[PROPOS HORS MICRO]*

M. le Maire : Alors il n’y a pas de problème.

Alex LARUE: *[PROPOS HORS MICRO]*

Christian DUMONT : *[PROPOS HORS MICRO]*

M. le Maire : Je n’ai pas dit ça. Je dis simplement que les articles ont été rédigés par le même journaliste ; c’est tout. Ne vous inquiétez pas, j’aurai l’occasion de m’exprimer sur ce sujet de façon très précise.

[Echanges hors micro]

Autre information : j’ai proposé, après plusieurs discussions, à Gérard LANNELONGUE, élu à la liste d’opposition Les Républicains, de travailler avec nous sur un secteur qu’il connaît bien et

auquel je suis particulièrement attaché : l'industrie. Sa réponse a été positive. Il travaillera auprès de Chantal MARION sur le développement économique lié à la création d'industries et il rejoindra le groupe majoritaire à la Ville et à la Métropole.

Quatrième information : nous avons une très bonne nouvelle – et je remercie Annie YAGUE qui a conduit ce dossier – : le jury du prix Territoria 2018, présidé par Mme Jacqueline GOURAULT, Ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les Collectivités territoriales, nous a décerné un Territoria d'or, reconnaissant ainsi le grand mérite d'innovation pour les propositions faites dans le cadre de la politique de solidarité sous la rubrique « civisme et citoyenneté ». C'est Mme YAGUE qui ira recevoir le prix à Paris. Je remercie Jacqueline GOURAULT, ministre des Collectivités territoriales, ainsi que le jury.

Applaudissements.

Point suivant : je proposerai pour le prochain Conseil municipal une nouvelle conformation de la salle du conseil en fonction de la représentation des groupes politiques. Je ferai un peu comme à la Métropole. Je mettrai la majorité au premier rang comme cela se fait dans toutes les assemblées. Chacun sera informé de la place qu'il aura dans l'hémicycle.

Enfin, je voudrais appeler les deux représentants de l'association Espoir de jeunesse afin de qu'ils nous rejoignent à la tribune comme je m'y suis engagé lorsque je les ai rencontrés il y a plusieurs mois. Cette association, qui a été proposée par l'adjointe Sophia AYACHE, travaille sur le champ du harcèlement dans le milieu scolaire. Elle a été tout à fait honorée d'être reçue à la fois par les membres du gouvernement et par les institutions de l'Education. Il était normal, eu égard aux propositions qu'ils ont faites en direction des autres élèves de collèges et de lycées, qu'ils nous expliquent cette façon de penser qui est très utile pour renforcer la cohésion sociale des élèves à l'intérieur de leur sphère d'évolution. Nous allons leur donner la parole afin qu'ils puissent s'exprimer sur leur projet qui est devenu une réalité.

Mathis : Bonjour à tous. Je nous présente : elle, c'est Justine et moi Mathis. Nous avons fondé une association appelée Espoir de jeunesse avec deux autres camarades qui ne peuvent être présents aujourd'hui. Elle a été créée en août 2017 avec pour objectif de promouvoir une jeunesse active.

Justine : Bonjour à tous. Notre campagne majeure a été la lutte contre le harcèlement sexiste en milieu scolaire. Étant donné que nous avons commencé avant tous les mouvements médiatiques comme l'affaire Weinstein et le mouvement Me Too, c'est une intervention qui a été très vite reconnue. Nous avons tout de suite rencontré Madame la députée Patricia MIRALLES et Mme Sophia AYACHE à la Mairie et ensuite M. SAUREL. Comme l'indiquait Monsieur le Maire, nous avons été reçus à la présidence en janvier 2018. Notre campagne majoritaire a eu beaucoup de succès.

Ensuite, nous avons mené un projet autour du don du sang pour inciter les jeunes majeurs qui, en général, ne sont pas du tout au courant qu'ils peuvent donner leur sang dès 18 ans. Cela a rencontré un véritable succès.

Mathis : Nous avons remarqué, dans le cadre de notre action contre le sexisme, qu'il y avait un besoin réellement important surtout dans le milieu scolaire avec notamment des jeunes filles qui se sont directement confiées à nous dès nos premières interventions et qui ont pu témoigner. Notre association a déjà bien grandi. Elle compte officiellement 17 adhérents. Notre objectif est maintenant de diversifier la thématique de nos différents projets.

Justine : Nos prochains rendez-vous : il y aura deux journées contre le harcèlement. La première aura lieu le vendredi 9 novembre 2018. Le lycée Mermoz a gentiment accepté de nous prêter sa salle de conférence pour que l'on puisse établir notre action. Notre but est de former de nouveaux relais dans d'autres établissements pour que notre initiative se répande partout. Comme elle a bien fonctionné chez nous, nous pensons qu'elle marchera partout. Nous avons effectué nos premiers débats au sein de notre lycée et cela avait très bien fonctionné. Comme l'a dit Mathis, de nombreuses filles se sont confiées sur des choses qu'elles avaient vécues et des garçons sont, au contraire, venus s'excuser auprès de certaines filles car ils ne s'étaient pas rendu compte qu'ils avaient eu des agissements sexistes. C'était pour nous la plus belle victoire. Quatre ou cinq établissements seront présents ce jour-là.

Ensuite, il y aura la journée contre le harcèlement le samedi 10 novembre. Elle est possible grâce à Mme AYACHE et Monsieur le Maire. Nous ferons une conférence ouverte au public – vous êtes tous les bienvenus – pour vous présenter notre action et vous montrer comment nous avons réussi à sensibiliser les jeunes lycéens sur cette thématique du harcèlement sexiste. Cela se passera dans l'Espace Jeunesse, situé dans les anciens locaux de la mairie, le samedi 10 novembre.

Mathis : Nous tenons réellement à remercier Mme AYACHE, Mme MIRALLES et M. SAUREL de nous avoir épaulés dans nos différents projets, en nous aidant pour l'organisation et en nous accordant leur confiance. Mme AYACHE nous a beaucoup épaulés dans notre demande de subvention.

Justine : Un grand merci à toutes ces personnes car sans vous nos projets auraient avancé à moindre mesure et à une vitesse beaucoup plus lente. C'est grâce à vous que nous en sommes arrivés là, que nous arrivons à avancer et à faire bouger les choses. Un grand merci pour la confiance que vous nous accordez au quotidien car sans vous, nous ne serions pas là. Merci de nous avoir invités à ce Conseil municipal.

Applaudissements.

M. le Maire : Nous allons passer à l'adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal qui compte 58 affaires.

Christian DUMONT : Avant d'adopter l'ordre du jour, je souhaiterais m'exprimer sur le départ de notre collègue. C'est tout de même la moindre des choses. Vous nous devez bien cela. Nous représentons 19 000 électeurs qui ont voté pour notre groupe.

[PROPOS HORS MICRO]

Christian DUMONT : Il n'est pas là ; ce n'est pas de notre fait. Monsieur le Maire, je voudrais vous dire que vous avez tout de même une singulière conception de l'opposition. Pourquoi ? Parce que l'opposition, ça se respecte. Je me souviens, le soir de votre victoire, dans l'euphorie du moment et devant les micros et caméras, vous aviez dit comme tous les gens qui sont élus : je serai le maire de tous les Montpelliérains. Vous êtes donc le maire des 19 000 électeurs qui nous ont fait confiance et à ce titre, vous nous devez le respect. Tout au long de votre mandat, vous n'avez cessé, à travers vos tergiversations, de modifier les groupes. Aujourd'hui encore, vous nous dites, je fais appel au talent de M. LANNELONGUE. Le talent de M. LANNELONGUE, on le connaît. Il pouvait très bien participer dans le cadre d'une opposition constructive à l'intérêt général. Était-ce nécessaire de lui demander de faire acte d'allégeance comme vous l'avez fait avec les trois autres

collègues de notre groupe ? Une opposition, ça se respecte. Un grand démocrate ne tue pas l'opposition ; il la fait vivre, il lui donne les moyens d'exister pour qu'elle s'exprime, pour qu'elle enrichisse le débat d'idées, pour que chacun d'entre nous participe à ce qui est, en réalité, notre dénominateur commun qui est celui de l'intérêt général et pas celui d'assouvir nos petites ambitions personnelles. Alors demain, vous pourrez, dans la nouvelle configuration de votre assemblée, nous mettre au fond, nous bâillonner peut-être mais nous, nous resterons debout. Nous ne nous coucherons pas parce que nos modèles à nous les opposants, c'est GANDHI, c'est LUTHER KING, c'est WALESA, c'est Jan PALACHE, c'est MANDELA. Il y a toujours eu dans l'humanité des gens qui se sont opposés. C'est de la noblesse de l'opposition que de s'opposer et nous nous opposerons parce que nous avons des choses à dire.

M. le Maire : Monsieur DUMONT, il est normal que vous réagissiez. En revanche, si je n'avais pas respecté l'opposition, j'aurais gardé les groupes à 5 membres et là vous n'en auriez plus. Je les ai donc descendus à trois pour que chacun puisse avoir un groupe d'opposition. J'ai bougé les groupes pour cette raison : afin que vous puissiez vous exprimer et non pas pour m'amuser. Vous avez donc toujours un groupe et c'est normal puisque c'est vous qui avez fait, après nous, le meilleur score aux élections municipales. J'aurais été en faute avec la démocratie si j'avais complètement annihilé le groupe Les Républicains. Je ne l'ai pas fait puisque j'ai descendu à trois membres le niveau des groupes donc vous en avez toujours un. Vous avez toujours un délégué, une secrétaire et les moyens de fonctionner. En revanche, si je remontais à cinq, le groupe Socialiste et Verts en aurait un mais vous n'en auriez plus ; preuve que je respecte l'opposition.

Adoption de l'ordre du jour qui comporte 58 affaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Adoption du procès-verbal de la séance du 27 septembre 2018

M. le Maire : Vous avez pris connaissance du procès-verbal de la séance du 27 septembre 2018. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Pas d'observation. Pas de demande d'intervention. Je le mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Vous avez également pris connaissance des décisions du maire depuis le dernier Conseil. Le prochain Conseil municipal aura lieu le 28 novembre 2018 à 18 heures.

Pour information, le Conseil municipal de décembre aura lieu le 19 décembre. Il commencera à 16 heures puisqu'après, nous aurons le traditionnel repas de fin d'année du Conseil municipal où sont conviées majorité et opposition.

Je rappelle qu'au Conseil municipal de novembre, nous nous exprimerons sur le Débat d'Orientation Budgétaire et qu'à celui de décembre, nous voterons le budget. Mon petit doigt me dit qu'en décembre, le taux d'augmentation de l'imposition sera toujours égal à 0 %. Cela nous permettra d'afficher six exercices comptables budgétaires à 0 % d'augmentation des taux d'imposition ; engagement tenu avec les Montpelliérains - premier point des 15 propositions pour la Ville.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Vœu de soutien à la langue et à la culture occitanes

Avant d'attaquer l'affaire 1, nous allons vous proposer de soutenir un vœu qui traite du soutien à la langue et à la culture occitanes. Je vais donner la parole à Guy BARRAL pour sa présentation.

Guy BARRAL : Ce vœu est, au départ, une demande d'un collectif occitan qui agit dans toute l'Occitanie historique c'est-à-dire de Bordeaux à Nice en passant par Limoges et Clermont-Ferrand, pour demander une présence renforcée de l'occitan dans les médias. C'est important. L'occitan est une langue actuellement considérée par l'Unesco comme en voie de disparition. C'est regrettable. Toutefois, nous ne faisons pas un vœu passéiste mais d'avenir.

Actuellement, l'occitan n'est plus un héritage reçu de nos parents, grands-parents ou arrière-grands-parents, c'est quelque chose qui se choisit. Cette transmission familiale ne se fait plus mais elle se choisit. Pour ce faire, il faut que les locuteurs potentiels c'est-à-dire les habitants de l'Occitanie – qui sont occitans à partir du moment où ils habitent ici – puissent être en contact d'une manière ou d'une autre avec l'occitan afin de pouvoir choisir de le pratiquer, de se familiariser et d'avoir une connaissance. À Montpellier, c'est encore plus important au vu du renouvellement démographique de la Ville.

Ce vœu se rajoute aux actions déjà entreprises par la Ville. Sur cette philosophie qui considère que l'occitan n'est pas quelque chose qui est hérité mais qui tient d'un choix et d'une volonté, nous avons un soutien très fort à son enseignement dans le domaine public avec des écoles bilingues. Le rectorat nous permettra certainement d'en ouvrir d'autres. J'ai rencontré dernièrement les responsables et c'est en route. Nous soutenons également les écoles associatives occitanes. Il y en a trois à Montpellier. Nous soutenons des domaines comme la musique occitane. Nous participons à tout un tas de manifestations. La littérature occitane a une place privilégiée dans les rencontres du musée Fabre et de la médiathèque Zola. Nous sommes aussi soutien de la recherche historique. Vous savez que les archives sont propriétaires du Petit Thalamus dont une édition a été refaite. Actuellement, une importante recherche historique sur l'occitan est entreprise par différents instituts dont Paul-Valéry. Ce soutien au Collectif occitan pour une médiatisation de l'occitan afin de permettre un choix aux locuteurs nous paraît important et c'est notre devoir de capitale régionale que de le voter.

M. le Maire : M. BARRAL, est-ce que vous pourriez lire le vœu ?

Guy BARRAL : C'est un vœu de soutien à la langue et à la culture occitanes. « Le renforcement de la vocation régionale du réseau France 3 et France Bleu, ainsi que la représentation de la diversité de la société française entrent dans les objectifs de l'actuel projet de réforme du service public audiovisuel porté par le Ministère de la Culture.

Dans ce cadre, le « Collectiu Occitan », qui regroupe 12 associations, sollicite les maires d'Occitanie pour le vote d'un vœu en conseil municipal relatif à la présence quotidienne de

programmes occitans sur les chaînes publiques régionales.

La Ville de Montpellier est engagée en faveur de la préservation de la culture et de la langue occitanes, considérée par l'UNESCO comme « sérieusement en danger » de disparition.

Cette volonté se traduit par le soutien à l'enseignement, tant public qu'associatif, de la langue occitane, ainsi qu'à la création et à la diffusion de la culture occitane dans les domaines de la musique, de la littérature, du théâtre, de la recherche historique.

Malgré un ancrage et une vivacité reconnue, la langue occitane est aujourd'hui considérée comme « sérieusement en danger » de disparition par l'UNESCO, notamment affectée par la détérioration de la transmission linguistique familiale, accentuée sur le territoire métropolitain par le dynamisme démographique important.

La nomination récente du nouveau ministre de la Culture doit permettre de rappeler la nécessité d'une mobilisation des moyens audiovisuels afin que les nouvelles générations et les nouveaux arrivants puissent profiter d'un contact régulier à la culture et à la langue occitanes pour une appropriation personnelle et collective.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce vœu de soutien relatif à une présence régulière et accrue de la langue et la culture occitanes sur la chaîne de télévision publique régionale France 3 et les réseaux locaux de la radio France Bleu. »

M. le Maire : Merci M. BARRAL. Qui demande la parole ? M. DELAFOSSE. M. DOMERGUE. Mlle LLEDO.

Michaël DELAFOSSE : Très rapidement pour donner une explication de vote et formuler le vœu que ce vœu soit adopté de manière unanime. Il est effectivement très important car si la langue française est celle de la République, notre pays est riche de sa diversité linguistique : l'occitan, ici ; le breton en Bretagne ; le créole dans les territoires d'outre-mer... Vous avez raison d'insister sur la réforme de l'audiovisuel public puisque France Ô est une chaîne qui connaît des difficultés. Il est donc très important que nous soyons, nous, ici à Montpellier, forts pour défendre cette diversité linguistique et donc pour voter ce vœu. Si je peux me permettre, notre langue est aussi riche de la diversité de ses accents. Elle se décline et se défend à sa manière. Plus la diversité sera présente, plus notre langue française sera riche et plus l'occitan sera connu et – notre collègue Guy BARRAL l'a très bien rappelé – plus l'enrichissement linguistique sera fort. Vous aurez notre soutien sur ce vœu.

M. le Maire : Merci M. DELAFOSSE. On dira un petit mot sur l'accent tout à l'heure. Gentiment, pas polémique. M. DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : Moi qui suis catalan, je soutiens l'occitan. Je disais tout à l'heure que nous ne sommes plus capitale régionale. Il faut tout de même le dire.

M. le Maire : Nous sommes Métropole.

Jacques DOMERGUE : Oui mais plus capitale régionale. Je me suis rendu compte du poids des langues régionales en rendant visite aux calandretas et en m'étonnant de la vivacité des enfants et de l'enseignement qu'ils recevaient. J'y allais pourtant avec un a priori plutôt inverse puisque la modernité et l'ouverture sur le monde font que j'imaginai qu'il fallait plutôt parler anglais qu'occitan. Ce n'est pas incompatible. Je crois même que c'est complémentaire. Je ne sais pas quel est l'utilité du vœu ; on le votera bien sûr mais certains sont malheureusement restés des vœux pieux. En revanche, je crois que si l'on veut sauver l'occitan, il faut continuer à mettre des moyens. Vous allez dire que c'est ce qui est fait. Il faut continuer et faire en sorte qu'au niveau scolaire et culturel, la langue occitane ne disparaisse pas. C'est vrai que notre génération a bénéficié de la transmission par les parents et surtout les grands-parents. J'ai le souvenir de mon grand-père qui me parlait en catalan et qui me racontait des histoires dans cette langue. Aujourd'hui, cela devient de plus en plus rare. Les parents mettant leurs enfants dans des calandretas ne sont pas forcément des gens d'ici mais ce sont ceux qui ont compris que l'ouverture d'esprit qu'offrent ces écoles et l'apprentissage de la langue d'origine de la région dans laquelle ils vivent leur permettraient d'avoir un esprit qui se développe et qui s'ouvre davantage. L'occitan doit être vu également au travers de cette ouverture qui est une ouverture de l'esprit et qui devient une ouverture sur le monde.

M. le Maire : Merci M. DOMERGUE. Mlle LLEDO.

Audrey LLEDO : M. SAUREL, Mesdames et Messieurs les conseillers, bonsoir. Quand je lis ce vœu, je crois que je suis une nouvelle fois témoin d'une démarche de plus en plus électoraliste mais c'est aussi le sentiment que j'ai quand j'entends certains conseillers d'opposition s'exprimer. C'est toujours la même chose depuis le début de ce mandat donc, cela ne me surprend pas. J'ai parlé d'une démarche de plus en plus électoraliste quitte à se défaire de ce qui fait de nous, de vous, des élus de la nation. Bien évidemment, je me positionnerai contre ce vœu pour une simple raison : la télévision est un service public. Qui dit service public – d'autant plus quand il s'agit de chaînes de France Télévisions – dit République. La seule langue que reconnaît la République, c'est le français. Je trouve que ce vœu est clairement antirépublicain donc ma position est de voter contre. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci Mlle LLEDO. Mme BOUALLAGA a demandé la parole.

Sabrina BOUALLAGA : Monsieur le Maire, M. BARRAL, je crois que vous parlez extrêmement bien cette langue, pourriez-vous, après le vote de ce vœu, remercier l'ensemble du Conseil municipal en occitan et ainsi nous faire profiter de cette langue ? Merci beaucoup.

M. le Maire : On demandera à M. BARRAL de conclure en occitan après le vote à votre demande ; vous avez raison.

M. BARRAL, quand vous avez énoncé l'ensemble des projets que nous soutenons et des initiatives que nous avons en faveur de l'occitan, vous auriez pu également rajouter la calandreta Lepic qui est un gros projet pour lequel nous avons pris un engagement avec l'ensemble des parents avant les élections municipales. Celui-ci sera tenu puisque la calandreta Lepic sera intégrée dans le complexe scolaire à proximité du groupe scolaire de l'EAL. C'était le souhait de l'ensemble des enseignants et des parents qui travaillent dans des conditions extrêmement difficiles presque dangereuses.

Merci M. BARRAL d'avoir indiqué ce qu'est l'Occitanie car tout le monde utilise ce terme tort et à travers : l'Occitanie, ce n'est pas seulement Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Elle va du Béarn à la Provence, jusqu'à Alpes Côte d'Azur. Il y a cinq parlers en occitan : il y a le languedocien (le nôtre), le provençal (Marseille, Côte d'Azur, Nice), le béarnais, le rouergat et le

gascon. Ces cinq parlers font que l'Occitanie, elle-même, est déjà diverse ; le catalan étant une autre langue qui a des points communs avec l'occitan mais qui n'a pas la même racine et la même histoire. Le catalan de Perpignan est le même, à un chouïa près que celui de Barcelone.

Au mois de février, avec Marie-Hélène SANTARELLI, nous sommes conviés, comme chaque année, par le maire de Bastia, mon ami Pierre SAVELLI, à assister à la fête patronale de la ville, la Saint-Joseph. Nous avons nous-mêmes été médaillés de la Saint-Joseph. Je sais que certains crient lorsque je suis présent à des manifestations comme des fêtes patronales historiques et traditionnelles. J'ai le regret de leur dire qu'une fois de plus j'y serai. Je serai à Bastia aux côtés de mes amis Jean-Guy TALAMONI, Gilles SIMEONI, Pierre ORLANDI, Président du Conseil général, Pierre SAVELLI, maire de Bastia. S'ils ne sont pas contents, ils leur diront qu'il ne faut pas le faire et on verra qui parle et qui se tait. Avec Marie-Hélène, nous avons eu la médaille. Saint Joseph, c'est comme saint Sernin à Toulouse ; c'est la tradition populaire des villes.

Je mets aux voix le vœu de soutien à l'occitan dans les médias publics. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Adopté à l'immense majorité. M. BARRAL, faites-nous en occitan un commentaire de ce vote.

Guy BARRAL : Non, non, non, non, Vau pas parla Occitan, que l'escaraunha tròp. Es pas una bona causa de parla Occitan e de o parla en l'escaraunhan. Je ne vais pas parler en occitan car je fais partie de cette génération pour qui la transmission a été plus difficile c'est-à-dire que je le comprends et je le lis sans aucun problème mais je le parle, comme on dit ici, en escaraunhan; un petit peu approximativement. Ma première phrase était en occitan et à peu près correcte, je pense.

Je remercie tout de même pour la compréhension qu'il y a eu sur ce vœu sauf une voix – ce qui n'est pas étonnant –. Dans les langues, dans la culture comme dans la vie, les choses ne s'annihilent pas, elles s'accumulent. Quand on a une langue, on peut en avoir deux, trois. Effectivement, M. DOMERGUE, on peut parler français et occitan et on peut aussi parler anglais. Un des torts historiques de l'État français a été de penser que pour qu'il y ait une démocratie, il fallait qu'il y ait une seule langue pour que les gens se comprennent. Les gens qui étaient députés à Paris, s'ils ne parlaient que patois, ne pouvaient pas faire des lois. Le tort a été de penser que le fait d'avoir une autre langue supprimait le français. Non, ça se rajoute. C'est vraiment un occitan d'ouverture d'esprit que nous défendons ici. Merci.

M. le Maire : Merci M. BARRAL. Lorsque l'État français – et ça ne date pas de la République mais de la monarchie – a souhaité unifier la langue, cela s'est fait, pour nous, au travers de l'édit de Villers-Cotterêts qui a supprimé l'utilisation de la langue d'oc au profit du français. Il s'agissait d'unifier l'ensemble des dispositifs administratifs qui régissaient le fonctionnement du royaume de France à l'époque.

Je ne résiste pas au plaisir de vous raconter la petite histoire que nous avons vécue, Marie-Hélène SANTARELLI et moi, à Bastia car je crois que nous étions les seuls élus du continent à y être présents. C'est une fête très populaire où les anciens sont dans la rue, où on mange des beignets ; c'est sympa. De vieux messieurs corses sont venus me voir et m'ont parlé en corse. Je vais vous dire : le corse, vous n'y comprenez rien. Le seul mot que je comprenne, c'est le dernier du salvi Régina : paradiso (le paradis). Ce n'est déjà pas mal. Pour toute réponse, j'ai commencé à parler moi aussi en occitan. Les Corses ne comprenaient pas. Au bout d'un moment, nous avons parlé en français. C'est une petite anecdote qui est de l'ordre de la boutade mais qui permet de jauger un peu les choses. Donc oui, le français est la langue première mais il ne faut jamais marcher sur les langues qui font partie du patrimoine. C'est l'ensemble des langues dites vernaculaires qui

permettent les identités des peuples. En tout cas, merci pour ce vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

1. Tronçon du Lez - Transfert de propriété de la Région Occitanie Mise en œuvre de l'action résolutoire

La Ville de Montpellier a vendu à la Région Occitanie un tronçon du lit du Lez dans le cadre du projet de création du domaine public fluvial régional, vente intervenue le 18 février 2013.

Ce tronçon concerne le Lez entre le Pont Jean Zuccarelli et l'autoroute A 9.

L'acte de vente convenu prévoit une condition particulière tenant à la mise en navigabilité du Lez dans un délai de 5 ans à compter de la date de signature de l'acte, soit au plus tard le 18 février 2018.

En conformité avec les dispositions de l'acte, un procès-verbal d'huissier a été établi en juin 2018 attestant de l'absence de travaux sur le tronçon du Lez concerné.

En accord avec la Région Occitanie et en respect des dispositions prévues lors de la vente, il est proposé de récupérer en propriété municipale le tronçon du lit du Lez, soit les deux parcelles cadastrées SB 41 et SC 51 pour une superficie totale de 34 543 m².

Depuis, Montpellier Méditerranée Métropole a pris la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, compétence dite GEMAPI.

Tenant l'absence de projet de mise en navigabilité du Lez par la Région, tenant cette nouvelle compétence métropolitaine, il est envisagé pour la Ville, d'une part de récupérer la pleine propriété dudit tronçon dans le cadre d'une transaction conclue selon les mêmes conditions que la cession initiale, à savoir à titre gratuit, et, d'autre part, de procéder à la signature d'un acte de transfert au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de la Région Occitanie les deux parcelles cadastrées SB 41 et SC 51 correspondant au tronçon du lit du Lez à Montpellier, soit la portion située entre le pont Jean Zuccarelli et l'autoroute A 9 ;
- de dire que cette rétrocession sera consentie à titre gratuit, en exécution de l'acte de vente initial du 18 février 2013 ;
- de saisir l'étude notariale de Baillargues, rédacteur de l'acte initial, en vue de rédiger l'acte de rétrocession de la propriété au frais de la Ville ;
- d'accepter par la suite, le transfert desdites parcelles cadastrées SB 41 et SC 51 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la compétence GEMAPI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document ou acte relatif à cette affaire.

M. le Maire : C'est le segment du Lez qui avait été vendu par la Ville à la Région. Cela concerne la partie en aval du pont Zuccarelli, qui est un Corse que Montpellier a compté parmi ses grands maires. Dans la mesure où la Région n'intervient pas sur ce segment, elle nous le cède afin que nous puissions appliquer sur lui la loi Gemapi. C'est donc un très bon contrat et une très bonne entente entre les services de la Région, la Région et la Mairie de Montpellier dans l'intérêt général. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

2. Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelle OP 68p - rue Jacques Fabre de Morlhon

La Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise que doit être opéré un transfert en pleine propriété des biens des communes membres affectés aux nouvelles compétences dévolues à la Métropole ou antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant. La Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Il est proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, une emprise de 934 m² environ à extraire de la parcelle cadastrée section OP numéro 68, d'une superficie cadastrale de 3 026 m² en zone 2U1-1cw du Plan Local d'Urbanisme.

L'emprise de 934 m² à prendre sur la parcelle OP 68 sera affectée à la déchetterie « Près d'Arènes ».

Conformément à la loi, la cession de ce bien doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Afin de permettre l'exercice de ses compétences avant la réitération de l'acte notarié de transfert de propriété du bien précisé ci-dessus, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier pour réaliser dès à présent une prise de possession anticipée lui permettant d'en disposer librement notamment pour la réalisation des travaux de modernisation de la déchetterie (dépôt et octroi des autorisations d'urbanisme nécessaires, réalisation de travaux sur l'emprise affectée à la déchetterie).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la prise de possession anticipée d'une emprise de 934 m² environ, issue de la parcelle OP 68, rue Jacques Fabre de Morlhon, commune de Montpellier, objet de transfert de propriété afin de permettre le plein exercice de ses compétences par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et se voir octroyer les

- autorisations d'urbanisme nécessaires sur la parcelle concernée par le transfert ;
- de procéder à la rédaction de l'acte de vente pour formaliser le transfert de propriété entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, par acte notarié ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : C'est une parcelle grande de 934 m² qui se situe rue Jacques-Fabre-de-Morlhon. Ce sont des achats fonciers ; des transferts. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

3. Montpellier Grand Cœur

Attribution de subvention pour travaux d'intérêt architectural (TIA)

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », un dispositif de subventionnement visant à favoriser la bonne restauration/restitution de vestiges, rares voire uniques, ainsi que les dispositions remarquables d'édifices ayant un intérêt architectural ou historique, a été mis en place en 2010.

La Commission d'attribution des subventions s'est réunie le 21 mars 2017 en présence du Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Maire de Montpellier, du représentant du Directeur régional des affaires culturelles, du représentant du Conservateur régional de l'archéologie, de la représentante du Directeur de la mission Grand Cœur et de la Responsable du service patrimoine historique et ravalement de la Mission Grand Cœur.

La Commission a donné un avis favorable au subventionnement d'un chantier situé dans le site patrimonial remarquable « secteur sauvegardé ».

3 rue de la Vieille – Hôtel de Gayon

Une subvention a été sollicitée par l'Association du Foyer de la jeune fille, dans le cadre de travaux de restauration des fresques historiques du XII^{ème} siècle découverte en 1999 (coût de 57 000 €).

Les travaux ont été réalisés dans le respect des savoir-faire et des techniques traditionnelles.

L'étude et les travaux ont été réalisés sous la maîtrise d'œuvre d'Agnès Joly-Rolland, architecte du patrimoine et financés par l'Etat à hauteur de 20 000 €.

Il est proposé de verser une subvention de 10 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement d'une subvention d'un montant de 10 000 € pour le projet susvisé ;
- de dire que la dépense liée à cette opération sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre

- 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Il s'agit de verser une subvention de 10 000 € pour la restauration des fresques historiques et notamment celles que nous avons trouvées dans l'Hôtel de Gayon qui ont été inaugurées par M. COUSQUER, M. BARRAL, M. YOUSSEUS. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

4. MISSION GRAND CŒUR

Dispositif d'aide financière pour « Travaux d'intérêt architectural - TIA » Modification du règlement

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », un dispositif d'aide financière visant à favoriser la bonne restauration/restitution de vestiges rares voire uniques, ainsi que les dispositions remarquables d'édifices ayant un intérêt architectural ou historique, a été mis en place en 2010.

L'actuel règlement encadrant ce dispositif prévoit que les aides financières sont allouées sous la condition d'une participation financière conjointe de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

L'application de ces conditions a restreint le nombre d'opérations éligibles au dispositif. Depuis sa mise en place en 2010, seuls 7 chantiers ont bénéficié d'aides financières.

Ils portent presque exclusivement sur des monuments historiques alors que l'objectif initial était plus large.

Pour rendre le dispositif plus efficient, il est proposé de modifier le règlement afin de ne pas lier l'aide financière municipale à celle de la DRAC.

Le fond de règlement reste inchangé.

Les travaux éligibles doivent nécessairement porter sur des éléments à valeur patrimoniale et l'éligibilité est prononcée par une commission regroupant des représentants de la Ville et de la DRAC.

Les demandes de subventionnement retenues par la commission sont ensuite présentées au Conseil municipal pour validation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le règlement modifié ci-annexé ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Il s'agit d'un dispositif qui permet d'attribuer une aide financière pour les opérations permettant la restauration ou la restitution d'éléments bâtis de valeur patrimoniale. Je vous donne un exemple : quand on décroûte une façade, on peut très bien trouver dessous l'empreinte d'une fenêtre à meneau ; cela demande une restauration qui coûte un peu plus chère que le reste la façade. La Mission Grand Cœur se propose d'aider sur ce type d'action les propriétaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

5. MONTPELLIER GRAND CŒUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

Enseigne « Cabinet d'infirmiers », cabinet médical Gérants : SCI 3GH (groupement de 4 infirmiers) 46 cours Gambetta <i>Subvention travaux = 6 000 €</i> <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €</i>	 Montant à verser : 7 000,00 €
---	--

Enseigne « CYCLES & RE-CYCLE », magasin-atelier Gérant : M. Christophe RENNER 6 avenue Bouisson Bertrand Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés <i>Subvention travaux = 6 000 €</i> <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 417 €</i> Montant à verser :	3 208,50 €
Enseigne « CASANOVA Immobilier », agence immobilière Gérant : M. Gérald CASANOVA 2 rue de la Barralerie Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés <i>Subvention travaux = 5 912 €</i> <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €</i> <i>Subvention + prime travaux d'intérêt architectural (TIA) = 1 433 €</i> Montant à verser :	4 172,00 €
Enseigne « CYBERLAND Multimédia », cyber café - imprimerie Gérant : M. Sabir LAKEHAL 19 rue du Faubourg du Courreau Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés <i>Subvention travaux = 5 568 €</i> <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 400 €</i> Montant à verser :	2 984,00 €
Enseigne « ECUSSON Kinésithérapie », cabinet de kiné Gérant : M. ZAPPULLA John-Michael 38 rue Alexandre Cabanel <i>Subvention travaux = 5 956 €</i> <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €</i> <i>Subvention + prime travaux d'intérêt architectural (TIA) = 680 €</i> <i>Subvention + prime travaux de mise en accessibilité P.M.R. = 760 €</i> Acompte déjà versé = 3 356,88 € Solde à verser :	4 789,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 22 153,50 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, Chapitre 905;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Il s'agit de l'aide à la requalification des devantures des locaux d'activité. Nous la portons aux commerces pour que leur devanture soit non seulement intégrée dans le plan de protection patrimonial mais aussi dans le fonctionnement commercial de la rue. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

6. Quartier Celleneuve Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Dans le cadre du ravalement obligatoire, régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016, n° 2016/210, des subventions sont accordées en application du règlement obligatoire des façades. Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

M. MALET et Mlle THERESE, SCI GOODIMMOB, 18 rue du Bassin (Celleneuve)	4 514,00 €
Total :	4 514,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 4 514 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, Chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Les affaires 6 et 7 sont des mesures prises pour le ravalement des façades du quartier Celleneuve. Nous avons souhaité que la campagne de ravalement soit un peu plus aidée que les autres. Nous apportons donc une aide supplémentaire aux propriétaires parce qu'il y a beaucoup de gens modestes et nous sommes dans le territoire de protection l'église Sainte-Croix de Celleneuve. Je vous rappelle que pour un édifice classé, il y a autour un périmètre de protection de 500 mètres qui est sous la responsabilité de l'Etat. Il faut donc refaire les façades. Nous proposons des conditions d'accès à ces travaux plus faciles pour les habitants. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? L'affaire 6 est adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix
Contre : 0
Abstention : 0

7. Modification du règlement du ravalement obligatoire des façades dans le quartier de Celleneuve

La Ville de Montpellier a décidé par délibération du 22 juin 2016, la création d'un périmètre de ravalement obligatoire sur le centre ancien du quartier Celleneuve présentant un caractère patrimonial et des typologies spécifiques à ce quartier/village organisé autour de son église classée monument historique (80 % des façades des immeubles méritent d'être ravalées).

Au démarrage de cette campagne, le règlement et le subventionnement associé à ce périmètre ont été identiques à celui utilisé pour le ravalement dans le quartier centre de Montpellier (DCM du 29/09/2015), il prévoyait ainsi notamment :

- Une durée de subventionnement de 6 ans ;
- Un taux de subventionnement dégressif de 30% les trois premières années, puis de 20% les deux années suivantes et de 10% la dernière année ;
- L'exigence d'un programme de travaux global (correspondant au ravalement de l'ensemble de l'immeuble) ;
- Un plafonnement des travaux subventionnables fixé à 40 € le m² de façade.

Depuis le début de cette campagne en 2016, il est constaté que l'opération de ravalement a du mal à démarrer. En effet, à ce jour seuls 3 dossiers ont fait l'objet d'une demande de subvention, et l'obligation de réaliser une opération globale est un frein à l'engagement des travaux par les propriétaires.

Par ailleurs, la Ville ayant programmé des travaux d'aménagement de l'espace public dès 2019, il apparaît opportun, en accompagnement de ces travaux d'aménagement, de modifier le règlement de la campagne de ravalement sur le quartier de Celleneuve en proposant de l'adapter au contexte (typologie des immeubles différente de celle des immeubles du quartier du centre de Montpellier) et de rendre les aides plus incitatives pour les propriétaires.

Il est donc proposé de :

- garder le taux de 30 % de subvention sur l'ensemble de la période sans dégressivité (juillet 2016 à juin 2022) ;
- permettre le subventionnement de programmes partiels de travaux, dès lors qu'ils constituent un ensemble homogène.
- supprimer le plafonnement de travaux subventionnables de 40 € le m² de façade, tout en maintenant le montant maximal de la subvention à 25 000 € par immeuble.

De plus, des modifications mineures sont apportées, sur la mise à jour des services concernés notamment de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole, et également pour faciliter la constitution du dossier et son instruction.

Pour les travaux partiels, le paiement de la subvention se fait en deux temps :

- une avance de 20 % du TTC des travaux partiels,

- le déblocage du solde de 10 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification du règlement de ravalement obligatoire du quartier de Celleneuve ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

8. Secteur Hortus-Mende - Mandat d'études à la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation

Dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, en lien avec la création de la ligne 5 de tramway et en particulier la station Hortus qui doit s'implanter route de Mende, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre d'environ 18ha, dit « Hortus ». Ce secteur est centré sur l'intersection de la rue de l'Hortus et de la route de Mende, et s'étend de la place Jean Baumel au sud jusqu'au centre Agropolis au nord. Pour cela, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération.

La mission de conduite de l'ensemble de ces études a été confiée le 4 août 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte), pour une durée de vingt-quatre mois et pour un montant prévisionnel estimé à 320 000 € HT (384 000€ TTC). Ce mandat a été conclu sans mise en concurrence préalable en raison du statut de Société Publique Local d'Aménagement (SPLA) de la SA3M.

Depuis la signature de cette convention de mandat, ont été lancées les missions de géomètre, de diagnostic et de réalisation du schéma voiries et réseaux divers (VRD), ainsi que les études relatives à l'hydraulique et à l'environnement (faune-flore). Des prestataires pour la réalisation de l'étude d'impact environnementale et d'un diagnostic des activités commerciales sont en cours de désignation.

Enfin, conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de son décret d'application n°2016-360 en date du 25 mars 2016, une procédure est en cours pour l'attribution de la mission d'urbaniste-paysagiste, sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles, afin notamment de définir le parti pris d'aménagement, le schéma d'organisation générale de l'espace public, les principes de volumétrie et d'épannelage ainsi que les éléments programmatiques. Chacune des quatre équipes retenues doit formuler une offre incluant une

proposition de schéma d'ensemble, principes de volumétries et d'identité architecturale, ces principes sont discutés dans le cadre des négociations. Pour cela elles seront indemnisées 12 000 euros HT chacune. Les études urbaines débuteront fin 2018.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées s'élèvent à 24 000 € TTC, et les remboursements perçus au titre de du mandat d'études à 24 000 € TTC. A en outre été versée une avance de trésorerie de 50 000 € permettant l'engagement des études de tiers. A la même date, le prévisionnel des dépenses du mandat est toujours de 384 000 € TTC, sans évolution par rapport à l'exercice précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 du secteur Hortus, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire du mandat d'études ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de ce mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : C'est le secteur Hortus-Mende. C'est un mandat d'étude à la SA3M. C'est le CRAC (compte rendu annuel à la collectivité). Qui demande des précisions auprès du rapporteur Chantal MARION ? Je ne prends pas part au vote. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

**9. Quartier Hôpitaux Facultés
Secteur Croix Lavit
Mandat d'études Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)**

Le secteur Croix Lavit est situé au nord-ouest de la ville de Montpellier dans le quartier Hôpitaux Facultés. Il s'étend au nord de l'avenue des Moulins, entre la route de Ganges et l'avenue Hemingway jusqu'à la limite communale avec Grabels.

Ce secteur périphérique se caractérise aujourd'hui par une urbanisation relativement hétérogène, marquée toutefois par la présence de nombreuses activités économiques tertiaires liées à sa vocation initiale (en partie la ZAC Euromédecine créée en 1968). Il accueille également des établissements de santé, d'enseignement supérieur, un équipement culturel avec le domaine d'O mais aussi des logements individuels et collectifs.

Depuis quelques années, ce secteur de la Ville voit le départ progressif d'un certain nombre

d'activités vieillissantes qui se repositionnent ailleurs dans la ville ou dans l'agglomération (centre d'hémodialyse, clinique Aider ...). Face à ces évolutions, la Ville a favorisé la création de logements collectifs afin de développer une mixité urbaine et sociale, et répondre en partie aux forts besoins en logements exprimés sur le territoire communal. D'autre part, la position centrale dans le quartier de nouvelles opérations immobilières a été l'occasion d'initier des projets de requalification d'espaces publics avec, notamment, l'aménagement d'une place au cœur du quartier (rue Galéra/rue Croix Lavit). Aujourd'hui, le phénomène de mutation s'accroît, notamment la libération d'un terrain de près de 4 ha au cœur du secteur Croix Lavit. Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une véritable mutation urbaine. Ce moment charnière est opportun pour s'interroger sur le devenir du secteur Croix Lavit et d'accompagner sa reconversion urbaine.

Plusieurs enjeux ont été identifiés :

- Réaliser un quartier mixte à dominante d'habitation sous forme de logements collectifs, pouvant accueillir également des commerces ou quelques activités tertiaires ;
- Répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie de la commune, dans le respect des principes de mixité sociale ;
- Renforcer l'accroche avec les quartiers existants et en liaison avec la centralité récemment créée et le projet d'école ;
- Améliorer l'ambiance urbaine et aménager les espaces publics en privilégiant, dans un contexte paysager la continuité des déplacements doux (piétons et cycles) ;
- Intégrer la problématique hydraulique dans le réaménagement global du quartier ;
- Valoriser les caractéristiques paysagères et topographiques du secteur.

Devant le constat d'une complexité de projet et afin d'affiner les conditions de réalisation de cette opération, la ville a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques complémentaires, en vue de désigner un architecte urbaniste en chef, accompagné d'un paysagiste et d'un bureau d'études techniques pour réaliser une étude urbaine (plan de référence, phasage opérationnel ...).

Aussi, conformément aux dispositions des articles L.300-3 du code de l'urbanisme et par décision du Maire du 24 novembre 2016, la Ville a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études signé le 23 décembre 2016 et entré en vigueur le 23 janvier 2017, pour la réalisation des dites études pour une durée de 24 mois.

Par décision du Maire du 19 décembre 2017, la Ville a souhaité faire un avenant n°1 au mandat d'études en cours afin d'étendre le périmètre d'intervention initial (30 hectares au total), prolongé de 12 mois le délai du mandat et réajuster, en fonction le programme des études et la rémunération de la SA3M. Cet avenant a été signé le 30 janvier 2018 et est entrée en vigueur le 27 février 2018.

Le bilan de l'année 2017 fait apparaître une dépense de 57 000€ HT liée à la réalisation d'études techniques et à la rémunération de SA3M.

Au 31 décembre 2017, le bilan financier prévisionnel global du mandat d'études s'établit à 420 000€ HT soit 504 000 € TTC en dépenses et en recettes.

L'année 2018 va voir le lancement de la consultation pour désigner l'architecte urbaniste en chef, chargé d'élaborer le plan de référence du projet de renouvellement urbain du secteur. L'équipe lauréate devrait être désignée au 1^{er} semestre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de l'opération de mandat d'études du secteur Croix Lavit, qui a été établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

M. le Maire : Il s'agit là aussi du compte rendu annuel à la collectivité. Qui demande des précisions auprès du rapporteur Chantal MARION en sachant que je ne prends pas part au vote ? Mlle LLEDO.

Audrey LLEDO : Je vous remercie. En réalité, je ne vais pas demander des précisions à Mme Chantal MARION. Je voudrais juste faire une explication de vote pour l'affaire précédente et jusqu'à l'affaire 31. Je trouve à chaque fois très cocasse de devoir prendre acte et en même temps approuver un bilan dans le même vote. Nous en avons déjà parlé lors du précédent Conseil. Prendre acte veut simplement dire que je suis au courant et que l'on m'a donné le bilan. Approuver veut dire que je suis d'accord avec ce bilan ou cet avenant, selon les affaires, sauf que je n'admets pas et ne crois pas que les deux aillent ensemble. Ce n'est pas parce que je prends acte que je suis d'accord. Jusqu'à l'affaire 31, je serai donc contre. Je vous remercie.

M. le Maire : D'accord. Affaire 9, qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

10. ZAC MALBOSC
Concession d'aménagement Ville/SERM
Avenant n°8
Compte rendu annuel à la collectivité
Exercice 2017

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le

programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2 100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;

- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous Rosa Lee Parks;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre Jean Vilar, médiathèque Jean Jacques Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°6 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2017, afin de poursuivre la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°7 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019 et achever les dernières opérations en cours et procéder à la remise des ouvrages publics à la collectivité.

La place Pierre Waldeck Rousseau a été inaugurée en juin 2017, le dernier programme de logements privés ayant été livré le long de la rue de Malbosc.

Le bilan qui est présenté est en augmentation et s'établit donc à 54 559 000 € en dépenses et en recettes, dont 53 579 000 € réalisés en dépenses et 54 252 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2017.

En effet le poste dépenses doit être ajusté afin de permettre de couvrir des frais liés à des procédures en cours et à la finalisation des aménagements d'espaces publics. De ce fait, il est proposé d'augmenter la participation de la Ville de 300 000 €HT.

Par ailleurs, la finalisation de ces travaux et procédures nécessite la prolongation de la concession d'un an, jusqu'à fin 2020.

Ces éléments nécessitent un avenant au traité de concession.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté
- Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2017 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°8 actant l'augmentation de la participation Ville et la prolongation de la concession joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs.

M. le Maire : C'est le compte rendu annuel à la collectivité. Qui demande des précisions auprès du

rapporteur ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée à l'unanimité moins une voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

**11. Zone d'Aménagement Concerté de
l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI)
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Approbation de l'avenant n°8**

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher dont 30 000 m² d'activités et de commerces principalement dédiés à l'accueil privilégié des industries culturelles et créatives, d'un programme d'équipements publics intégrant la réalisation d'un groupe scolaire et d'une crèche ainsi que la création d'un parc d'au moins 20 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SA3M acquerra auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion

immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 pour acter l'évolution de l'échéancier de versement de la participation du concédant, sans évolution du montant global.

Par délibération du 31 mars 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 pour intégrer la réalisation d'un groupe scolaire dans l'opération.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 pour intégrer les missions de suivi par l'aménageur des demandes d'implantation commerciales dans les immeubles existants.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 pour intégrer une augmentation de la participation de la Ville de 2 000 000 € pour s'établir à 38 900 000 €HT.

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 pour allonger la durée de la concession d'aménagement de 5 ans, portant à 20 ans la durée globale de la concession.

L'année 2017 a permis d'approuver le dossier de création de la ZAC EAI (délibération du 26 janvier 2017), de mener à bien les procédures réglementaires (dossier loi eau, permis d'aménager), d'engager les études PROJET sur la tranche 1 de la ZAC et de céder à la Ville le foncier destiné à la construction du groupe scolaire Jeanne Moreau. Un premier lot situé au Nord de la Place d'Armes a été attribué en vue de la réalisation d'un campus créatif dédié aux industries culturelles et créatives, qui accueillera 4 écoles dont l'Ecole supérieure des métiers artistiques (ESMA), des studios, une salle de cinéma, des espaces d'exposition et des logements étudiants. Pour assurer la desserte de l'opération en eau potable, un fonds de concours de 800 000 €HT en faveur de Montpellier Méditerranée Métropole s'avère nécessaire pour le renforcement du réseau AEP ; il est compensé par une hausse de 800 000 € de la participation d'équilibre versée par la ville de Montpellier.

Aussi, le bilan proposé intègre une augmentation de la participation de la ville de 800 000€ pour s'établir à 39 700 000€ HT, nécessitant l'approbation d'un avenant n°8.

Le bilan qui est donc présenté s'établit à 104 899 000€ HT en dépenses et en recettes dont 22 870 000€ HT réalisés en dépenses et 6 607 000€ HT réalisés en recettes au 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la ZAC EAI, établi par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M au 31 décembre 2017 ;
- d'approuver l'avenant n°8 ci-joint à la concession d'aménagement relative à la hausse de 800 000 € de la participation d'équilibre de la ville pour le renforcement du réseau AEP ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées par la SA3M entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Il s'agit là aussi du CRAC. Je ne prends pas part au vote ainsi que Mme JANNIN. Qui demande des explications particulières auprès du rapporteur, adjoint à l'urbanisme, Chantal

MARION ? Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

12. Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1900 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Cette opération contribue également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en septembre 2013 d'un groupe scolaire, à proximité et la création d'un parc public, l'agriparc du Mas Nouguier. Le programme global des constructions est de 150 000 m² de SDP dont 15 000 m² de bureaux et de commerces. Le quartier s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009. Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 Septembre 2009.

Le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé depuis 2013.

Les six premières tranches de la ZAC sont aujourd'hui livrées et les travaux de la tranche 7 sont en cours de réalisation. L'année 2017 a été marquée par la remise d'ouvrage des espaces verts à la Ville et la réalisation des travaux de finition de la tranche 4 (avenues de la Réglisse et Dragées, plateau traversant rue de la Madeleine dans le prolongement de la grande rambla).

La réflexion sur un pôle de bureaux et la construction d'un parking silo en lieu et place du parking relais est toujours à l'étude avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 41 547 000 € HT et les recettes perçues à 45 651 000 € HT.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 46 601 000 € HT, en légère augmentation par rapport au bilan précédent. Cette hausse de 232 000 € HT s'explique notamment par l'intégration de travaux de voirie et réseaux divers (VRD) du lot 5A3 (dernier lot de la tranche 4), des honoraires sur travaux et frais divers et à l'augmentation de la rémunération aménageur induite.

Le montant du fonds de concours de 7 048 000 € HT reste inchangé. Le dernier fond de concours de 100 000 € HT a été versé à la Ville fin 2017 pour l'aménagement de l'entrée de l'agri parc.

Le montant des recettes est en hausse grâce à la bonne commercialisation des droits à bâtir.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la ZAC des Grisettes, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC des Grisettes, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

**13. Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est bordée par la rue de la Vieille Poste au nord, par l'avenue Pierre Mendès France au sud, par la rue Henri Becquerel à l'est et par les premières maisons du quartier de la Pompignane à l'ouest.

Il s'agit d'une opération publique d'initiative communale, concédée à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par convention en date du 27 mars 1988 approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 février 1988.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI. La ZAC s'étend sur environ 31 ha et a permis la réalisation d'environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi que d'un important programme d'équipements publics, comprenant notamment le gymnase Mireille Bessière et le groupe scolaire Blaise Pascal/Sarah Bernhardt.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1987 et son dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Une procédure d'extension-modification de cette ZAC a fait suite à cette décision, initiée par délibération du Conseil municipal en date du 30 janvier 1990.

Cette délibération approuvait en outre les termes de l'avenant n°1 au traité de concession Ville-SERM permettant de renforcer le potentiel constructible de la ZAC et de mieux prendre en compte l'aménagement de ses abords, notamment le long de l'avenue Pierre Mendès France. Par délibération du 23 novembre 1990, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette extension-modification.

Un avenant n°2 au traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1992 supprimant, notamment, en cohérence avec les résultats d'une étude prospective sur l'immobilier d'entreprise, une partie des recettes de cession et des dépenses d'aménagement correspondantes.

Par ailleurs, un avenant n°3 visant notamment à proroger la durée du traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995.

Un avenant n°4 a été ensuite approuvé par délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1998 prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°5 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la convention publique d'aménagement prorogeant ladite convention jusqu'au 31 décembre 2006 afin de permettre à la SERM d'achever sa mission.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'achèvement de la ZAC nécessitant encore la réalisation de travaux d'aménagement sur la rue Hippolyte Fizeau et sur l'avenue Albert Einstein, un avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2009 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant retirée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après

mise en concurrence.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011 pour permettre l'achèvement des derniers aménagements de voirie et de réseaux aux abords de l'avenue Albert Einstein et de la rue Robert Baden-Powell.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession prorogeant la mission de la SERM jusqu'en 2015 pour permettre l'aménagement du dernier lot de la ZAC, en bordure de la place Tycho Brahé. Les acquisitions foncières liées à la réalisation de ce lot n'ayant toutefois pu se concrétiser que tardivement, une nouvelle prorogation de la mission de la SERM a dû être actée jusqu'en 2017 par un avenant n°11, approuvé par délibération du Conseil municipal le 23 juillet 2012.

Par délibération du 20 octobre 2016, le conseil municipal a approuvé un nouvel avenant (n°12) à la concession pour proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018 et permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2017, le bilan prévisionnel de l'opération présente un montant de 19 467 000 € de dépenses et de 20 119 000 € en recettes, ce qui génère un résultat d'exploitation positif de 606 000 € dont 500 000 € seront reversés à la Ville en 2018 au titre d'avance sur résultat. La réalisation de l'opération étant désormais réalisée en totalité, la concession s'achèvera au 31 décembre 2018 et sera clôturée en 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

14. Zone d'Aménagement Concerté OVALIE
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le

Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, le dossier de réalisation de la ZAC, d'autre part, le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif d'offrir une offre de logements diversifiée, dans un cadre paysagé de qualité. Doté de commerces et services de proximité, et de nombreux équipements publics (crèche, groupe scolaire, EHPAD, parcs), ce nouveau quartier de 3300 logements à terme marquera l'entrée sud-ouest de la ville et la transition entre les espaces naturels et agricoles de la vallée du Rieucoulon et les tissus urbains constitués de Montpellier.

La proximité du complexe de rugby « Yves du Manoir », équipement métropolitain, participe de la valorisation de ce secteur de la ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet quant à lui d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 29 septembre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement prolongeant sa durée de 3 ans jusqu'au 31 décembre 2024, sans participation supplémentaire du concédant et sans modification de la Convention d'avance de trésorerie (avances infra-annuelles consenties par la ville conformément à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le bilan qui est présenté s'établit, au 31 décembre 2017, à 84 567 000 € HT en dépenses et 84 567 000 € HT en recettes, dont 72 267 000 € HT réalisés en dépenses et 65 860 000 € HT réalisés en recettes.

Le bilan est augmenté de 685 000 € HT en dépenses en raison notamment de la nécessité d'acquérir une nouvelle emprise foncière et de réaliser des travaux supplémentaires suite à la découverte de terres polluées sur un petit secteur. Cette hausse des dépenses est compensée par une augmentation des recettes de charges foncières.

La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée : elle s'établit toujours à 3 600 000 € HT. Elle est soldée depuis 2013.

La Convention d'avance de trésorerie, qui court jusqu'au 31 décembre 2018, est inchangée.

Un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017 est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la ZAC Ovalie, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les cessions et les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Ovalie du 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Il s'agit également du CRAC. Mme JANNIN ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

**15. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer
Concession d'aménagement Ville-SERM**

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville.

Plusieurs opérations de construction se sont ainsi développées sur ce quartier selon les principes

de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1^{ère} extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération devait permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1^{ère} extension de ZAC prévoyait également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m³, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier (équipements aujourd'hui réalisés). Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005.

Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et se poursuit aujourd'hui pour une livraison de l'ensemble des équipements qui la composent fin 2011.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'hôtel de ville, cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permettra d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long de la 3^{ème} ligne de tramway.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche (« parvis » de l'hôtel de Ville) pour l'accueil d'environ 6 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC, déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les

missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne 3 du tramway, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du futur gestionnaire du parking public d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance étaient de préciser les limites de prestation entre la SERM et le futur gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet 2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par arrêté du 2 août 2012, la déclaration d'utilité publique a été prononcée par le Préfet de l'Hérault.

Parallèlement, le Conseil municipal a engagé, par délibération du 6 février 2012, une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche, qui répond notamment à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2^{ème} extension de la ZAC, permet aussi d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans. L'élaboration du dossier de réalisation est actuellement en cours.

Le 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°11 à la concession afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Ville (à hauteur de 500 000 €) de manière à intégrer la réalisation du carrefour à l'intersection de l'avenue Germaine Tillion, de la rue des Acconiers et de l'avenue du Pont Trinquat. Par délibération du Conseil municipal du 25 novembre 2013, l'avenant n°12 à la concession est venu modifier l'échéancier de versement de cette participation afin de la répartir sur les années 2014 et 2015.

Compte-tenu des opérations qui restaient à engager par la SERM, notamment sur le secteur de la deuxième extension (phase 3), une prolongation de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2020, a été approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 6 novembre 2014 dans le cadre d'un avenant n°13 signé le 10 décembre 2014.

Au regard de l'avancement de l'opération au 31 décembre 2016, notamment en matière de réalisation d'équipements publics et de cession des droits à construire, une prolongation de la concession de quatre années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2024, a été entérinée en séance du 3 novembre 2017 par le Conseil Municipal dans le cadre d'un avenant n°14 signé le 19 décembre 2017.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 106 285 000 € HT et à 107 457 000 € HT. A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 116 183 000 € HT en dépenses et en recettes, sans évolution par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Il s'agit là aussi du CRAC. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

**16. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur
Concession d'aménagement Ville / SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)**

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, prévoit la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m², ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt) au

droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 740 places, est situé sous l'îlot H (*La Mantilla*) de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permet de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de *La Mantilla* et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (pour un montant global de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de *La Mantilla* par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015 et tamponné préfecture le 15 décembre 2015, le versement à la SERM d'une rémunération forfaitaire complémentaire de 6 000 € HT lui permettant d'assurer le suivi et la gestion du parc de stationnement ouvert au public de *La Mantilla*.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement permettant de compléter les missions de la SERM en ce qui concerne le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération et de prévoir la rémunération correspondante. Cet avenant a également permis de modifier la concession pour permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement signé le 19 décembre 2017 afin de prolonger la durée de la concession jusqu'en 2023 pour permettre à la SERM de poursuivre l'exploitation du parc de stationnement de *La Mantilla* jusqu'à cette échéance.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 73 177 000 € HT et les recettes perçues à 69 700 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 78 788 000 € HT, en augmentation de 718 000€ HT afin de prendre en compte les recettes et dépenses d'exploitation du parc de stationnement de *La Mantilla* générées jusqu'en 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

**17. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.

Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification de PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4000 m² de SHON environ. Ce bâtiment, désigné « Espace Jacques I^{er} d'Aragon », abrite à la fois des équipements publics et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I^{er} d'Aragon et

l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme du lot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte-tenu du décalage dans le temps de la réalisation de l'opération de bureau sur le lot M (CNFPT), le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 par délibération du 25 novembre 2013, signé le 10 décembre 2013, permettant de proroger les missions de la concession de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, prolongeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018, pour permettre la construction du siège du CNFPT (lot M).

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement prorogeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2019 afin de permettre la clôture de cette concession d'aménagement dans les meilleures conditions et permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées s'élevaient à 47 084 000 € HT pour un montant total de recettes perçues de 47 461 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 47 461 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

18. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°6

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbaniste-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (Bureau d'études Energie et développement durable).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces ;
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3^{ème} ligne sur l'avenue Raymond Dugrand ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale ;
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonnancé ;
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé

de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné initialement sous l'appellation « Pont de la République », devenu depuis « pont André Lévy » assure la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles, ...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et l'Hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque, ...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont de la République.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont de la République ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Afin de tenir compte au mieux des arbitrages budgétaires et d'ajuster en conséquence les participations versées par la Ville dans le cadre de la concession, un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement a été approuvé par délibération du 25 novembre 2013 et signé le 10 décembre 2013.

Un avenant n°5 à la concession, signé le 16 décembre 2016, a permis d'intégrer au programme de l'opération un nouveau complexe communal composé d'une crèche, d'une Maison pour Tous et d'un relais d'assistantes maternelles.

L'avenant n°5 a également permis d'ajuster, compte-tenu de l'intégration de ces nouveaux

équipements publics, le programme prévisionnel global des constructions pour le ramener à 110 000 m² de SDP, au lieu de 140 000 m² initialement.

Enfin, il a également prorogé la durée de la concession de la SERM jusqu'au 31 décembre 2022 et introduit une nouvelle rémunération correspondant à la gestion des demandes d'implantations commerciales sur le quartier.

Pour donner suite à de nouvelles études menées en 2017 sur le nouveau complexe communal, le coût global de cet équipement, initialement fixé à 6 750 000 €HT (soit 8 100 000 €TTC) a été réajusté à 6 000 000 €HT (soit 7 200 000 €TTC) : en conséquence, la participation de la Ville correspondant à cet équipement doit être revue à la baisse. Parallèlement, une évolution de l'échéancier de versement de cette participation de la Ville jusqu'en 2022 est proposée dans le bilan. Ces modifications font l'objet d'un avenant n°6 au traité de concession qu'il est proposé de soumettre à l'approbation du Conseil municipal.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées s'élevaient à 25 564 000 € pour un montant total de recettes perçues de 30 879 000 €. Le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 46 629 000 €. Ce bilan prévisionnel est en augmentation de 733 000 € par rapport au bilan précédent en raison d'une augmentation du fonds de concours pour l'aménagement d'un nouveau carrefour à réaliser au sud de l'avenue Raymond Dugrand afin, notamment, de favoriser et sécuriser les accès au quartier Rive Gauche.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°6 à la concession d'aménagement permettant de modifier le montant de la participation et son échéancier de versement dans le temps ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

19. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de

Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Georges Frêche », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

La bonne commercialisation de la ZAC, à cette époque, a généré un niveau de recettes suffisamment important qui a permis de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT. Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé au Conseil Municipal du 25 novembre 2013 et signé le 20 décembre 2013 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

A la suite d'études hydrauliques menées sur l'ensemble du bassin versant de la Lironde, le cours d'eau qui traverse cette opération, un des îlots sur lequel était projetée une opération de logements (îlot Y) s'est révélé inondable et ne peut plus faire l'objet d'un projet de construction. Cette situation a entraîné par conséquent une perte de charge foncière de 476 000 €, ce qui a amené la SERM à solliciter une participation d'équilibre de la Ville d'un montant de 448 000 € programmée en 2017. En conséquence, un avenant n°10 au traité de concession permettant d'adapter la participation d'équilibre de la Ville a été approuvé par le Conseil Municipal du 6 novembre 2014 et signé le 10 décembre 2014.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, en vue de l'octroi d'une nouvelle participation d'équilibre à l'opération de 606 000 €. Cette modification a permis de porter la participation d'équilibre totale de la Ville à un montant total de 1 054 000 € pour un versement prévu en 2017.

Un avenant n°12 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil Municipal le 20 octobre 2016, a permis de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2020, de décaler sur 2018 la participation de la Ville et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM.

Par Délibération du 3 novembre 2017, un avenant n°13 à la concession d'aménagement signé le 19 décembre 2017, a permis de décaler en 2019 la participation prévue en 2018.

Aujourd'hui, il est proposé, compte tenu des capacités financières de l'opération, que le versement de la participation prévu initialement en 2019 soit décalé en 2020. Ce décalage fait l'objet d'un avenant n°14 à la concession d'aménagement.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées s'élevaient à 45 011 000 € HT pour un montant de recettes perçues de 44 347 000 € HT. €. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 45 518 000 € en dépenses et en recettes, sans modification notable par rapport au bilan précédent.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°14 décalant d'un an le versement de la participation d'équilibre à l'opération pour un montant de 1 053 500 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

20. Concession d'aménagement Ville - SERM
ZAC Port Marianne - Parc Marianne
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°11
Avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne (devenu Georges Charpak) et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future avenue Joan Miró à l'est et le parc Georges Charpak au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur étaient les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m² de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité

- d'environ 80 000 m² de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9 (devenue A709), dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m² de SHON ;
 - requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements (capacité d'environ 40 000 m² de SHON) ;
 - aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future avenue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
 - requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A709, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future avenue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

Depuis, le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé de dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements ;
- un secteur d'environ 5 ha (programme d'environ 30 000 m² SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A709 ;
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² SHON de logements.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique et ses terrains cessibles par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation

financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui « parc Georges Charpak »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de l'avenue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et avenue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3^e ligne de tramway) et de recalculer dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a donc confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha) ;

- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.
La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

En matière de développement durable, ce projet s'est illustré dès 2011 en recevant le prix « Approche écologique globale » dans le cadre du Palmarès national Eco-quartier venant récompenser la prise en compte des principes du développement durable dans la conception et la réalisation de ce nouveau quartier.

Par délibération du 1^{er} octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la concession (10%).

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie (art. L.1523-2,4° du code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Par délibération du 6 novembre 2014, afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a été choisie en 2013 pour être labellisée « Eco-quartier » dans le cadre d'une démarche nationale, labellisation confirmée en décembre 2015. En 2014, cette opération a également été lauréate des Victoires du Paysage.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2016, prévoyant un réajustement de la participation de la Ville à un montant total de 37 160 341 € pour la réalisation d'équipements publics primaires et permettant de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement ayant pour objet d'acter une diminution de la participation de la Ville pour la réalisation d'équipements publics primaires de l'ordre de 2 220 000 € TTC résultant d'économies substantielles sur la réalisation de certains espaces publics. Ce même avenant n°9 prévoyait par ailleurs d'intégrer une rémunération forfaitaire complémentaire pour les missions de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales de la SERM, et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement afin de modifier l'échéancier de versement de la participation d'équilibre due par la Ville sur les exercices 2017, 2018 et 2019. Ce même avenant intègre par ailleurs une augmentation de la participation d'équilibre de la collectivité de 720 000 € TTC afin de permettre la réalisation d'un nouveau carrefour sur l'avenue Raymond Dugrand permettant

d'optimiser le maillage viaire de l'ensemble du secteur.

L'année 2017 a vu l'engagement d'un dialogue compétitif pour la désignation d'un architecte urbaniste coordonnateur sur le secteur de la Baume, sur lequel est envisagée une opération d'aménagement sous forme de ZAC, restant à créer. En 2017 ont également été lancées les études d'urbanisation du secteur mas de Combelles situé au sein de la concession et dont les équipements publics induits devraient être financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial.

Ces études ont permis de préciser les programmes respectifs et de proposer aujourd'hui l'intégration de ces deux opérations au bilan financier global de la concession.

En conséquence, il est proposé d'approuver les termes d'un avenant n° 11 portant sur :

- l'extension des missions opérationnelles du concessionnaire sur le secteur nord de la Baume, portant désormais la superficie totale de la concession à 51 ha environ ;
- l'extension du périmètre du secteur de la Baume à l'avenue Raymond Dugrand (section nord), à la place Christophe Colomb, et partiellement à la copropriété Saint Michel (parcelle DS 461p) ;
- l'évolution des missions de l'aménageur permettant d'établir des Projets Urbains Partenariaux (PUP) ou tout autre financement alternatif des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC ;
- l'intégration d'une rémunération complémentaire de 30 000 € pour le montage du dossier de financement des équipements publics nécessaires au secteur du Mas de Combelle ;
- la modification de l'échéancier de versement du montant de participation de la Ville, en baisse de 291 000 € HT.

Il est également proposé d'approuver les termes d'un avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie du 24 juin 2013, portant sur le prolongement des avances annuelles de trésorerie pour les années 2021 et 2022.

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 83 466 000 € HT pour un montant de recettes constaté de 84 799 000 € HT.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 140 082 000 €. Ce bilan prévisionnel est en augmentation de 14 791 000 M€ HT par rapport à l'exercice précédent, compte tenu de l'intégration au bilan global de l'opération des bilans des sous-opérations de la Baume et de Mas de Combelle.

La participation d'équilibre de la Ville s'établit à 35 629 000 € HT, en baisse de 291 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 concernant la concession d'aménagement Port Marianne - Parc Marianne établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°11 à la concession d'aménagement permettant de compléter les missions opérationnelles de l'aménageur sur le secteur nord de la Baume, d'ajuster le périmètre du secteur de la Baume à l'avenue Raymond Dugrand nord, à la place Christophe Colomb et partiellement à la copropriété Saint-Michel, de permettre à l'aménageur

- d'établir des conventions de Projets Urbains Partenariaux ou financements alternatifs des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC, d'intégrer une rémunération forfaitaire de l'aménageur de 30 000 € pour le montage du dossier de financement des équipements publics du secteur Mas de Combelle, et de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Ville (en baisse de 291 000 € HT) ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie du 24 juin 2013, afin d'en prolonger le principe sur les années 2021 et 2022 ;
 - de prendre acte des documents joints identifiant les cessions et acquisitions effectuées dans le cadre de la concession Port Marianne – Parc Marianne, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 ;
 - d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

21. ZAC Port Marianne-République Concession d'aménagement Ville/SA3M

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers Port Marianne - Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche, lesquels s'étendent en rive gauche du Lez.

Par délibération du conseil municipal du 4 juin 2008, la Ville a adopté le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), a désigné ce quartier sous l'appellation ZAC Port Marianne - République, et a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 22 décembre 2008.

Par délibération du conseil municipal du 4 mai 2009, la Ville de Montpellier a décidé le lancement d'un concours d'urbanisme pour la conception et le suivi de ce nouveau quartier.

A l'issue du concours d'urbanisme, le conseil municipal a décidé, en sa séance du 4 octobre 2010, de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'Agence Nicolas Michelin & Associés et Nicolas Boudier architecte. S'en sont suivi de nombreuses études complémentaires. Un plan-guide a été finalisé par l'architecte en chef de la ZAC, permettant d'engager la phase de réalisation de la ZAC qui reste à intervenir.

Le programme de la ZAC Port Marianne – République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (dont 30 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements abordables), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics dont une crèche, un groupe scolaire, un internat régional, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

60 % du quartier sera urbanisé (environ 12,5 hectares), tandis que les 40 % restants (8,5 hectares) auront vocation à préserver et mettre en valeur les espaces naturels constitués autour du lit de la Lironde et de la transparence hydraulique entre le Lez et la Lironde, garantissant le bon fonctionnement des corridors écologiques vers les quartiers voisins.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire et eu égard à la complexité du projet qui tient notamment à :

- la protection hydraulique du bassin versant de la Lironde,
- l'existence d'un secteur de hameau à l'angle de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas Rouge,
- l'existence d'un secteur secondaire de faible emprise (secteur de la Cavallade) occupé en partie par les bâtiments de l'internat régional réalisé depuis 2016,
- la présence de lignes électriques haute tension à enfouir, nécessitant d'intervenir en plusieurs phases,

La Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, dans le cadre d'une concession d'aménagement. Ainsi, par délibération du 19 février 2015, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à cette concession d'aménagement afin de compléter les missions de promotion et de commercialisation que doit assurer la SA3M et prévoir le versement de la rémunération qui s'y attache. Cet avenant proposait par ailleurs de modifier la participation d'équilibre à verser par la Ville à la SA3M pour intégrer le montant de la convention de participation du projet d'internat régional perçu par la Ville (171 160 €) portant la participation d'équilibre totale à 467 000 €.

Par arrêté préfectoral du 22 mai 2018, le projet de la ZAC Port Marianne – République a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU), en considération de la délibération du 29 mars 2018 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole émettant un avis favorable sur la mise en compatibilité du PLU, ainsi que de la déclaration de projet approuvée par le Conseil municipal de Montpellier en sa séance du 3 avril 2018.

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élevait à 1 284 000 € HT en dépenses pour un montant de recettes constaté de 180 000 € HT. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 53 543 000 € HT, en augmentation de 1 154 000 M€ HT par rapport à l'année précédente.

Cette augmentation est due principalement en dépenses à une augmentation du poste travaux compensée par une baisse des frais financiers, et en recettes à un ajustement des produits aux nouvelles données programmatiques, une augmentation des charges foncières des logements libres et l'intégration dans le poste cessions au concédant des recettes foncières pour le projet de groupe

scolaire.

Le montant de la participation d'équilibre à verser par la Ville reste inchangé par rapport à l'exercice précédent (467 000 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne – République, joint à la présente, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – République du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Je ne prends pas part au vote. Qui est contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

22. FONCIER

Port Marianne

Mandat d'acquisition foncière Ville / SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Avenant n° 13

L'opération Port Marianne a pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer par l'aménagement de plusieurs quartiers, possédant chacun son caractère propre, organisés autour du bassin Jacques Cœur et du grand parc public Georges Charpak. Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A9.

Le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention initiale, modifiée par avenants, confiant à la SERM les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne.

Le coût de ces acquisitions est destiné à être intégré dans le bilan financier de chacune des futures zones d'aménagement concerté de Port Marianne. L'ensemble des coûts d'acquisitions, frais sur

acquisitions, frais de société, quote-part des frais financiers afférents aux secteurs opérationnels ont fait l'objet d'une prise en charge financière définitive dans le cadre des opérations concédées correspondantes.

Le solde des terrains acquis, non-intégrés dans les secteurs opérationnels, est constitutif de réserves foncières que la Ville a décidé de reprendre à sa charge par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1993.

La Ville de Montpellier a ainsi régi le portage financier des terrains acquis dans les secteurs non opérationnels en 1993.

Lors de l'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation dans le cadre de ZAC, les terrains destinés à être aménagés ont été vendus par la Ville à l'aménageur. La valeur cumulée de ces terrains au 31 décembre 2016 représentait 19 361 000 €.

Au 31 décembre 2017, le montant total des charges prévisionnelles du mandat s'élevait à 24 204 000 € TTC. A la même date, le montant de dépenses réalisé était de 24 111 000 € TTC.

Ce nouveau bilan prend en compte le développement du quartier Port Marianne sur des secteurs encore non opérationnels et permet de donner suite aux opportunités constituées par les acquisitions foncières les plus récentes.

Compte tenu de la diminution des frais liés aux acquisitions, principalement une diminution des frais de démolition, le montant total des remboursements du mandat est diminué. Le planning de remboursement de l'emprunt permet un ajustement de l'échéancier des versements de la Ville. A cet effet, un avenant n° 13 à la convention de mandat Ville/SERM est donc proposé à votre approbation portant modification de l'article 6 du mandat modifié comme suit : A titre prévisionnel, le montant total des dépenses prévues au titre de la présente convention est portée à 24.204 k€ TTC, valeur juin 2018.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions durant l'année 2017, la SERM n'a exercé aucune prérogative de puissance publique dans le cadre de l'application du droit de préemption ou de procédure d'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la convention de mandat d'acquisitions foncières de Port Marianne au 31 décembre 2017, qui a été établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 13 à la convention de mandat Ville/SERM portant a titre prévisionnel, le montant total des dépenses prévues au titre de la présente convention à 24 204 k€ TTC (vingt-quatre millions deux cent quatre mille euros TTC), valeur juin 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

23. Secteur Acconiers sud
Mandat d'études SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'étudier le réaménagement d'un périmètre situé au niveau de la section sud de la rue des Acconiers entre le pont André Lévy et l'impasse Galilée. Pour cela, un programme d'études et d'expertises techniques a été engagé pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération.

La mission de conduite de l'ensemble de ces études a été confiée le 17 mai 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une convention de mandat établie pour une durée de vingt-quatre mois, pour un montant prévisionnel estimé à 198 000 € TTC. Ce mandat a été conclu sans mise en concurrence préalable en raison du statut de SPLA de la SA3M.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de son décret d'application n°2016-360 en date du 25 mars 2016, une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles. Au terme de cette procédure, le 14 mai 2018, c'est le groupement GARCIA-DIAZ (mandataire) / GRAND ANGLE qui a été retenu afin, notamment, de définir le parti d'aménagement, de réaliser le schéma d'organisation générale de l'espace public, d'établir les principes de volumétrie et d'épannelage ainsi que la programmation.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre du mandat d'études s'élèvent respectivement à 34 000 € TTC et à 6 000 € TTC. A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 198 000 € TTC en dépenses et en recettes.

Sur l'exercice 2017, seule la mission de géomètre a été engagée en vue de l'établissement des levés topographiques et réseaux divers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 du secteur Acconiers sud, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Je ne prends pas part au vote. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

24. Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch
Concession d'aménagement Ville/SERM
Avenant n°7

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de plus de 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1300 à 1500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,5 hectares, dénommé René Dumont.

Ce quartier est, de plus, particulièrement accessible notamment par les transports collectifs : il comprend le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, livrée mi-octobre 2014 et les quatre lignes de tramways le desservent.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

L'année 2017 a été marquée par la livraison du lot 12 (résidence étudiante et commerces – Bd Vieussens/avenue de Maurin) et le démarrage des travaux du lot 1 (complexe hôtelier face à la gare). Les permis de construire pour les lots 3 et 4 ont également été déposés au printemps 2017.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 42 686 000 € et les recettes perçues à 34 787 000 €.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 66 924 000€, en légère augmentation par rapport au bilan précédent. Cette hausse s'explique par l'intégration des coûts de dépollution suite à la démolition des bâtiments SNCF et l'intégration du projet de pôle services vélos dans le cadre du Pôle d'Echanges Multimodales (PEM) que constitue la gare Saint-Roch.

Le projet de vélostation au sein de la ZAC a fait l'objet d'une modification du programme des équipements publics approuvée par délibération du conseil métropolitain de Montpellier Méditerranée Métropole le 25 janvier 2018 et au conseil municipal de la Ville de Montpellier le 1^{er} février 2018. L'avenant n°7 proposé a pour objectif d'adapter la concession d'aménagement en intégrant ce projet de vélostation (pôle services vélos).

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017, qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°7 à la concession d'aménagement intégrant le projet de pôle services vélos, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire

M. le Maire : Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

25. Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°2

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, proche de la 2^{ème} et desservi par la 4^{ème} ligne de tramways, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier. Dans ce contexte, la Ville a adopté par délibération du 17 février 2014 l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, actant une nouvelle répartition de l'échéancier forfaitaire de la SAAM (devenue depuis SA3M) et un étalement du phasage des participations financières de la Ville à cette opération.

Les études menées ces dernières années et le travail engagé avec les acteurs de terrain (propriétaires, promoteurs, ...) ont permis le démarrage des premières constructions fin 2017-début 2018, avec des programmes mixtes comprenant du logement et une part significative d'activités sur l'ilot test, à l'angle de la rue de l'Industrie et de la rue du Lantissargues.

Ces opérations ont permis notamment de valider une stratégie et une méthode devant permettre en 2019 de finaliser les études aboutissant au dossier de réalisation.

A ce titre, le bilan de l'année 2017 fait apparaître une dépense de 1 928 000 € HT correspondant, à hauteur de 1 372 000 € aux acquisitions foncières, le reste concernant principalement la rémunération de la SA3M et des études d'urbanisme. Depuis le début de l'opération, les dépenses de la concession s'élèvent à 8 670 000 € HT et les recettes à 1 788 000 € HT.

Aussi, au 31 décembre 2017, le bilan financier prévisionnel global de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 266 200 000 € H.T en dépenses et recettes, montant inchangé par rapport au CRAC de l'année précédente.

Un avenant n°2 à la concession d'aménagement est proposé afin de modifier l'échéancier de la participation d'équilibre de la collectivité.

Par ailleurs, en 2017, un concours de maîtrise d'œuvre visant l'ouverture d'un groupe scolaire de 15 classes en septembre 2021 a été lancé, sur un foncier maîtrisé par la SA3M. Ces différentes étapes permettent d'envisager de poursuivre la construction de nouveaux logements et donc la mutation du site de la Restanque dans les prochaines années.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la ZAC de la Restanque établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concessionnaire d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions foncières effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Restanque du 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement modifiant l'échéancier de versement de la participation d'équilibre par la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Je ne prends pas part au vote. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

26. Quartier Croix d'Argent
Secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Mandat Ville/SA3M

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Avenant n°2

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, principalement entre la route de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur-boulevard Pedro de Luna. Ce secteur présente une forme urbaine héritée des années 60-70 qui se caractérise par une urbanisation résidentielle, sous forme d'immeubles collectifs notamment sociaux, accompagnés de lotissements développés au coup par coup. On note la présence d'équipements publics de quartier (groupes scolaires, médiathèque ...) et le passage de la 2ème ligne du tramway le long de l'avenue Villeneuve d'Angoulême.

Dans ce secteur de la ville, des projets d'envergure comme par exemple l'opération d'aménagement de l'EAI (logements, activités et commerces, grand parc public Montcalm de 20 ha) vont créer un contexte favorable à l'amélioration du cadre de vie et à la réhabilitation de certains immeubles collectifs dont les normes de confort sont aujourd'hui en dessous des exigences sociétales.

Dans ce contexte, la Ville a souhaité saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur en termes de perméabilités, de liaisons avec les équipements publics, des possibilités de requalification d'espaces publics, tout en encadrant la forme et la mixité urbaines. Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une mutation urbaine qu'il est nécessaire d'encadrer pour préserver l'équilibre d'un quartier existant.

L'objectif recherché par la Ville de Montpellier vise à :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités fonctionnelle et sociale ;
- garantir une meilleure ouverture urbaine sur les quartiers alentours ;
- conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville ;
- assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de services de proximité ;
- redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux modes doux ;
- analyser les usages et développer des espaces publics de qualité supports d'animations ;
- valoriser la qualité paysagère du site.

Devant le constat d'une complexité de projet et afin d'affiner les conditions de réalisation de cette opération, la ville a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques complémentaires, en vue de désigner un architecte urbaniste en chef, accompagné d'un bureau d'études techniques pour réaliser une étude urbaine (plan de référence, phasage opérationnel ...).

Aussi, par décision du Maire du 19 novembre 2015, la Ville de Montpellier a souhaité confier à la SAAM un mandat d'études signé le 30 novembre 2015 et entré en vigueur le 4 décembre 2017, pour la réalisation des dites études pour une durée de 24 mois. Il faut noter que le 24 mai 2016, l'assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 pour prolonger la durée du mandat d'études de 2 ans, soit jusqu'au 4 décembre 2019.

Au cours de l'année 2017, la SA3M a consolidé la définition du projet urbain, le montage de l'opération et le partenariat notamment avec Hérault Habitat. Cette même année a vu la poursuite de

la consultation pour désigner l'architecte urbaniste en chef, chargé d'élaborer le plan de référence du projet de renouvellement urbain du quartier.

Le bilan de l'année 2017 fait apparaître une dépense de 63 000€ correspondant à la réalisation d'études et à la rémunération de la SA3M.

Au 31 décembre 2017, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat d'études s'établit à 180 000 € HT soit 216 000 €TTC en dépenses et en recettes avec notamment une légère augmentation du montant des études (+ 10 000 €HT) et de la rémunération forfaitaire correspondante (+ 1 000 €HT). Le montant de la rémunération SA3M s'élève désormais à 52 000 € HT.

Afin de prendre en compte ces ajustements, il est proposé un avenant n° 2 au mandat d'études qui augmente le montant total du mandat de 14 000€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de l'opération de mandat d'études du secteur des Hauts de la Croix d'Argent, qui a été établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 qui augmente le montant du mandat de 14 000 € TTC ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Je ne prends pas part au vote ainsi que M. CASTRE. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Gérard CASTRE, Philippe SAUREL.)

27. Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n° 1

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité étudier le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :

- Un parc industriel et technologique (IBM, Dell,...) ;
- Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
- Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social important concentré surtout au nord du secteur étudié.

Pour ce faire, la Ville a confié par décision en date du 20 décembre 2012, un mandat d'études à la SAAM signé le 21 décembre 2012. Les différentes études ont permis de mettre en évidence un remarquable potentiel de développement urbain fondé notamment sur la proximité avec le centre-ville, les caractéristiques d'une cité-jardin, la présence du fleuve le Lez, la densité urbaine et la mixité sociale du quartier, les possibilités de mutation foncière et le rôle de centralité de quartier à l'échelle de la ville.

Un dialogue compétitif a également été mené pour proposer un projet global de renouvellement urbain à l'issue duquel le cabinet d'urbaniste CASTRO/DENISSOF et Associés, associé au paysagiste PRAXYS et aux bureaux d'études BERIM et 2DKS a été désigné comme urbaniste en chef du projet en 2014.

La complexité d'une telle opération de renouvellement d'un tissu urbain existant et diversifié a imposé de définir ultérieurement les outils potentiels d'aménagement urbain pour se concentrer prioritairement sur le processus de définition du projet urbain.

Dans ce sens, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 février 2016 les objectifs et modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, afin de recueillir l'avis de la population sur les principaux enjeux et objectifs de ce projet que sont :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...) ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, et recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle ;
- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Par délibération du Conseil municipal en date du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a tiré le bilan favorable de la concertation préalable, et en conséquence, a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée le 14 novembre 2016, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 16 novembre 2016.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants dont un

certain nombre relèvent de la compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...). Dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de la rationalisation des interventions sur l'espace public, le transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville ou son aménageur pour la réalisation du programme prévisionnel de travaux de ces équipements métropolitains a été fixé par convention approuvée en Conseil municipal en date du 20 juillet 2016 et en Conseil métropolitain le 21 juillet 2016. Un avenant n° 1 à cette convention a été approuvé depuis en Conseil municipal le 17 juillet 2018 et en Conseil métropolitain le 19 juillet 2018, afin d'adapter le périmètre et les modalités financières d'intervention sur l'espace public de la Ville ou son aménageur, tenant compte de l'évolution globale du projet de renouvellement urbain.

La SA3M a poursuivi avec l'équipe de maîtrise d'œuvre les études de définition du projet de renouvellement urbain qui table désormais en divers secteurs du quartier sur un programme d'environ 2 500 logements nouveaux et environ 5 000 m² de surfaces tertiaires, un nouveau groupe scolaire, une crèche, des jardins publics, des espaces publics paysagers et de cœur de quartier, la création de nouvelles voiries et l'amélioration de voiries existantes, ... en cohérence avec les espaces urbanisés existants et la préservation, voire le développement de l'activité économique située notamment sur le plateau.

Un avenant n° 1 à la concession d'aménagement est aujourd'hui proposé afin de prolonger sa durée de 5 ans, soit un total de 15 années (jusqu'en novembre 2031) pour optimiser la planification des opérations dans le temps et adapter le périmètre de la concession à l'évolution globale du projet de renouvellement urbain.

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élevait à 352 000 € HT en dépenses pour un montant de recettes constaté de 1 135 000 € HT. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 56 965 000 € HT, en augmentation de 4 725 000 € HT par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est due principalement en dépenses à l'intégration des coûts d'aménagement du secteur Pinville Nord, ainsi qu'à une augmentation du poste acquisitions foncières, et en recettes à l'augmentation en conséquence des produits de cessions foncières.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 concernant la l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement pour le renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, modifiant la durée et le périmètre d'intervention de celle-ci ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Je ne prends pas part au vote ainsi que Mme JANNIN. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

28. ZAC du Coteau

Concession d'aménagement Ville/SA3M

Compte rendu annuel à la collectivité Exercice 2017

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau, située au sud du quartier de Malbosc et à l'Est du parc Malbosc.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, le projet d'aménagement de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs suivants :

- Réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- Développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale ;
- Répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans ;
- Aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en ayant une attention toute particulière sur le traitement des espaces publics (conception paysagère de la rue, de la coulée verte, ...), en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles) et en s'appuyant sur une conception innovante et sobre d'une nature entre rusticité et domesticité ;
- Acheter l'accroche du quartier Mosson au reste de la ville ;
- Accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

En vue de préciser les conditions de réalisation de cette opération et afin d'en améliorer la faisabilité, la Ville de Montpellier a décidé de lancer un programme d'études complémentaires.

Conformément aux dispositions des articles L 300-3 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier, par décision n°2015/0177 en date du 29 mai 2015, a confié à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier), devenue S.A.3.M. (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) dans le cadre d'un mandat d'études, le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte un ensemble d'études et de mener une procédure de concours afin de désigner l'architecte-urbaniste-paysagiste coordonnateur de la ZAC sur la base d'un plan guide.

Par décision du 27 décembre 2016, reçue en Préfecture le 28 décembre 2016, la Ville de Montpellier, a désigné le groupement DEVILLERS & Associés / IMAGINE Architectes / Les ENR

(devenus VIZEA) / ALPHAVILLE / ARTELIA lauréat du concours d'urbanisme en vue de la conception et le suivi de la ZAC du Coteau en qualité d'architecte-urbaniste-paysagiste coordonnateur de la ZAC.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et au regard de la complexité du projet qui tient notamment aux caractéristiques paysagères et géographiques remarquables de ce secteur et à leur nécessaire préservation, la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre de ce projet, à un opérateur public spécialisé dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Aussi par délibération du 22 juin 2017, la Ville a confié cette opération à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale.

L'année 2017 a permis à la SA3M d'acquérir une grande partie du foncier auprès de l'Etablissement Public Foncier.

Par ailleurs suite à l'approfondissement des études opérationnelles en 2017, il est proposé d'anticiper un élargissement du programme initial, entraînant des dépenses complémentaires (foncier, travaux, ...) s'équilibrant par des recettes afférentes.

Aussi, il est proposé d'augmenter le bilan financier prévisionnel de l'opération, à 44 668 000 € HT en dépenses et recettes. Cette évolution n'engendre pas de participation de la Ville de Montpellier.

En outre, l'avance de trésorerie de la Ville actée dans le traité de concession a dû être ajustée au calendrier de l'opération. Son montant a par ailleurs pu être réduit à 15 000 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté du Coteau qui a été établi au 31 décembre 2017 par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC du Coteau du 1er janvier au 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SA3M sur l'exercice de prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017, joint à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de la convention d'avance de trésorerie établie par la SA3M, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire ;

M. le Maire : Je ne prends pas part au vote ainsi que Mme JANNIN et Mme MARION. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Stéphanie JANNIN, Chantal MARION, Philippe SAUREL.)

29. Concession GRAND CŒUR (SERM)
Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives
de puissance publique (année 2017)
Avenant n°17 au traité de concession d'aménagement

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ».

Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...), et sur des équipements publics.

De 2003 à 2016, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2019, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de concession jusqu'à fin 2016, le total du bilan est passé de 65 928 600 € HT à 122 857 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 26 954 000 € HT, soit 27 616 000 € TTC (sur 16 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

Outre des ajustements mineurs sur les acquisitions et les cessions, la concession est en 2017 à nouveau, prolongée, jusqu'en 2023, notamment pour les raisons suivantes :

- une meilleure commercialisation des commerces du Jeu de Paume, avec en conséquence une légère augmentation de la rémunération du concessionnaire SERM ;
- des décalages sur la réhabilitation et la commercialisation des locaux commerciaux en pieds d'immeuble dont la réhabilitation est complexe (contexte très difficile des relogements à réaliser et des modifications de réglementation quant aux subventions de l'ANAH).

Les avances de trésorerie infra annuelles, mises en place pour limiter les frais de portage sont inchangées (3 000 000 € en 2017 et 2018) ; seul le remboursement de l'avance principale de 6000000€ est décalé en 2023.

Le total du bilan est ajusté à 123 826 000 € HT, et la participation de la Ville est inchangée : 26 954 000 € HT, soit 27 616 000 € TTC (sur 20 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités

territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 également présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2017, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°17 au traité de concession d'aménagement ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Il s'agit du CRAC également. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

**30. Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SA3M)
Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017)
Avenant n° 7 au traité de concession d'aménagement**

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien cette opération, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'actions et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

De 2013 à 2016, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2022, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de la concession jusqu'à 2016, le total du bilan est passé de 39 120 400 € HT à 77 323 000 € HT, et la participation de la Ville de 4 640 000 € à 11 742 000 €, dont 2 496 000 € en nature (foncier).

Pour l'opération « Renouvellement urbain », les principales modifications en 2017 se déclinent au travers de :

- une diminution des acquisitions et des cessions liées au droit de préemption commercial au sein du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat du centre-ville, qui ne se font pas au cadencement prévu ;
- une augmentation des travaux sur des locaux acquis sur l'avenue Clemenceau ;
- une baisse des prix de cession en réhabilitation, conséquence de la forte diminution des subventions de l'Anah ;
- une meilleure valorisation des loyers commerciaux ;
- un différentiel entre les loyers et charges perçus par les étaliers des halles provisoires Laissac et les charges réelles auxquelles la SA3M doit faire face (entretien notamment).

La participation de la Ville reste inchangée par rapport au précédent CRAC, soit 6 044 000 €, **dont 1 530 000 € remboursés à la Ville par la Métropole.**

La convention de trésorerie reste également inchangée.

Pour l'opération « Route de Nîmes » (secteur François Delmas), le périmètre d'intervention est de 7 hectares et le programme prévoit la production d'environ 600 logements en construction neuve, dont 30% de logements sociaux et 20% d'abordable, ainsi qu'environ 5600 m² de surface de plancher (Sdp) pour des bureaux et commerces.

Le bilan de l'opération ne prévoit pas de dépenses d'acquisition et de travaux jusqu'en 2019 afin de tenir compte du calendrier opérationnel.

Il n'y a pas de participation d'équilibre de la Ville.

L'opération « Consuls de Mer 1 - Phase 4 » prévoit 40 000 m² de Sdp, affectés majoritairement à du logement accompagné de surfaces d'activités et de commerces.

En 2017, les principales modifications de programme de cette opération se déclinent au travers de :

- une augmentation des travaux et honoraires correspondant à une augmentation des provisions pour aléas travaux ;
- une meilleure valorisation des cessions en raison de l'ajustement des hypothèses de commercialisation.

Les acquisitions foncières ainsi que la participation de la Ville de 2 496 000 € restent inchangées par rapport au précédent CRAC.

L'opération « Beausoleil » (avenue de Lodève) prévoit 23.000 m² de Sdp comprenant une dominante de logements, des commerces et services de proximité et des locaux d'activités, et 14.500 m² de Sdp comprenant une extension de la clinique Beausoleil et un EHPAD réalisé par Languedoc Mutualité.

L'année 2017 a permis à la SA3M :

- de lancer plusieurs études préalables qui ont permis d'alimenter la réflexion sur le futur projet d'aménagement et de définir des premiers invariants ;
- de lancer une consultation relative au désamiantage et à la démolition de l'ensemble des bâtiments, précédée par une campagne de diagnostics avant démolition ;

- l'élaboration d'un dossier de demande d'étude relative à la soumission ou non du futur projet à étude d'impact ;
- la réalisation d'études complémentaires (diagnostic floristique, étude sur les chiroptères, études de pollution sur la station-service désaffectée présente sur le site) visant à éclairer au mieux la décision de la DREAL. L'objectif de dépôt de la demande est fixé au mois de janvier 2018.

La participation de la Ville reste inchangée à 660 000 €, elle correspond à une contribution aux équipements publics dont l'utilité dépassera le seul cadre de l'opération.

Pour la démolition des parkings Laissac et la relocalisation provisoire des étaliers, la participation de la Ville d'un montant de 2 542 000 € reste inchangée.

Un avenant n°6 (DCM du 3 avril 2018) intégrait en sous-opération la réalisation de l'extension du monument au mort, intitulé « Jardin des Héros » pour un montant de 1 168 800€ TTC. Cette opération a été retirée, le prévisionnel a été modifié en conséquence.

L'avenant n°7 permet un ajustement des versements des participations de la Ville au regard du cadencement des opérations.

Le total du bilan est ajusté à 78 167 000 € HT.

La participation de la Ville reste par conséquent inchangée par rapport au CRAC 2016 au montant de 11 742 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Coeur » qui a été établi au 31 décembre 2017, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SA3M entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SA3M sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°7 au traité de concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Je ne prends pas part au vote ainsi que Mme Chantal LEVY-RAMEAU. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.)

31. PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Avenant n°11 à la concession

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

Afin de poursuivre la restructuration des quartiers dits « sensibles » et dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Il s'agit d'un ambitieux projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola), dont la mise en œuvre, très avancée à ce stade, doit permettre :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants ;
- de réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;
- de restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville ;
- de rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés) ;
- et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1^o phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et cessibles en urgence les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2° phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré cessibles en urgence les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prorogé pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier a acté d'une refaction de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

En 2009, l'avenant n°2 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

En 2010, l'avenant n°3 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

En 2011, l'avenant n°4 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

En 2012, l'avenant n°5 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

En 2013, l'avenant n°6 intégrait des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités, ainsi que l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

En 2014, l'avenant n°7 intégrait une réévaluation du coût des démolitions liée à l'évolution de la réglementation en vigueur, un ajustement du programme des espaces publics, des travaux

complémentaires liés à la complexité d'une intervention en site habité, ainsi qu'un allongement de la durée de portage. Il prévoyait également une prorogation de la concession de deux ans et demi jusqu'au 31 décembre 2018.

En 2015, l'avenant n°8 intégrait une augmentation des dépenses due à l'allongement de la durée de portage des logements restant à démolir et une prorogation de la concession de six mois jusqu'au 30 juin 2019 en cohérence avec l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes.

En 2015, l'avenant n°9 à la concession d'aménagement intégrait un ajustement des coûts et recettes liés aux contraintes opérationnelles.

En 2016, dans un avenant n°10, la concession d'aménagement a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2021, intégrant l'augmentation des coûts de travaux et honoraires, l'allongement de la durée du portage des logements restant à démolir, ainsi qu'une baisse des recettes de cessions.

Pour permettre la finalisation du programme visé par la concession d'aménagement et ses avenants, tout en prenant en compte la modification de programme de reconfiguration de l'offre commerciale demandée par le Préfet, il est proposé un avenant n°11 à la concession d'aménagement.

Ainsi, le bilan est augmenté en dépenses et recettes de 758 000 € : il s'établit, au 31 décembre 2017, à 71 740 000 € en dépenses et en recettes, dont 63 656 000 € réalisés en dépenses et 51 338 000 € réalisés en recettes. Cette augmentation tient exclusivement de l'impact de la modification de programmation commerciale, générant une perte de subvention et des dépenses supplémentaires de travaux et honoraires. Pour combler le déficit d'opération, la participation de la Ville est augmentée de 1 331 875 € pour s'établir à 28 195 000 €.

En outre, par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Par délibération en date du 25 novembre 2013, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 5 novembre 2015, l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie a

permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, l'avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2021 en portant le total à 47 millions d'euros.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2017, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice des prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017, joints à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°11 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Mme JANNIN ne prend pas part au vote. Qui demande la parole ? Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

32. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

Les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2018/2019, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 16 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3840 €

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Les Oudlers Montpellierains : 245€, Comité France Parkinson 34 : 300€, Rencontres : 245€, Association Tutélaire de Gestion : 165€, Racing Club Lemasson : 430€, Montpel'libre : 245€, Association de Culture Physique Fondamentale (ACPF) Tiens bon la barre : 270€, Les Petits Débrouillards Occitanie : 140€, Texas Kid : 245€, Animation Création Culture Origami: 300€, Montpellier Ecole Aïkido Traditionnel (MEAT): 165€

MPT CHOPIN : Montpellier Esport Club : 245€

MPT ESCOUTAIRE : La maison du judo : 245€

MPT LAGRANGE : Jazz Pirateurs : 165€, Les sentiers de l'écriture : 165€, Chorale le chœur des baladins : 270€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 29 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 12120€.

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Les Oudlers Montpelliérains : 330 €, Association de Culture Physique Fondamentale (ACPF) Tiens bon la barre : 55 €, Montpellier XIII : 55 €, Montpellier Rugby Club : 220 €

MPT CHAMSON : Eurogrèce : 110€, La Draille colorée : 440€

MPT CHOPIN : AGEM : 440€

MPT COLUCCI : Association Montpelliéraine de Sport au Féminin : 350€

MPT DUBOUT : Association Montpelliéraine des Etudiants Sages-Femmes (AMESF) : 110€

MPT ESCOUTAIRE : Comité des fêtes de Montpellier : 55€, Chemin des Cimes : 110€, Groupe Art et Tradition Populaire LA GARRIGA Montpellier : 55€

MPT GUILLERME : Association Vivre Ensemble en Citoyen : 110€

MPT LAGRANGE : Allons Enfants : 1210€, Alternatiba Montpellier Hérault : 440€, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 220€, Flamenco Puro : 220€, 6 sens : 660€, Lez Arts mêlés : 1045€, Marie-Louise Bouillonne : 660€, Zadigozinc : 2200€, Attitude : 880€, R&R : 825€, Mot'son : 55€, Asmoune : 220€, Ensemble Vocal et Instrumental de Montpellier (EVM) : 330€, Les herbes Folles : 165€

MPT VIAN : Comité de quartier Les Aiguerelles- la Rauze : 220€

MPT VILLON : Good news Gospel Choir : 165€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande des précisions auprès du rapporteur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**33. Réalisation d'un restaurant scolaire dans
Le Groupe scolaire Armstrong-Bon - Quartier Petit Bard -
Approbation de l'opération - Lancement de l'opération- Demande de subventions.**

La nouvelle politique tarifaire de la restauration scolaire mise en place dans le but de favoriser l'accès du plus grand nombre d'écoliers aux restaurants scolaires, a vu croître le nombre de rationnaires dans ce quartier prioritaire de la Politique de la Ville.

Dans ce contexte, et afin de limiter les déplacements des enfants, la construction d'un nouveau restaurant est souhaitée pour la fin de l'année 2021.

Le programme général de cette opération comprend :

- 1 restaurant maternel de 130 rationnaires en deux services ;
- 1 restaurant élémentaire de 180 rationnaires en self-service ;
- Un espace BCD de 60 m² ;
- Les offices propre et sale et autres locaux techniques nécessaires au bon fonctionnement du restaurant ;
- La reconfiguration des espaces extérieurs pour rendre la cour et le restaurant accessibles aux handicapés depuis l'école maternelle à partir de cheminements couverts.

Soit une superficie construite totale d'environ 410 m².

Afin de réduire l'empreinte environnementale du bâtiment, il est envisagé le recours à une construction en bois.

Le coût global de l'opération est estimé à 1,8 millions d'euros TTC.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée aux services techniques de la Ville, Direction Architecture et Immobilier.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Ville de Montpellier, chapitre 903 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

M. le Maire : Sonia KERANGUEVEN, adjointe à l'Education, vous propose la réalisation d'un restaurant scolaire dans le groupe Armstrong-Bon, quartier du Petit Bard pour la valeur d'1,8 million d'euros. Sonia.

Sonia KERANGUEVEN : Il vous est en effet proposé la réalisation d'un restaurant scolaire sur le groupe Armstrong-Bon. Il faut savoir que depuis deux étés déjà, nous réaménageons le restaurant scolaire de l'école Delteil. Suite à la tarification sociale qui a été menée dans le cadre des cantines, nous avons eu un doublement des rationnaires sur les quartiers prioritaires ; ce qui était l'objectif. Nous nous sommes retrouvés avec des restaurants scolaires trop petits. Nous réaménageons pour l'instant Delteil le temps de pouvoir construire Armstrong-Bon pour une valeur de 2 millions d'euros.

M. le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je remercie les services d'avoir suivi mon plan technique d'élargissement du restaurant scolaire de Delteil.

Christian DUMONT : Parce que c'est vous qui faites les plans ! Vous mettez la main à la pâte.

M. le Maire : C'est la preuve que l'idée était bonne puisqu'ils l'ont suivi techniquement. Vous croyez que je reste sans rien faire à regarder les autres travailler ? Je travaille. Je mets les mains dans le moteur. J'adore ça. D'ailleurs, ça a bien fonctionné. Il sera ouvert en janvier. Quand sera-t-il ouvert ?

Sonia KERANGUEVEN : En 2021.

M. le Maire : Je parlais de l'extension.

Sonia KERANGUEVEN : L'extension sur Delteil est déjà faite. Il y aura un self l'été prochain.

M. le Maire : Je me suis déjà occupé de la partie technique, je ne peux pas m'occuper du fonctionnement. C'est donc ouvert. C'était le souhait des mamans du Petit Bard qui nous en ont remerciés. C'était également le souhait des conseils d'école.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Patricia MIRALLES sort de séance.

34. Evolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2018

Monsieur le Directeur Académique des services de l'Education Nationale, Directeur des services départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault informe la Ville que, compte-tenu des effectifs scolaires, après avis du Comité Technique Spécial Départemental (C.T.S.D) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (C.D.E.N), il a été arrêté les mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Après vérification des ajustements des effectifs de la rentrée scolaire, le Conseil municipal est amené à se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et à prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

LES OUVERTURES DE CLASSES :

4 Ouvertures de postes en maternelle :

Ecole maternelle RICHIER (nouvelle école) : 3 ouvertures.

Ecole maternelle PROKOFIEV: 1 ouverture.

10 Ouvertures de postes en élémentaire :

Ecole élémentaire JAURES : ouverture du 6^{ème} poste. (Confirmation ouverture 2017)

Ecole primaire André MALRAUX : ouverture du 10^{ème} et 11^{ème} poste.

Ecole Primaire RICHIER (nouvelle école) : 3 ouvertures.

Ecole élémentaire J. ZAY : Ouverture du 8^{ème} Poste.

Ecole élémentaire DELTEIL : ouverture du 12^{ème} poste.

Ecole élémentaire GALILEE : ouverture du 13^{ème} poste.

Ecole élémentaire MALET : ouverture du 20^{ème} poste.

LES FERMETURES DE CLASSES :

4 fermetures en maternelles :

Ecole maternelle DAUDET : Fermeture du 7^{ème} poste.

Ecole maternelle MOZART : fermeture du 7^{ème} poste.

Ecole maternelle M. YOURCENAR : fermeture du 9^{ème} poste.

Ecole Primaire O. DE GOUGES : fermeture du 7^{ème} poste. (Transfert à RICHIER)

3 Fermetures en élémentaire :

Ecole élémentaire VOLTAIRE : Fermeture du 11^{ème} poste. (Confirmation fermeture 2017).

Ecole Primaire O. DE GOUGES : Fermeture du 10^{ème} et 11^{ème} poste. (Transfert à RICHIER)

LES CLASSES CP ET CE1 DEDOUBLEES EN REP ET REP+. :

133 classes CP ET CE1 dédoublées ouvertes depuis 2017 par création ou transformations de postes d'enseignants. (76 postes pour les CP et 57 postes pour les CE1).

Les écoles concernées par les classes dédoublées sont :

- GALILEE
- DELTEIL
- DAUBIE
- KUROSAWA
- ARMSTRONG
- BALARD
- ROOSEVELT
- HEIDELBERG

- MALET
- SEDARSENGHOR
- LOUISVILLE
- BOLIVAR.
- SAVARY
- DIDEROT
- SCHOELCHER
- O.DE GOUGES

3 OUVERTURES PROVISOIRES 2018 :

Ces ouvertures seront confirmées en 2019 selon les effectifs présents.

Ecole Primaire RICHIER : 1 ouverture en maternelle et 1 ouverture en élémentaire (en juillet).

Ecole élémentaire MACE : 1 ouverture supplémentaire en septembre 2018.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la Ville a prévu la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique permanent et d'animateur en fonction des ouvertures de classes en école élémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable aux ouvertures de classes ;
- D'émettre un avis défavorable aux fermetures de classes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande des précisions au rapporteur Sonia KERANGUEVEN ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

35. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention.

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE**:

Code	Structure	Type		Montant
7053	CO-EVENTS	Projet	CONCOURS DANCE HALL QUEEN MONTPELLIER OFFICIEL	600 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 600 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Sophia AYACHE, Adjointe au Maire, vous propose les attributions de subventions dans le cadre de la thématique jeunesse pour l'exercice 2018. Avez-vous des interrogations à formuler ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Mesdames Valérie BARTHAS-ORSAL et Patricia MIRALLES entrent en séance.

36. Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) Agrandissement et modernisation du centre de tri DEMETER

Par arrêté préfectoral n° 2018-I-1044 en date du 24 septembre 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a décidé l'ouverture d'une enquête publique du mercredi 24 octobre 2018 à 9h00 au vendredi 9 novembre 2018 inclus, jusqu'à 17h00, à l'égard de la demande formulée par Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège social est situé 50 place Zeus – 34961 MONTPELLIER Cedex 2, en vue d'exploiter un centre de tri de déchets ménagers recyclables secs situé sur la commune de MONTPELLIER, 2 549 avenue de Maurin, au lieu-dit « Terre du Mas de Combemale ».

L'avis du Conseil municipal des communes de Montpellier et Lattes, comprises dans le périmètre d'affichage de 1 km autour de l'installation, est demandé, notamment au regard des incidences environnementales notables sur leur territoire.

Le centre de tri de déchets ménagers recyclables secs DEMETER est propriété de Montpellier Métropole Méditerranée qui assure, pour le compte de ses communes membres, la compétence « collecte, élimination et valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés ».

Ce centre de tri a été mis en service en 1994, il a alors fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°91-1-2477 du 30 août 1991 d'autorisation d'exploiter un centre de valorisation des déchets urbains ; la capacité d'accueil étant de 20 000 tonnes par an.

Il est, aujourd'hui, arrivé à saturation.

Le présent dossier a donc pour objet d'agrandir et de moderniser le centre de tri DEMETER pour porter sa capacité de déchets traités de 20 000 tonnes par an à 35 000 tonnes par an sur une zone d'environ 4 100m² située au sud du site, actuellement inoccupée.

Les activités exercées sur ce site, objet de l'enquête publique, relèvent :

- de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour la rubrique : **2714-1** : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³). Sur le site, le volume sera de 2 330 m³.
- de la législation relative à la nomenclature « EAU », dite IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements) au titre de la rubrique : **2.1.5.0-2** : Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha). La surface du projet sera de 1,3 ha.

Le projet s'inscrit dans la politique de Montpellier Métropole Méditerranée de prévention et de réduction des déchets au travers de la filière complète de traitement des déchets en conformité avec le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux du Département de l'Hérault. Il prend également en compte l'extension des consignes de tri des plastiques prévue par la loi de transition énergétique pour la croissance verte, en améliorant d'une part le taux de valorisation par matière et d'autre part les conditions de travail des employés. Le projet prend ainsi en compte les besoins sur les années à venir.

Au regard des éléments du dossier, les principaux risques liés à l'exploitation du centre de tri pour l'environnement et la Santé Publique identifiés sont :

- des sources des rejets dans l'atmosphère qui seront générées par une augmentation du trafic routier des véhicules entrants et sortants et par les poussières qui seront émises à l'intérieur du site du fait de la manutention des déchets (chargement/déchargement, process de tri/criblage);
- des sources potentielles de pollution des eaux superficielles et souterraines et du sol/sous-sol du fait de l'entraînement d'éléments polluants au sol (traces d'hydrocarbures et poussières) par les eaux de ruissellement sur la voirie ou des déversements accidentels qui pourront être générés par la présence notamment de la cuve de Gazole Non Routier (GNR) sur le site.

Ce projet entrainera une modification des écoulements superficiels du fait de l'imperméabilisation

des sols sur la zone d'extension nécessitant des mesures de collecte, de rétention et de traitement des eaux du site avant rejet en milieu naturel dont l'exutoire est le ruisseau Le Rondelet.

Les mesures et dispositions mentionnées dans le dossier seront prises afin d'en limiter l'impact et de répondre aux exigences réglementaires.

Les principaux risques pour l'environnement et la santé publique ont été évalués portant sur les risques de pollution du milieu (eau/sol/air) qui pourra être impacté, du trafic routier qui sera ainsi généré, des nuisances sonores identifiées qui seront émises et de l'identification des risques d'incendie qui seront inhérents à l'exploitation du centre de tri.

Une attention particulière devra être apportée sur les émissions sonores liées au fonctionnement du centre de tri au vu de la situation géographique de la maison la plus proche (située à 75 m du site) et considérant l'extension de la plage horaire de la réception des déchets sur le site jusqu'à 1h du matin (contre minuit actuellement) et ce afin de prendre des mesures correctives si nécessaire.

Par ailleurs, une surveillance de la qualité des rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel dont l'exutoire est le ruisseau le Rondelet, traversant la parcelle mitoyenne au centre de tri doit être assurée. En effet, sur cette parcelle il est à noter la présence d'une zone humide, la mare de Combemale, présentant un intérêt écologique notable et sur laquelle un emplacement réservé pour la création d'un bassin de rétention aménagé en parc de loisirs paysagers est identifié au PLU.

De plus, la nature même des produits stockés sur le site représentant un fort pouvoir calorifique une attention particulière est à porter sur le risque incendie et sa gestion et maîtrise.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable concernant le projet de réhabilitation du centre de tri de déchets ménagers recyclables secs DEMETER sous réserve que l'ensemble, des dispositions et des mesures mentionnées ci-dessus, soit mis en œuvre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande à Lorraine ACQUIER, adjointe, des précisions complémentaires sur ce dossier ? M. DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Plus que des précisions, je souhaite faire un point sur cette opération dont Midi Libre a rendu compte ce matin. Nous voterons évidemment pour car il s'agit d'améliorer la capacité de tri en passant de 20 000 tonnes, ce qui était en 1994 une approche pionnière, à 35 000 tonnes en 2018. C'est la mise en œuvre des préconisations du rapport de la Cour des Comptes (page 46).

Cela doit également être l'occasion de discuter un peu, dans cette assemblée, sur la question des déchets. Il s'agit tout d'abord de déplorer que la thématique de la propreté en ville reste un défi devant nous. Beaucoup de Montpelliérains et Montpelliéraines s'en émeuvent. En centre-ville, malgré des efforts, on voit ici et là des zones compliquées en matière de propreté. Il faut absolument intensifier les efforts. Il en va de l'image de la Ville et de sa qualité de vie. Cela doit sans doute nous inviter à une réflexion plus large, à une stratégie sur la gestion de nos déchets. Quand on lit le rapport de la Cour des Comptes, on voit un certain nombre de dispositions et c'est là-dessus,

Monsieur le Maire, que nous souhaiterions un peu vous interroger afin de faire en sorte, finalement, que l'on se mette en conformité ou que l'on pose un niveau d'ambition très fort pour notre territoire en matière de recyclage, de tri des déchets et de leur valorisation. S'il ne faut pas se comparer, il faut toujours regarder ailleurs par exemple, à San Francisco dont l'objectif est de s'approcher du zéro déchet. Nous souhaiterions qu'il y ait, là-dessus, un engagement à changer de paradigme. Il y a un mouvement citoyen sur la collecte des déchets et la volonté de tri. C'est une très belle dynamique qu'il nous faut appuyer. Dans la Ville, un des moyens d'améliorer la propreté est sans doute de renforcer les capacités de tri pour les habitants, comme d'autres territoires l'ont fait, mais aussi pour les restaurateurs et les commerçants. Pour cela, nous disposons d'outils qui peuvent nous accompagner. Il ne s'agit pas de dire ici, il faut faire ça mais il y a des outils. D'abord, il y a l'Europe qui positionne des financements pour aider les territoires ; le gouvernement aussi à travers les contrats de transition qui sont proposés aux communes. Pas très loin d'ici, dans un autre département, Bagnols-sur-Cèze s'y est engagé. Il y a aussi un levier. S'il est tout à fait légitime de pénaliser ceux qui ont des comportements inciviques, il faut aussi valoriser les vertueux. Le levier de la fiscalité incitative pour ceux qui trient, prévu par la loi de 2009, pourrait être un bon levier pour montrer et soutenir tous ceux qui font en sorte de valoriser les déchets.

En conclusion, nous avons la chance d'avoir sur notre territoire une entreprise qui va conquérir des marchés au niveau national et international : l'entreprise Nicollin. Elle joue un rôle y compris dans le monde du sport et tout un certain nombre d'activités. Cette entreprise est présente. Il faut que le territoire sur lequel elle travaille, soit exemplaire en matière de propreté et de gestion des déchets. Aujourd'hui, vous vous mettez en conformité avec le rapport de la Cour des Comptes. Nous le soutenons. L'objectif sur lequel nous souhaiterions que la collectivité travaille – la Commune, la Métropole et finalement le débat public – c'est que Montpellier ait une approche innovante, responsable, novatrice sur les enjeux de propreté et de recyclage des déchets. Merci.

M. le Maire : M. DELAFOSSE, vous n'êtes pas sans ignorer que cette compétence est métropolitaine mais comme cela touche la Ville, j'ai pensé qu'il était bien que vous puissiez vous exprimer. Mme BARTHAS va vous répondre.

Valérie BARTHAS-ORSAL : L'usine Demeter va pouvoir faire passer sa masse traitée de 20 à 35 000 tonnes. Monsieur le Président, je vous remercie car le geste de tri sera simplifié. Celui-ci est difficile. En faisant ce gros effort de modernisation et d'extension de cette usine, nous allons pouvoir maintenant, par exemple, prendre les barquettes en polystyrène de viande ou de poisson et pouvoir les mettre dans nos sacs de tri ainsi que nos films plastiques, nos sacs non transparents en plastique ou nos pots de yaourt ; nous en utilisons tous.

En 2017, le marché global de performance qui concerne le process de tri et son exploitation a été attribuée à la SMTVD qui était un mixte des sociétés Nicollin et Veolia. Nous nous apprêtons actuellement à obtenir le permis de construire. Le début des travaux aura lieu en janvier 2019 pour se terminer fin 2019. La mise en service aura lieu début 2020. Tout va bien. Les délais sont respectés. Nous avons économisé une grosse somme d'argent, Monsieur le Maire, à savoir 865 000 € car nous avons pu faire jouer des négociations importantes avec les candidats. Nous nous réjouissons d'avoir économisé. M. LEVITA, je pense que cela va vous faire plaisir.

M. le Maire : Répondez à M. DELAFOSSE sur la propreté de la Ville concernant les commerces et les cartons car c'est ce qu'il a soulevé dans son intervention. Dites-nous comment est la Ville le matin à 7 h 30. Je me lève tôt donc je la vois.

Valérie BARTHAS-ORSAL : Les cantonniers sortent à 5 heures du matin. À 7h30, la Ville est

propre. Lorsque l'on passe après un cantonnier, la Ville est propre. Évidemment, il faut se lever tôt et être à l'extérieur pour le savoir. J'ai amené, Monsieur le Président, la troisième étoile du label « éco-propre » qui vous a été remise le 3 juin à Versailles. Elle succède à la première étoile que nous avons obtenue en 2016 et à la deuxième en 2017. Seules 11 villes en France ont obtenu cette troisième étoile. Celle-ci ne dit pas bravo M. SAUREL, bravo Mme BARTHAS, la Ville est propre. Non, elle ne dit pas cela. Elle dit vous travaillez, on vérifie votre travail, vous nous le prouvez et nous savons que vous mettez en place tout ce qui est possible pour réussir la bataille de la propreté. Cette troisième étoile dit que vous faites le boulot sur la valorisation du tri, sur la réduction de consommation du CO2 concernant le matériel électrique, la reprise des circuits. Elle dit que vous consommez moins d'eau car pour toutes les plantes qui poussent sur nos toits nous utilisons des prestations manuelles. Elle dit également bravo car vous avez abandonné les produits phytosanitaires. Nous avons donc eu la troisième étoile en 2018, Monsieur le Maire. J'espère qu'en 2019, je vous amènerai la quatrième.

Applaudissements.

M. le Maire : Ça, c'est pour les efforts que la Ville fait. Je ne parle pas des collectes qui ont été augmentées et du compacteur supplémentaire qui a été positionné dans le parking de l'ancienne mairie. Le problème, c'est qu'il y a des citoyens qui ne sont pas très citoyens. J'ai beaucoup hésité mais nous avons été contraints de passer un peu à la verbalisation. Lorraine ACQUIER.

Lorraine ACQUIER : Merci Monsieur le Maire. Effectivement, il y a des citoyens ou des commerçants qui ne sont pas toujours civils. En termes d'écologie, on peut faire de grandes phrases, de grands discours, de grandes incantations et appeler à de grandes révolutions ou on peut décider d'agir au quotidien ; c'est ce que nous faisons avec Mme BARTHAS au travers notamment de la BPI [Brigade Propreté Incivilités]. Ce que vous auriez pu faire pendant de nombreuses années, c'est aller voir les commerçants tous les jours parce qu'effectivement certains ne sont pas civils. Ils sont identifiés, nous allons les voir, nous essayons de trouver des solutions avec eux. Nous faisons le tour de tous les immeubles qui n'ont pas de locaux à poubelles corrects ce qui fait que leurs résidents les jettent à côté. Toutes ces petites choses, ce ne sont pas des grandes phrases, des grandes théories, des grandes sorties comme on pouvait le faire d'habitude mais c'est une réalité. Ce sont des choses qui avancent. Au fur et à mesure, les choses avancent. Nous avons des listes de points noirs que nous travaillons toutes les semaines avec Mme BARTHAS. Au fur et à mesure, nous pouvons cocher des points où ça va mieux, où les résidents ont un local à poubelles correct, où les commerçants ont résolu leur problème de récupération des déchets. C'est du quotidien, c'est tous les jours, et ce ne sont pas des grandes phrases ; c'est ce que nous faisons depuis 4 ans.

Applaudissements.

M. le Maire : Merci Mme ACQUIER. M. ALBERNHE faites-nous un point sur les toilettes publiques qui sont installées dans la Ville ; demande des Montpelliérains depuis 12 ans.

Luc ALBERNHE : D'abord les corbeilles à papier. Lorsque nous sommes arrivés, il n'y en avait quasiment pas.

M. le Maire : Corbeilles à papier, cendriers, toilettes publiques ; ne nous passez aucun détail.

Luc ALBERNHE : Il y a actuellement près de 1000 corbeilles à papier à Montpellier dont 300 dans l'Ecusson. Elles sont équipées soit de cendriers ou d'éteignoirs et de sacs pour déjections canines ; ce qui n'existait pas avant. Les chiens faisaient caca et on ne ramassait pas car il n'y avait

pas de corbeille avant notre arrivée. Concernant les toilettes publiques...

M. le Maire : Attendez M. ALBERNHE, ne vous enflammez pas. Il y a eu à un moment des toutounets dans les espaces et les jardins.

Luc ALBERNHE : Pas dans l'Ecusson.

M. le Maire : Pas dans l'Ecusson. Nous en avons mis partout.

Luc ALBERNHE : Il y en a donc 300 dans l'Ecusson. Concernant les toilettes publiques, il y en avait deux. Je faisais jusqu'à présent la comparaison avec Palavas où il y en avait 15 lorsque nous sommes arrivés. Nous en sommes aujourd'hui à 24 installées. Vous aviez promis aux Montpelliérains d'en installer 20 pendant le mandat ; nous en aurons mis en place, à la fin du mandat, 31 dans tous les quartiers de la Ville. Nous allons implanter les prochaines à Rondelet, rue de Verdun, boulevard Louis-Blanc, à la Mosson et j'en passe. Il y a une réunion publique avec les Montpelliérains pour qu'ils nous donnent leur avis sur l'implantation en 2019 des dernières toilettes. C'est un engagement que vous avez tenu Monsieur le Maire. Effectivement, il y a ceux qui font de l'idéologie et nous, nous faisons du pragmatisme. Il y a l'opposition bavarde et nous, nous agissons.

Applaudissements.

M. le Maire : Merci M. ALBERNHE. Je vais annoncer à tous nos collègues que depuis ce matin 7 heures, les toilettes place Salengro sont utilisables. Je vous dis ça comme cela car elles ne l'étaient pas ; il manquait deux branchements. Depuis ce matin 7 heures, elles sont utilisables. Celles du parc Rimbaud que nous avons décidées ensemble avec les riverains, les associations, le club de pétanque et les services de la Ville seront bientôt en service.

Luc ALBERNHE : Elles sont installées et seront en service dans 15 jours.

M. le Maire : Mme MARION, vous qui arpentez le centre-ville en permanence, donnez-nous votre idée sur les questions posées.

Chantal MARION : J'ai plusieurs idées. Tout d'abord, M. DELAFOSSE, vous êtes professeur de collège. C'est ça, je ne dis pas de bêtises ? L'éducation au niveau de la propreté commence chez les enfants. Je pense que vous pourriez déjà appliquer vos idées tous les jours, si vous travaillez dans un collège, en éduquant les enfants qui eux-mêmes ensuite éduquent leurs parents. L'éducation, ça commence par ça. Je pense que vous le savez.

Ensuite, je voudrais vous dire qu'il y a des start-ups incubées au BIC qui travaillent sur le recyclage. Elles font un travail important. Elles sont reconnues internationalement. C'est quelque chose que nous testons en ce moment et que nous allons appliquer avec les personnes compétentes dont, entre autres, Valérie BARTHAS. Vous voyez, nous travaillons à tous les niveaux. Je crois que vous devriez travailler sur votre terrain au niveau de l'éducation...

M. le Maire : Ne soyez pas polémique. Il faut répondre gentiment.

Chantal MARION : Je suis gentille, Monsieur. Vous le savez. Je suis une belle personne, Monsieur le Maire.

M. le Maire : M. GRAND vous a dit en séance publique « *Tu es une belle personne, Chantal* ». Je me souviens de cette phrase qui est presque issue d'une pièce de théâtre.

Chantal MARION : C'est tout ce que je voulais dire à M. DELAFOSSE. C'est important. Nous sommes dans l'avenir avec les start-ups.

M. le Maire : D'accord. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

37. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**:

Code	Structure	Type	Montant
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	Fonctionnement	3 600 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **HANDICAP**:

Code	Structure	Type	Montant
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES LR	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **EXCLUSION**:

Code	Structure	Type	Montant
5863	SOS SDF LES AMOUREUX DE LA VIE	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 5 600 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande des précisions à Annie YAGUE sur l'attribution de subventions dans le cadre de la thématique « social » ? Mlle LLEDO.

Audrey LLEDO : Comme d'habitude, pour ce genre de dossier, je vais vous demander un vote par division. Les uns vont demander ce qu'est-ce un vote par division. Vous allez le mettre aux voix et ce sera refusé car cela vient de moi. On zappe cette étape. Du coup, je serai contre la Cimade et pour le reste. C'est mon vote. Merci.

M. le Maire : Mme YAGUE, allez-y ; ne nous passez aucun détail.

Annie YAGUE : Mme LLEDO, vous ne voulez pas voter pour cette subvention à la Cimade car elle concerne des migrants. Je vais vous donner une explication qui, à mon avis, est très pertinente. Cette subvention est de 3 600 €. Nous l'avons déjà attribuée l'année dernière. Nous la renouvelons. Elle concerne l'apprentissage de la langue française. Tout à l'heure, vous avez parlé de la langue française en disant qu'il fallait que tout le monde la parle.

Audrey LLEDO : *C'est la langue de la République.*

[PROPOS HORS MICRO]

Annie YAGUE : Vous ne voulez pas de ma langue française. Un coup, ça vous arrange, un autre, ça ne vous arrange pas. Ce n'est pas grave. Les migrants nouvellement arrivés profitent de cours distribués par les bénévoles de la Cimade que je remercie pour leur travail car il est remarquable. Même si les migrants ne sont pas de notre compétence, nous ne devons pas tourner la tête. Pourquoi finançons-nous ? Il y a deux raisons : nous voulons d'abord que cette association puisse continuer à délivrer ses cours et deuxièmement nous voulons essayer de limiter la saturation des autres cours de langue française existants sur notre territoire et qui concernent des citoyens français. À deux titres, vous devriez donc voter pour cette subvention.

Applaudissements.

M. le Maire : Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Clare HART.)

38. Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III : création d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations

La Ville de Montpellier s'engage concrètement dans la lutte contre les discriminations, qui mettent à mal l'idéal républicain d'égalité et fragilisent la cohésion sociale.

Elle intervient notamment dans ce champ en apportant son soutien financier par des subventions, et en développant des partenariats actifs avec les associations. Des actions de sensibilisation destinées au personnel municipal et au grand public sont également proposées chaque année. Un chef de projet est affecté sur cette thématique à hauteur de 50% d'un ETP de catégorie A dans les effectifs municipaux.

Depuis 2015, trois engagements intensifient l'implication de la Ville et de la Métropole de Montpellier pour réduire les discriminations :

- L'intégration d'un plan territorial de lutte contre les discriminations (PTLCD) au contrat de ville 2015/2020, axé (à minima) sur les discriminations liées à l'origine (décision 25 du Comité Interministériel des Villes du 19 février 2014 et loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014) ;
- L'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) depuis le 10/05/16, qui entraîne l'adoption d'un plan d'action que la Ville s'est engagée à mettre en œuvre et qui prévoit l'évaluation du racisme et des discriminations sur le territoire de la collectivité ;
- La signature par la Ville de Montpellier de la Charte « Egalité contre le racisme » porté par le Défenseur des Droits (2016).

Ces engagements ont conduit en 2017 à commander un premier état des lieux des discriminations sur le territoire (participation de la Ville de 8424€). Les résultats obtenus démontrent l'existence et la persistance de réelles inégalités causées par les phénomènes discriminatoires à Montpellier et posent la nécessité de lutter contre ces discriminations.

Dans cette perspective, la Ville de Montpellier propose la création d'un groupe de recherche-action au service de la lutte contre les discriminations, afin de pallier progressivement le manque de données et de mettre en place des politiques publiques ciblées.

Ce groupe de recherche-action sera rattaché au laboratoire de sociologie LERSEM/IRSA de l'Université Paul-Valéry Montpellier III, et travaillera en partenariat avec la Ville et la Métropole de Montpellier, en associant régulièrement les signataires du Contrat de Ville.

Il inclura des enseignants-chercheurs titulaires et s'appuiera sur deux masters : le Master 2 « Sociologie, observation et analyse » dirigé par Denis Fleurdorge, Maître de conférence HDR et le Master 2 « Intermédiation et développement social » dirigé par Olivier Noël, Maître de Conférences associé.

Le groupe sera piloté par un ingénieur de recherche, coordinateur à mi-temps, qui assurera, avec la Direction de la Cohésion Sociale de la Ville de Montpellier la mise en œuvre concrète des recherches et l'encadrement des stagiaires affectés à la partie opérationnelle de la démarche de

recherche-action.

La première année de collaboration (2018-2019) permettra d'analyser les causes et les conséquences des discriminations suivantes, et de proposer des actions de remédiation :

- Recherche 1 : Difficultés rencontrées par les familles monoparentales et amplifiées par les discriminations : accès à la formation, à l'emploi, au logement, aux modes de garde;
- Recherche 2 : Aspects discriminatoires de la dématérialisation du service public : identification des populations les plus pénalisées, des mécanismes les plus difficiles d'accès et des leviers d'actions susceptibles de compenser les effets discriminants ;

Le contrat de collaboration de recherche, annexé à la présente délibération, définit les modalités et conditions dans lesquelles seront exécutées les missions de recherche de novembre 2018 à septembre 2019.

Les résultats de ces recherches permettront aux acteurs publics de développer sur le territoire les formations, les outils et les actions susceptibles de faire régresser les discriminations ciblées.

Les coûts de cette première année de fonctionnement (participation de la Ville au groupe de recherche à hauteur de 25317,60€ et les formations, les outils et les actions estimées à 5382,40€), seront imputés au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 934.

Ces nouvelles actions bénéficient en 2018 d'une subvention de la dotation de Politique de la Ville (DPV) 2018 pour un montant de 30700 €, car elles répondent pleinement aux enjeux prioritaires et aux objectifs du contrat de ville inscrits dans sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat de collaboration de recherche annexé à la présente délibération, portant sur la création d'un groupe de recherche-action sur les discriminations avec l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- dire que dans le cadre de cette collaboration la Ville de Montpellier s'engage à verser à l'Université Paul Valéry Montpellier III la somme globale et forfaitaire de 25317,60€ ;
- dire que les crédits de 30 700€ sont inscrits au budget 2018 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée aux Affaires Sociales, Madame Annie YAGUE, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Mme YAGUE vous propose cela en sachant que Guy BARRAL ne prend pas part au vote. Qui demande des explications à Annie YAGUE ? Dites-nous un mot car c'est important.

Annie YAGUE : En effet, je pense que c'est très important car c'est la première fois que nous allons initier ce genre d'action sur la Ville de Montpellier. Nous vous proposons la création d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations en partenariat avec l'université Paul-Valéry. Il s'agit de lutter concrètement contre toutes les formes de discrimination qui contrarient notre idéal républicain d'égalité et minent notre cohésion sociale. La Ville de Montpellier met en place une série d'actions notamment dans les quartiers Politique de la Ville. Ces propositions

d'actions répondent aux engagements pris ces dernières années par la Ville de Montpellier : signature de la charte « Egalité contre le racisme », adhésion à la coalition des villes européennes contre le racisme mais aussi l'obligation d'adosser au Contrat de ville 2015/2020 un plan territorial de lutte contre les discriminations.

Ces actions s'articulent autour de trois axes : la formation des acteurs, la sensibilisation des publics et la mise en œuvre d'actions de terrain complémentaires aux nouvelles politiques sociales portées par la Ville. Dans cette perspective, la Ville de Montpellier, en partenariat avec l'université Paul-Valéry Montpellier III laboratoire LERSEM, est soutenue financièrement par la dotation Politique de la Ville à hauteur de 30 700 €. Elle propose la création d'un groupe de recherche-action au service de la lutte contre les discriminations qui sera animé par un ingénieur de recherche à mi-temps. Ce groupe travaillera au plus près des populations, ce qui permettra de pallier progressivement le manque de données et appuiera la mise en place des politiques publiques ciblées. Les deux premiers domaines sur lequel le groupe travaillera en 2018/2019 sont :

- les discriminations qui affectent les familles monoparentales. Nous savons qu'elles sont nombreuses sur le territoire montpelliérain et elles concernent principalement des femmes ;
- les aspects discriminatoires de la dématérialisation du service public.

Les résultats des recherches en N+1 permettront aux acteurs publics de développer sur le territoire des formations, les outils et les actions susceptibles de faire régresser les discriminations ciblées. Sans attendre, des actions de sensibilisation seront développées pour redonner de la visibilité à la lutte contre les discriminations et favoriser l'accès au droit : formation des agents, des scolaires mais aussi de nos conseils citoyens.

Cette dynamique a retenu l'attention du défenseur des droits. Aussi, en lien étroit avec les actions portées par la Ville dont il reconnaît la pertinence, il a décidé de renforcer son action en matière de lutte contre les discriminations et d'accès au droit en faveur des habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Pour cela, le défenseur des droits désignera au sein de son réseau territorial un délégué référant à la Politique de la Ville qui sera installé dans un QPV [Quartier Politique de la Ville] de Montpellier. L'installation du nouveau représentant est envisagée pour mai 2019.

M. le Maire : Merci Mme YAGUE. Qui demande la parole ? Mme DANAN.

Perla DANAN : Quelques mots pour dire que c'est de bon augure dans la mesure où on parle beaucoup de discrimination sans avoir l'assise exacte dans les quartiers. Cette étude permettra d'avoir à la fois un bel état des lieux et des actions tout à fait concrètes et organisées en fonction du besoin. Je trouve que c'est une très bonne action et je ne peux donc que souscrire à cette démarche.

M. le Maire : Merci Mme DANAN. Je mets aux voix l'affaire présentée par Annie YAGUE en sachant que Guy BARRAL qui nous représente à l'Université Paul-Valéry ne prend pas part au vote. Contre ? Un contre. Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Guy BARRAL.)

39. Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ont signé en en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité.

Par délibération en date du 25 janvier 2018, le Conseil de Métropole a approuvé l'avenant n°4 à la convention qui prévoit, au titre de son article 4 « Politique de la Ville et Solidarité », qu'Enedis Direction Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets fermé 2018 du Contrat de Ville (sous réserve de bilan intermédiaire 2017 positif). Elles se déclinent comme suit :

- **La réalisation de chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille.**

Il est prévu au titre de cette action que soient réalisées cinq sessions d'une durée de 10 jours chacune.

Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

En terme de supports d'intervention, seront pris en charge les postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Il sera réalisé prioritairement des couches de propreté et ponctuellement des fresques (en lien avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille).

Le choix des postes de transformation retenus, le thème des fresques ainsi que le nombre à réaliser seront effectués en concertation entre la Ville et Enedis Direction Hérault et précisés dans la convention tripartite spécifique.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront proposés aux jeunes sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain, animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie, animée par Enedis ;
- prévention des addictions, animée par la Ville de Montpellier ;
- code de la route et savoir vivre ensemble, animé par la Maison de la sécurité routière.

Un atelier complémentaire sera proposé par Le Passe Muraille aux jeunes afin qu'ils se familiarisent avec les outils bureautiques et numériques. Les jeunes produiront avec leur encadrant un powerpoint, synthèse illustrée de photos de leur chantier.

L'objectif de ces chantiers est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences. Ils bénéficient par ailleurs d'une allocation de 300 euros pour accompagner un projet personnalisé facilitant leur insertion.

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de subventionner ce projet à hauteur respectivement de 8 000 € et 19 000 €.

▪ **La mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat avec l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs Etablissements LR (ANCB Ets LR).**

Porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, l'ANCB propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- une outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements.

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de subventionner ce projet à hauteur respectivement de 4 500 € et 8 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ;
- d'approuver les conventions de partenariat annexées à la présente délibération entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'Association Le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens et entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat.
- d'autoriser l'attribution de la somme de 12 500 € par la Ville de Montpellier selon les modalités suivantes :
 - 8 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille ;
 - 4 500 € au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat
- de prendre acte de l'attribution de la somme de 32 000 € par Enedis Direction Hérault selon les modalités suivantes :
 - 19 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille ;
 - 8 000 € au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat ;

- de prendre acte de la mobilisation complémentaire par Enedis Direction Hérault de ressources en personnel interne à hauteur de 5 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande des précisions auprès du rapporteur Annie YAGUE ? Contre Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

40. Exposition d'ici ou d'ailleurs Les peintures numériques de Philippe MARTIN

Le parc de Lunaret, soucieux de faire découvrir la diversité du monde vivant, souhaite montrer que les espèces de notre région peuvent être aussi étonnantes que les espèces exotiques. Celles-ci méritent autant d'intérêt, de respect et de bienveillance que les espèces "lointaines".

Le parc de Lunaret présentera, du 07 novembre 2018 au 04 mars 2019, une exposition de peintures numériques de Philippe Martin.

Naturaliste, plongeur, enseignant en écologie, illustrateur, auteur- depuis des décennies Philippe Martin explore, dessine, photographie et transmet son immense connaissance de la nature qu'elle soit d'ici ou d'ailleurs.

Illustrateur naturaliste avant de devenir photographe, Philippe Martin a édité de nombreux guides naturalistes qui ont reçu différents prix. Depuis plusieurs années, il est connu pour ses images réalisées en "Hyper nature" qu'il qualifie de véritables "peintures numériques".

L'incroyable niveau de détail des images de cette exposition est obtenu par l'emploi de la technique photographique du "focus stacking" ou "hyper focus". Chaque image présentée est issue de la superposition de plusieurs dizaines de photographies réalisées à des profondeurs de champ différentes. Sur chacun de ces clichés, seule une toute petite zone est nette.

L'empilement numérique de ces zones nettes permet de créer une image composite hyperréaliste avec un niveau de détail impossible à atteindre avec une simple photo.

L'exposition proposée, composée de 30 bâches, présentera sous la forme d'un jeu, des images d'espèces locales en miroir avec des espèces exotiques. Le public devra retrouver lesquelles sont de notre région, lesquelles proviennent d'autres régions de France ou du monde. Un livret jeu de l'exposition sera distribué gratuitement.

L'étonnante qualité des œuvres de Philippe Martin a déjà rencontré un franc succès auprès du public lors de son exposition sur les grilles du jardin du Luxembourg.

A ce titre, dans le cadre d'une convention de partenariat, l'association Matorral, représentée par Monsieur Philippe MARTIN, fournit gratuitement à la Ville de Montpellier aux seules fins de cette exposition les fichiers numériques nécessaires à la réalisation de 30 bâches PVC.

Le photographe, titulaire des droits d'auteur, cèdera temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville.

En contrepartie, la Ville prendra à sa charge la communication de l'évènement sur tous les supports et documents de communication de la Ville (cartons d'invitation, site internet, réseaux sociaux, flyers...) et s'engage à faire figurer le logo du photographe, Philippe MARTIN sur ses supports.

La Ville se charge de l'installation des bâches. Les coûts de réalisation des maquettes et les coûts d'impression à la charge de la Ville sont estimés à 400 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le contrat d'exposition avec Philippe MARTIN, photographe, naturaliste tel que joint en annexe ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 (fonctionnement) et 903 (investissement) ;
- D'autoriser la signature dudit contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire par Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué.

M. le Maire : Qui demande des précisions particulières auprès du rapporteur Henri de VERBIZIER, adjoint au maire ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Audrey LLEDO entre en séance.

Madame Caroline NAVARRE sort de séance et donne procuration à Madame Michèle DRAY-FITOUSSI.

**41. Création d'un marché de plein air
Marché aux Plants et aux Fleurs des Arceaux
Horticulteurs - Fleuristes - Pépiniéristes**

La Ville de Montpellier souhaite créer un marché de plein air aux Arceaux, dédié aux fleurs et aux plantes.

Ce marché complètera l'offre commerciale existante le mardi sur l'Espace Mosson et créera un nouveau lieu de vie et de rencontre sur le quartier des Arceaux.

Le boulevard des Arceaux présente plusieurs caractéristiques favorables pour y implanter ce

marché :

- Une superficie adaptée ;
- Un flux piétonnier important ;
- Une proximité avec l'écusson et le centre historique.

Après consultation des professionnels, le marché pourrait se tenir le vendredi et est susceptible d'accueillir une cinquantaine d'exposants.

L'ouverture du marché aux fleurs et aux plants des Arceaux pourrait intervenir à compter de décembre 2018.

La Commission Municipale des Marchés réunie en séance le 17 septembre 2018, a émis un avis favorable à cette création.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- De valider la création d'un marché aux fleurs et aux plantes sur le boulevard des Arceaux ;
- D'autoriser Monsieur le maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Mme ROUSSEL-GALIANA, dans l'affaire 41, vous propose de créer un marché de plein air pour les plantes et les fleurs aux Arceaux (horticulteurs, pépiniéristes, fleuristes). Bri, tu as la parole.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Merci. Effectivement, la Ville de Montpellier souhaite créer un marché de plein air aux Arceaux. Je rappelle que dans le temps, ce marché y était présent. Il a été, par la suite, déménagé à la Mosson. Il fait donc un retour sur ce marché des Arceaux. Cela n'empêchera pas le marché du mardi de la Mosson d'exister parce que les gros sujets tels que les gros arbres, les palmiers, les oliviers y resteront. Ce marché sera dédié aux fleurs et aux plantes. Il complètera l'offre commerciale existante le mardi sur l'espace Mosson. Il créera un nouveau lieu de vie et de rencontre. Pour en avoir parlé autour de moi, j'ai trouvé des Montpelliérains extrêmement satisfaits par la création de ce marché. La superficie est adaptée car il y a déjà un marché qui s'y tient le mardi et le samedi pour des fruits et légumes bio, des fromages, de la viande... Nous avons un marché exceptionnel aux Arceaux qui est très fréquenté. La proximité avec l'Ecusson et le centre historique apportera également une valeur à l'ensemble du quartier et de la Ville.

Après consultation des professionnels, le marché pourra se tenir le vendredi. J'ai fait le tour des horticulteurs et, à ma grande surprise, une cinquantaine de personnes se sont déjà inscrites. Nous en attendons à peu près 80 qui feront les quatre saisons.

L'ouverture du marché aux fleurs et aux plants des Arceaux pourrait intervenir à compter de décembre 2018 de 8 heures à 17 h 30.

L'installation de ce nouveau marché de plein air sur un site couru constitue une aubaine pour les professionnels horticulteurs, pépiniéristes, fleuristes. La preuve : déjà 50 dossiers sont remplis. Les fleurs et les plantes seront reines chaque vendredi, ce qui créera une belle animation colorée et vivante à la grande satisfaction des commerçants sédentaires qui se trouvent sur le pourtour des Arceaux. Ils vous félicitent d'ailleurs, Monsieur le Maire, d'avoir accepté l'installation de ce

marché. Inutile de dire qu'un tel marché hebdomadaire manquait à Montpellier. Cette initiative sera l'occasion, espérons-le, de créer une émulation et d'inciter les habitants – et pas que ceux du quartier des Arceaux – à fleurir leurs balcons et fenêtres toute l'année suivant les quatre saisons. Cette initiative rejoint la volonté d'embellir la Ville par la végétalisation de certaines rues du centre historique. Plantes et fleurs apportent un charme particulier à ces ruelles, à l'image de la rue Roucher qui est une petite merveille, qui se trouvent autour du quartier Saint-Roch.

M. le Maire : Merci Mme ROUSSEL pour cet exposé très complet. Vous avez bien compris : un marché aux fleurs et aux plantes aux Arceaux, un jour, le vendredi, qui reprend force et vigueur. On garde celui de la Mosson. De plus, nous développerons, comme le fait Henri de VERBIZIER, les micro-fleurissements des rues. La rue Roucher mais aussi la rue Marioge et la rue de la Méditerranée ainsi que son quartier en sont de superbes exemples. Nous essaierons de mettre en place une idée que nous avons depuis le début du mandat – mais nous ne pouvons pas tout faire tout le temps à tout moment – : c'est le fleurissement des balcons de la Ville. Une ville qui est fleurie sur ses balcons et qui a ses façades couvertes de plantes et de fleurs grimpantes du genre passiflore, plumbago, chèvrefeuille, s'anime tout de suite.

Je vais tout de même mettre en garde les Montpelliérains qui nous écoutent : Montpelliérains, Montpelliéraines, je sais que vous aimez la végétation. Vous avez été présents sur toutes les inaugurations que nous avons réalisées depuis le début du mandat mais, de grâce, avant de faire des trous dans la rue, demandez l'autorisation aux services de la Ville. Certains Montpelliérains, pressés de voir leurs plantes grimper, ont tout de suite perforé le devant de leur porte. Cela peut être catastrophique s'ils tombent sur un réseau d'électricité ou de gaz. On ne peut pas perforer la chaussée – c'est de l'espace public – sans autorisation. On peut la nettoyer. Le devant de la porte doit l'être. Cela fait partie du contrat. Avec Christian FINA, nous referons un tour sur ce contrat que nous avons ensemble notamment pour la neige. Les Montpelliérains ont, en effet, des devoirs et pas que des droits sur la neige et sur d'autres problématiques de cet ordre. Nous vous représenterons le règlement voté en 2007 au Conseil municipal pour que chacun soit bien informé et nous le ferons passer dans les journaux de la Ville et de la Métropole. C'est comme dans les autres villes. De grâce, ne perforez pas la Ville sans autorisation et sans les services techniques de la Ville.

Je mets aux voix le marché aux fleurs proposé par Bri. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

42. Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma Conventions avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2018-2019

Par délibération V2017-449 du 21 décembre 2017, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 17 000 € pour la mise en œuvre du projet Pass'Culture.

Ce dispositif permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Le théâtre Jean Vilar et le cinéma Nestor Burma s'inscrivent naturellement dans ce dispositif depuis plusieurs années.

Sur présentation de la carte Pass'Culture et remise d'une contremarque, les étudiants pourront bénéficier de places au théâtre Jean Vilar au tarif préférentiel de 9.50 € (contre 11 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 5€, le CROUS prenant en charge la différence de 4.50€.

Au cinéma Nestor Burma, les étudiants pourront bénéficier de places de cinéma au tarif préférentiel de 4.50€ (contre 5€ pour le tarif étudiant) et ne payer que 3.90 €, le CROUS prenant en charge la différence de 0.60€.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conventions de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointes en annexe, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar et du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2018-2019 ;
- D'entériner ce tarif Pass'Culture pour l'année 2019 ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Il s'agit des conventions classiques et annuelles avec le CROUS de Montpellier. Mlle BODKIN et M. EL KANDOUSSI ne prennent pas part au vote. Qui demande des explications particulières à l'adjointe à la Culture Isabelle MARSALA ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Maud BODKIN avec la procuration de Jérémie MALEK, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Chantal LEVY-RAMEAU.)

Monsieur Alex LARUE sort de séance.

43. Mise en œuvre d'une convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole : gestion des archives

Par délibération n°2006/12 du 30 mars 2006, la Commune de Montpellier a signé avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier une convention d'assistance scientifique et technique pour le traitement et l'exploitation des archives de la Communauté d'Agglomération pour une durée de 3 ans.

Cette convention a été renouvelée dans les mêmes termes par délibération n°2009/351 du 27 juillet

2009, n°2012/292 du 25 juin 2012 et n°2015/233 du 18 juin 2015.

La convention étant arrivée à son terme, les deux parties souhaitent la renouveler en apportant les modifications nécessaires aux nouveaux besoins des deux entités liés à la mutualisation des services et aux transferts de compétences entre la Commune de Montpellier et la Métropole.

La nouvelle convention est proposée pour un an renouvelable, par tacite reconduction. Elle est présentée aux Comités Techniques de la Commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole les 11 septembre et 15 octobre 2018.

Les missions d'assistance relevant de la présente convention seront assurées par des agents des Archives municipales à hauteur de 10 % de leur temps de travail. Elles sont suivies et programmées par l'équipe d'encadrement du pôle archives contemporaines Ville – Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre de la convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des archives ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer la convention afférente entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, telle que présentée en annexe.

M. le Maire : Il s'agit de la mise en œuvre d'une convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de la Métropole sur la gestion des archives. Qui demande des explications à Isabelle ? Il y aura la trêve hivernale. Les services de l'État nous ont fait savoir qu'il n'y aurait pas de délogement du squat avant le mois de mars. Nous avons donc encore perdu 6 mois. Ceci dit, nous interviendrons à partir de mars ou avril. Nous décalerons le projet parce que c'est un lieu, en plein quartier des Beaux-Arts, qui mérite d'être sacralisé sur la culture, sur les archives. Il possède des bâtiments qui, à l'origine, ont été conçus pour cela, même s'il y a beaucoup de travaux, même si les huisseries sont pourries, même si les circuits d'eau, d'électricité, de gaz ont été complètement explosés. Mme LLEDO.

Audrey LLEDO : Juste une question : pourquoi n'avons-nous pas pu faire partir les squatters avant la trêve hivernale ?

M. le Maire : C'est la force publique.

Audrey LLEDO : Parce que l'enquête a été longue et nous avons eu des difficultés à obtenir les autorisations ?

M. le Maire : C'est l'Etat qui décide en fonction des forces de police en présence. De plus, il y a d'autres squats notamment sur le Château Leyris derrière la gare. Je mets aux voix l'affaire 43. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0
Abstention : 0

44. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association Exercice 2018

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 7 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 16 300 € au titre de l'exercice 2018.

1) Attribution de subventions

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
1281	KAINA	Projet	4 000
	LIVRE		
3022	REVUE SOUFFLES – LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	Fonctionnement	1 000
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	Fonctionnement	900
	PATRIMOINE		
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE	Projet 1	2 500
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE	Projet 2	2 500
	PLURIDISCIPLINES		
1110	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	Fonctionnement	900
1110	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	Projet	1 000

	SPECTACLE VIVANT / Théâtre		
3283	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	Projet	3 000
5371	LA COMPAGNIE RIBOSOME	Fonctionnement	500
	TOTAL		16 300

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 65748, fonction 933.

2) Annulation de subvention

Dans le cadre de la Culture, par délibération n°V2017/449, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 2 500 € à l'association Squeeze pour la réalisation du projet « Zone d'autonomie littéraire ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 65748 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 16 300€ ;
- D'approuver les lettres d'engagement, les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver l'annulation d'une subvention pour un montant de 2 500€ ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Qui demande des explications à Isabelle MARSALA ? Contre ? Abstention ?
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

45. Convention de partenariat avec la société Endemolshine Productions relative à l'émission "Prodiges"

La société Endemolshine Production a pour principale activité la création, la production et la distribution de programmes audiovisuels variés (téléréalité, jeux, divertissements, magazines, fictions, documentaires), ainsi que de contenus numériques destinés aux nouveaux médias.

Elle produit notamment, pour le groupe France Télévision, un divertissement intitulé « Les Prodiges », qui consiste en une compétition opposant de jeunes virtuoses âgés de 16 ans et moins dans

l'exercice de leurs disciplines classiques (danse, chant et musique). Ces jeunes artistes, accompagnés d'un orchestre philharmonique, de choristes et d'un ballet classique, concourent ainsi pour remporter le titre de « Prodige de l'année », attribué par un jury composé de professionnels reconnus.

Dans le cadre de l'organisation de la 5^{ème} saison de l'émission, Endemolshine Production a sollicité la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, qui ont souhaité répondre favorablement et soutenir le tournage de ce programme sur leurs territoires. Sa diffusion est prévue en décembre 2018.

Montpellier Méditerranée Métropole mettra ainsi à disposition de la société de production le site du Zénith, et des salles de l'Opéra, du Corum et de l'espace Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional. Ce dernier ainsi que l'Opéra Orchestre National de Montpellier seront parties prenantes dans la préparation et le tournage de l'émission, et le bureau d'accueil des tournages y sera également associé pour l'organisation des prises de vue des portraits des jeunes « prodiges » dans la ville.

Pour sa part, la société Endemolshine Production organisera le tournage et prendra à sa charge l'ensemble des dépenses liées à la production du programme.

La diffusion de cette émission, qui réunit un public large et familial, participera de la mise en valeur de l'image de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole et de la promotion de leurs territoires à l'échelle nationale. Elle témoignera également de leur engagement dans une politique de démocratisation culturelle et de promotion de l'art lyrique et de la musique classique auprès du plus grand nombre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec la société Endemolshine Production relative à l'émission « Les Prodiges » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer la convention suscitée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Convention de partenariat avec la société Endemolshine Productions pour l'émission « Prodiges » qui se déroule au Zénith. La demi-finale a lieu ce soir et la finale le 30 avec comme animatrice vedette Daphné BURKI, France 2. J'étais présent hier après-midi au Zénith. C'est une très belle émission. Elle est née à Montpellier et elle revient dans sa cinquième saison ici. Hier, nous avons évoqué la possibilité de créer un « Prodiges » international. J'ai proposé la candidature de Montpellier. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

46. Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier

Mandat Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Approbation de l'avenant n°3 à la convention de mandat

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives Départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau à Montpellier, pour y installer les Archives Municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation du bâtiment, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ; par la même délibération, la Ville a autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue SA3M, pour la réalisation des travaux d'aménagement correspondants, pour un montant de 4 131 842 € H.T. (hors rémunération du mandataire), soit 5 200 000 € TTC.

Par délibération du 20 octobre 2016, la Ville a approuvé l'avenant n°1 au mandat, avec pour objet le versement d'une avance complémentaire de 700 000 €, portant ainsi le montant total de l'avance à 800 000 €.

Par délibération du 26 janvier 2017, la Ville a approuvé l'avenant n°2 au mandat, avec pour objets l'autorisation de lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre, la prolongation de la durée prévisionnelle de la convention de mandat, la modification du programme, la modification du montant provisoire des dépenses à engager et la modification du montant de la rémunération du mandataire et de ses modalités de règlement.

Depuis fin 2016, l'ensemble du site fait l'objet d'une occupation illicite, occupation qui a fait l'objet d'une demande d'expulsion engagée par la Ville en mars 2017 ; la décision du Tribunal administratif est intervenue le 12 juillet 2018, celui-ci a ordonné l'expulsion des occupants et leur a octroyé un délai de deux mois. La reprise des études pourra donc intervenir fin septembre 2018.

Compte tenu de ces éléments, un avenant n°3 doit être approuvé pour ajuster le programme en fonction des dégradations qui auront été constatées, porter l'enveloppe prévisionnelle des travaux à réaliser à 6 330 000 € H.T., préciser la durée de la convention de mandat et enfin porter le montant de l'avance à verser au mandataire à 1 000 000 €, soit une augmentation de 200 000 €.

Le bilan du CRAC 2017 présente ainsi un écart de + 2985 K€ TTC par rapport au bilan annexé à la convention de mandat modifiée par l'avenant n°2 ; il est arrêté à 10 000 K€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 établi par la SA3M, mandataire de la Ville pour l'aménagement des Archives municipales ;
- D'approuver le bilan prévisionnel du mandat de l'opération précitée tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2017 ;
- D'approuver l'avenant n°3 au mandat précité ;
- D'autoriser Monsieur le maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : C'est le CRAC. Je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstention ? Une abstention.

Adoptée.

M. le Maire : Mme YAGUE sur l'affaire 46 ?

Annie YAGUE : Je vais commencer et M. TRAVIER complétera. J'ai vu dans Midi Libre un article dans lequel M. Alex LARUE donne son opinion par rapport à une politique culturelle que nous pourrions tenir en direction des personnes défavorisées et des enfants. Je conseillerais à M. LARUE de se renseigner auprès du CCAS, qu'il met en cause, pour savoir ce qui est déjà fait avant de faire des propositions qui viennent après la bataille.

Tout d'abord, sur l'accession à la culture des enfants, je voudrais lui préciser que des programmes culturels sont faits au niveau des crèches mais aussi des écoles et qu'au niveau du CCAS, de nombreuses conventions sont passées avec tous les établissements culturels de la Ville de Montpellier mais aussi avec le conservatoire, l'opéra Berlioz et les différents théâtres. Nous amenons les personnes qui sont dans une situation de précarité à avoir accès à toute cette culture dont vous parliez. Au niveau des EHPAD, nous faisons également un gros travail avec des résidents qui vont dans les établissements culturels. Nous allons encore plus loin puisque nous faisons venir la culture à l'intérieur des EHPAD pour que les gens qui ne peuvent pas sortir, qui ne peuvent pas se déplacer en profitent également. J'invite donc M. LARUE à venir assister aux différents concerts qui ont lieu dans nos EHPAD.

D'autre part, la mise à disposition des billets est également assurée. Nous soutenons l'association qui s'appelle Culture solidaire. Elle fournit des tickets gratuits pour les différentes manifestations qu'il peut y avoir en ville. Elle accorde également, Monsieur le Maire, en tout cas sur le projet « Univers » qui accompagne les personnes éloignées de l'emploi, des places gratuites sur les événements sportifs et elle permet également d'avoir une convention avec les établissements culturels.

Cela ne me met pas en colère, M. LARUE, parce que je trouve, finalement, assez étonnant que vous interveniez sur un sujet que vous ne connaissez absolument pas et que vous mettiez en cause un établissement comme le CCAS, que vous ne connaissez absolument pas. Vous dites que vous proposez au CCAS mais vous ne proposez rien du tout puisque vous ne savez même pas ce qui s'y passe. Je vous encourage donc à vous rapprocher de nos services. Nous vous donnerons tous les renseignements nécessaires. Avant de parler, la prochaine fois, vous tournerez votre langue sept fois dans votre bouche. Merci.

Monsieur Alex LARUE entre en séance.

M. le Maire : Merci Mme YAGUE. M. TRAVIER. M. LARUE, vous répondrez.

Bernard TRAVIER : Je suis comme Annie YAGUE, je souscris totalement à ses propos. Je ne sais pas si on peut appeler cet article de Midi Libre comme tel parce que, pour moi, un journaliste doit d'abord vérifier, recouper et interroger ; ce n'est pas le cas. Il ne me connaît pas, il ne sait pas qui je suis et je me demande s'il sait qu'il y a une Métropole avec un budget de 64 millions d'euros pour la Culture. Je suis comme Mme YAGUE, je ne suis pas du tout en colère mais plutôt accablé. Profondément accablé parce que l'incompétence de certains et la méconnaissance des dossiers – même si ce sont mes amis – m'inquiètent surtout lorsque je sais qu'ils ont des velléités de se présenter peut-être à l'élection municipale et qu'ils n'hésitent pas à prendre des avions qui tanguent le soir et qui reviennent avec difficulté et qui ont du mal à l'atterrissage. Un de mes amis a dit cela. Il était dans l'avion hier soir. J'ai découvert tous ces voyages à Paris, mystérieux, entre des gens

dont a priori, on n'imaginerait pas qu'ils se réunissent.

Je reviens à mon dossier. La première idée proposée par M. LARUE est une politique de gratuité quasiment totale. On peut dire qu'il y a peu près 60 à 70 % des manifestations qui sont gratuites et qu'il y a des tarifs étudiants, qu'il y a des tarifs flash à 48 heures de la représentation à l'opéra ou du concert. Il y a toute une politique menée auprès des publics empêchés. Le conservatoire intervient 300 fois sur le territoire de la Métropole. Personne n'est oublié : ni les jeunes de la protection judiciaire, ni les personnes qui sont dans les EHPAD. Il y a aussi ce que font les personnels des médiathèques. Ces établissements créent du lien social tout au long de l'année tout en portant des livres à domicile alors qu'ils ne sont pas obligés et que c'est une proposition qui émane d'eux. Gratuité quasi-totale : si c'est ça le programme culturel, on n'ira pas loin.

Il y a autre chose qui m'a profondément choqué : l'article dit « *Tout autant qu'à l'absence d'avis des élus sur les choix des programmeurs* ». Je suis à jeun en 4 ans d'avoir donné mon avis sur une quelconque programmation. Et on cite M. LARUE : « *On se souvient des tensions autour du Carré Sainte-Anne ayant entraîné le départ de Numa HAMBURSIN.* » On va vous expliquer, si vous ne le savez pas, vous non plus. Vous pleurez sur la disparition du théâtre de la Vista dans le même article. Vous vous en souvenez ? Vous allez voir les propriétaires, vous discutez avec eux et s'ils vous font un prix, vous achetez. Il faut être sérieux. En ce qui concerne cette fameuse affaire, elle est très claire : il y avait un double conflit d'intérêts. Vous savez ce que cela veut dire : d'une part, une galerie qui exposait souvent les artistes qui étaient conseillés et deuxièmement une activité de conseil auprès d'une société de promotion qui incite, bien évidemment, le conseiller à éventuellement exposer les gens qui sont intéressés par la société qu'il conseille et qui sont propriétaires en œuvres ; c'est ainsi que la côte monte. C'est le procès qui a été fait à Jean-Jacques AILLAGON lorsqu'il est devenu le conseil de François PINAULT. Ouvrez « Le Monde » de temps en temps, vous le lirez.

Ce qui est encore plus choquant, c'est que l'on interroge des gens dans la rue. On n'y comprend rien. Il y a notamment quelqu'un qui dit : « *J'avais demandé à la Comédie du livre* » mais on ne sait pas quand. Moi, on ne m'a jamais rien demandé. Rien. Je ne suis au courant de rien.

Il y a un artiste qui m'a profondément déçu et je n'ai pas peur de le dire, c'est M. DUMOGET. Voilà ce qu'il déclare : « *Un élu va évaluer sa politique avec des chiffres*, constate lucidement... ». Ça, c'est le commentaire de Midi Libre. Donc M. DUMOGET est lucide. Voilà ce que dit l'artiste : « *Telle expo Picasso, telle expo Hitler* ». Vous avez vu une expo Hitler à Montpellier ? Il y en avait une sur son photographie de façon à démontrer à tous les jeunes ce qu'est le détournement de l'art au profit de l'idéologie et les millions de morts que cela a provoqué. C'est cela l'objet. Les enseignants intelligents ont amené en masse leurs élèves et aucun n'a fait un commentaire aussi idiot que celui-là car ceux qui prétendent développer l'accès à la culture devraient réfléchir à sa mise en œuvre. Ce n'est pas aussi simple. Si on avait les recettes, on vous les dirait et on les appliquerait. Nous cherchons constamment comment aller chercher les plus jeunes. Est-ce que vous savez que pour l'exposition sur les droits civiques américains, il y a plus de 114 réservations qui émanent des lycées, des collèges et des enseignants ? M. DUMOGET, vous êtes exposé actuellement à l'espace Bagouet. Heureux homme ; Midi Libre le dit. Vous vous plaignez que l'on vous oublie. Vous avez été servi royalement ; c'est un des plus beaux lieux d'exposition de la Ville. Et le journal, très aimable – ce qui est normal –, dit ensuite qu'il sera exposé je ne sais où, rue Sainte-Anne. Je le dis si cela intéresse certains. Il n'y a pas de mise à l'écart des artistes locaux. Ce n'est pas vrai. Quand les artistes ont du talent, ils sont accueillis et exposés. C'est la seule condition que nous posons. Pourquoi ? Parce que l'accès à la culture ne se fait pas à deux vitesses : c'est la qualité qui doit primer et l'ouverture à tous. La politique de la Ville et de la Métropole, c'est l'accueil et le partage.

Je vous mets au défi de démontrer que ce n'est pas vrai. Voilà ce que j'avais à dire et j'en veux énormément au journal d'avoir écrit cet article.

Applaudissements.

M. le Maire : M. DELAFOSSE avait demandé la parole puis M. LARUE.

Michaël DELAFOSSE : Monsieur le Maire, je dois vous dire très tranquillement que ce Conseil était posé et d'ailleurs Mme GALIANA a rapporté une affaire posément. Tout à l'heure, M. DUMONT s'est exprimé sur les droits de l'opposition. Mais où sommes-nous pour invectiver les journalistes, les artistes, les collègues ? Je ne partage pas la position de M. LARUE sur la gratuité ou en tout cas, j'aurais une discussion avec lui. C'est une appréciation mais il met une idée sur la table. Lui faire un procès d'intention...

[PROPOS HORS MICRO]

Une proposition ? Il y a des choses qui se font qui, soit dit en passant, ne datent pas d'hier et merci d'avoir rendu hommage aux agents qui sont force de proposition : la gratuité du Pavillon populaire ne date pas d'hier, les actions pédagogiques ne datent pas d'hier. Excusez-moi mais cette forme d'invective n'est pas à la hauteur. On peut discuter sur la politique culturelle.

Je voudrais réagir sur une chose : excusez-moi, mais la mise en cause de M. HAMBURSIN, ce soir, est choquante. D'ailleurs, Monsieur le Maire de Montpellier, lui-même Adjoint à la Culture, allait régulièrement à ses côtés lors de vernissages. Il y a visiblement eu un désaccord et une appréciation sur sa liberté de programmer sur un lieu. Il a fait le choix de partir. Dont acte. Si on réfléchit bien sur les conflits d'intérêts, il y a eu une exposition à Bagouet dont le commissaire d'exposition siège dans cette salle. Ensuite, M. DUMOGET tient un propos. C'est un artiste. Il a une appréciation. Il a été servi, dites-vous. Non, il a été programmé et c'est bien. Les Montpelliérains découvrent son travail.

Très respectueusement, M. TRAVIER, est-ce que l'on peut essayer de se dire les choses sans invectiver, sans mettre en cause la presse, l'artiste ou quelqu'un qui ne siège pas forcément dans votre majorité ? J'ai une appréciation sur le théâtre de la Vista et j'en ai fait part lors du précédent Conseil municipal. J'ai dit que nous pourrions essayer de sauver ce lieu comme nous l'avions fait pour le Rockstore. Vous n'êtes pas d'accord, c'est votre droit le plus absolu mais nous pouvons formuler un certain nombre de propositions. Monsieur le Maire a répondu en disant qu'il ferait un partenariat urbain participatif ; c'est sa position. Est-ce que cette assemblée peut prendre un peu la hauteur que commandent les débats que nous avons à traiter ?

[PROPOS HORS MICRO]

Non, vous avez mis en cause les journalistes, un artiste, notre collègue Alex LARUE sur ses propositions – vous avez dit qu'il ne connaissait rien – et de temps en temps sur ma propre profession. Vous le savez M. TRAVIER, j'ai plaisir à amener mes élèves sur cette exposition remarquable d'HOFFMANN, comme nous le faisons dans beaucoup de lieux culturels car notre territoire est riche. Ça, c'est aussi le fruit d'un héritage qui s'est bâti progressivement. Allez, soyons un peu à la hauteur des enjeux et en tout cas des exigences que les politiques culturelles nous confèrent à toutes et à tous ici.

Bernard TRAVIER : Pour ce qui est du niveau, je suis désolé mais je fais avec mes moyens. C'est

vrai que vous êtes plus grand que moi mais je n'ai jamais considéré que l'intelligence allait de pair avec la taille donc j'ai réfléchi ; cela peut peut-être évoluer dans mon esprit. Vous déclarez – ce n'est pas de l'invective mais des propos doux-doux – qu'il est « *scandaleux de laisser détruire le théâtre de la Vista* ». Ce sont vos propos. Vous ajoutez que « *raser un théâtre ne devrait pas exister dans une ville comme Montpellier* ». Ça veut dire quoi ? Je vous réponds sur le même ton. C'est tout.

M. le Maire : M. LARUE.

Alex LARUE : Merci Monsieur le Maire. Il y a un sujet qui commence à être récurrent me concernant : celui de ma vie privée. Je ne plaisante pas car ça commence à être un peu pénible. Vous l'avez étalée et vous avez le droit de parler de mes vacances en Allemagne pendant trois mois. Il n'y a rien de secret là-dessus.

M. le Maire : Vous l'avez twitté.

Alex LARUE : Oui, je n'ai pas de souci. Monsieur le Maire, laissez-moi parler, s'il vous plaît.

M. le Maire : Je ne vous cours pas après. Je ne sais pas si vous êtes parti en vacances en Allemagne ou ailleurs. Ce n'est pas mon problème mais c'est vous qui l'avez twitté, Monsieur. Ne laissez pas penser que j'ai tout fait pour savoir où vous étiez cet été.

Alex LARUE : Mais non ! Je le sais très bien.

M. le Maire : Vous l'avez twitté. Je répète bêtement votre tweet.

Alex LARUE : Je peux continuer ? Je vais expliquer à l'assemblée où j'étais hier soir parce qu'a priori c'est important pour M. TRAVIER ; avec toute l'amitié et le respect que j'ai pour lui. J'étais dans un avion qui tanguait. Vous savez quel est le problème avec cet avion pour M. TRAVIER ? Vous savez qui était dedans ? Il y avait à peu près 150 personnes. Je revenais de Paris où, hier, j'avais une réunion avec mes associés parce qu'accessoirement, j'ai une activité professionnelle ; j'ai des associés de toute la France et nous nous retrouvions hier à Paris.

[PROPOS HORS MICRO]

Attendez. On parle de ma présence dans un avion hier soir. Ce n'est pas moi qui en ai parlé. Vous connaissez le problème de cet avion ? C'est que dedans, il y avait Jean-Pierre GRAND. Il y avait aussi le doyen ANTONMATTEI. J'ai croisé Jean-Pierre GRAND dans le salon Air France. Là, tout de suite, on imagine un complot.

[PROPOS HORS MICRO]

Il n'y a pas de première classe sur des lignes internes. Excusez-moi pour la réflexion sur la première classe. Si j'ai les moyens professionnels de me payer une première classe, cela ne regarde que moi. C'est très important.

M. le Maire : Vous voyagez avec qui vous voulez. Je m'en fous complètement.

Alex LARUE : Tout de suite, on crée un complot mondial parce qu'il y a LARUE et GRAND dans le même avion. C'est la première chose.

Deuxième sujet, c'est le départ de M. Numa HAMBURSIN qui maintenant dirige les musées de Cannes. Je pense que nous devrions être fiers qu'un Montpelliérain ait une fonction aussi importante dans une ville comme celle-là. Et accessoirement puisque l'on parle de fondation, donnons les noms...

[PROPOS HORS MICRO]

M. TRAVIER dit qu'il y a des conflits d'intérêts avec la fondation Helenis. Je ne comprends pas. La fondation Helenis n'est pas celle qui s'installera à Richer de Belleval ? S'il y a un problème avec la fondation Helenis...

[PROPOS HORS MICRO]

Vous savez très bien que la fondation sera sur place. Si vous voulez que l'on dise tout... Ce n'est pas moi qui ai évoqué le sujet. Comme la dernière fois, vous aviez fait des sous-entendus...

[PROPOS HORS MICRO]

C'est plus facile. C'est comme sur Montpellier Events. On dit : vous savez, votre associé M. LARUE... Là c'est pareil. Il y a des sous-entendus. On sait très bien qu'il y a une limite à ne pas franchir pour de la diffamation donc on fait attention à ça. S'il y avait un problème de conflit d'intérêts à l'époque avec M. Numa HAMBURSIN, tirez-en les conséquences judiciaires, si vous le voulez. Soit vous assumez les propos, soit vous arrêtez ces sous-entendus.

Troisième chose : ce qui est dommage dans l'article de ce matin c'est que j'ai eu une discussion pendant une demi-heure avec M. MAYET qui a fait un article qui est effectivement court. Il en reprend les extraits. C'est sa liberté éditoriale. Bernard, avec toute l'amitié et le respect que j'ai pour toi, la première chose que j'ai pointée c'est que Montpellier Danse s'est délocalisé dans toute la métropole. J'ai dit que je trouvais cela très bien. J'ai dit qu'effectivement cela faisait partie d'un mouvement d'ouverture de la culture dans toute la métropole et dans toutes les communes. J'ai insisté sur le fait qu'il y avait un vrai mouvement qui était déclenché et qu'il fallait aller encore plus loin. Je n'ai pas attaqué le CCAS. Arrêtez de dire que j'ai attaqué le CCAS. Je respecte beaucoup son action. Je trouve cela très bien. Il faut encore l'accentuer. À chaque fois que l'on émet une idée, arrêtez de croire que c'est une attaque personnelle. C'est insupportable de faire de la politique comme cela. Vous prenez en otage tout le monde. J'ai commencé mon mandat...

[PROPOS HORS MICRO]

Non. Cette vision de la politique commence à m'énerver. J'ai commencé mon mandat pour l'intérêt général. Je n'avais jamais rien demandé. J'y crois. D'ailleurs – Philippe SAUREL le sait car nous avons échangé à de nombreuses occasions pendant la campagne – je pensais que sa démarche pouvait apporter quelque chose à la Ville. Donc, s'il vous plaît, arrêtez cela car cette façon de fragmenter la Ville de Montpellier devient vraiment insupportable. J'ai effectivement dit qu'il y a des choses positives de faites. Je pense qu'il faut aller plus loin mais ce n'est pas pour autant que j'ai attaqué le CCAS ou qui que ce soit. Je donne un autre exemple sur ma façon de faire de la politique : des gens du quartier m'ont appelé sur la rue Colin et le squat pour me dire, M. LARUE, il y a beaucoup de problèmes, montez au créneau, mettez leur la pression. Qu'est-ce que j'ai fait ? J'ai appelé Lorraine ACQUIER. Je n'ai pas fait quelque chose dans la presse. J'ai demandé à Lorraine ce que vous aviez fait. Ensuite, j'ai appelé les gens et je leur ai dit que vous aviez bougé

là-dessus mais que ce n'était pas de votre faute si le préfet ou l'Etat ne bouge pas. Voyez, je fais de la politique comme ça. A un moment, ne me poussez pas à faire de la politique bêtement parce que c'est contre-productif et c'est eux qui vont gagner et vous serez contents.

[PROPOS HORS MICRO]

Alex LARUE : Non, je ne vais pas vous rejoindre car je ne suis pas un alimentaire et j'ai des idées. J'ai été élu sur une liste.

[PROPOS HORS MICRO]

J'ai été élu sur une liste et jusqu'au dernier jour, je serais tout seul sur cette liste s'il le faut. Ce n'est pas grave. Je m'en fous. Vous comprenez ? Je ne fais pas cela pour la gloire ni rien. Je n'ai pas de problème par rapport à cela. Je respecte les électeurs. Chacun a fait son choix. Quand Perla DANAN ou Véronique sont parties, je ne les ai pas insultées. Je leur ai dit : vous pensez que vous serez utiles, je respecte votre choix. Je leur ai dit – elles sont témoins – je respecte votre choix. Ce n'est pas le mien. J'ai dit la même chose à Gérard LANNELONGUE. Vous aurez remarqué que je ne l'ai pas attaqué dans la presse ni même aujourd'hui. Chacun est libre de son choix mais s'il vous plaît ne me faites pas de procès d'intention parce qu'à un moment, cela va mal se passer. D'accord ?

Valérie BARTHAS-ORSAL : Vous avez des états d'âme.

Alex LARUE : Non, je n'ai pas d'états d'âme. Mme BARTHAS, je n'ai pas d'états d'âme et arrêtez de donner des leçons ; surtout vous.

[PROPOS HORS MICRO]

Alex LARUE : Non, je n'ai pas d'états d'âme. Quels sont mes états d'âme ? Je n'ai pas besoin de ça pour exister à longueur de journée.

[PROPOS HORS MICRO]

M. le Maire : Stop. Tout le monde a dit ce qu'il avait à dire. Je mets aux voix l'affaire 46. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

47. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type		Montant
578	AVENIR SANTE	Projet	PREVENTION ET REDUCTION DES RISQUES EN MILIEU FESTIF A MONTPELIER	4 000 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	Projet	ACCOMPAGNEMENT VERS LE DEPISTAGE	4 000 €
6694	RESEAU LE POIDS DU PARTAGE	Projet	OBJECTIF PREVENTION SANTE	500 €
TOTAL				8 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 8 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Pas de demande d'intervention. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

48. International - Mission Madrid (Espagne) - Participation au Forum sur les violences urbaines et l'éducation pour la cohabitation et la paix - Ciudades de Paz du 5 au 9 novembre 2018

La Ville de Montpellier, a reçu en mai 2017 à l'occasion de la Comédie du Livre, Madame Manuela CARMENA, Maire de Madrid.

Suite à ces échanges, l'Ambassade de France en Espagne et la Ville de Madrid sollicitent la

participation de Montpellier au Forum sur les violences urbaines et l'éducation pour la cohabitation et la paix, à la séance plénière Violence liée à l'Inégalité Urbaine et l'Espace Public.

La première édition de ce forum en 2017, a vu la participation de plus de 3500 personnes représentantes de 70 pays, des organismes internationaux, des leaders de gouvernements locaux et des organisations sociales. Il a été approuvé « l'Engagement de Madrid Villes de Paix », une déclaration qui a été accueillie par les organismes internationaux du Système des Nations Unies et par les réseaux internationaux des villes, comme CGLU, Organisation des Etats ibéro-américains, UCCI, Mayors for Peace, Metropolis ou Villes éducatrices.

Cette deuxième édition de ce Forum sur les violences urbaines et l'éducation et pour la cohabitation et la paix se tiendra à Madrid dans les installations de Matadero, un espace multiculturel qui accueillera de nombreuses activités, des forums thématiques, des tables rondes et des représentations de groupes du monde entier, ayant tous un même souhait : construire des villes de bonne entente et de paix.

Cette année le Forum coïncide avec le Conseil Mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et avec le XI Forum Local Ibéro-Américain.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder à Monsieur le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Madrid en Espagne, du 5 au 9 novembre 2018 ;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs ;
- D'autoriser la participation de la Ville de Montpellier au Forum sur les violences urbaines et l'éducation et la paix, afin de valoriser les actions menées à Montpellier ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut à l'Adjoint délégué de prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville pour un montant maximum de 3 500 euros, chapitre 936.

M. le Maire : Je m'y rendrai à l'invitation du maire de Madrid, Manuela CARMENA, les 7 et 8 novembre. Je participerai à ses côtés et à ceux du maire de Caracas, de Rio de Janeiro à une table ronde sur la médiation contre les violences. Contre ? Abstention ? Une abstention. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

49. Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques et de

Villeneuve-lès-Maguelone

Afin de répondre à ses besoins en matière de vêtements professionnels et d'équipements de protection individuelle, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques et de Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de ces vêtements et équipements, conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (appel d'offres ouvert).

Cette consultation porte sur l'acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle.

Pour des raisons de définition et de pertinence des besoins, il a été utile d'allotir l'accord-cadre en différents lots.

Cet accord-cadre est décomposé en 5 lots (avec des montants estimatifs annuels exprimés en € H.T.) :

Lot n°1 Vêtements protocolaires :

Ville de Montpellier pour 50 000 €

Lot n° 2 Vêtements professionnels (dont haute visibilité) :

La Ville de Montpellier ne participe pas à ce lot.

Lot n°3 Chaussures de sécurité :

La Ville de Montpellier ne participe pas à ce lot.

Lot n°4 Equipement de protection individuelle :

La Ville de Montpellier ne participe pas à ce lot.

Lot n° 5 Vêtements de sport :

La Ville de Montpellier ne participe pas à ce lot.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'adhésion à un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à la convention annexée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques, et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- D'autoriser la Ville de Montpellier, dans le cadre dudit groupement de commandes, à participer à l'appel d'offres n°5229MG18 - Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle – lot n°1 Vêtements protocolaires - pour un montant estimatif global de **50 000 € HT** par an ;
- D'autoriser, préalablement à la procédure de mise en concurrence, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

M. le Maire : Qui demande des explications au rapporteur Max LEVITA ? Contre ? Abstention ?
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

50. Organisme Extérieur - SAEML SOMIMON - Modifications statutaires relatives à l'Objet Social - Principe de prise de participation dans une société commerciale - autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier est actionnaire de la SAEML SOMIMON au capital de 240 000 euros. Elle détient 8 % du capital, soit 1 200 actions et occupe 1 siège sur 10 au conseil d'administration de la société, dont le poste est occupé en la personne de Brigitte ROUSSEL-GALIANA. La société est présidée par Montpellier Méditerranée Métropole en la personne de Marie-Hélène SANTARELLI.

L'objet social de la SOMIMON consiste essentiellement, d'une part, en la gestion du marché d'intérêt national (M.I.N.), et d'autre part en la réalisation des travaux rendus nécessaires par son évolution, qu'il s'agisse de simple entretien, de renouvellement ou d'extension du patrimoine immobilier.

Le M.I.N. dont la gestion a été déléguée à la SOMIMON, joue un rôle structurant pour son territoire et plus largement à l'échelle du territoire du pôle métropolitain. Il se situe à la convergence de plusieurs politiques publiques clés : politique agroécologique et alimentaire, politique des mobilités et en particulier de logistique urbaine, politique de développement économique, politique d'urbanisme commercial.

Fort de son savoir-faire dans l'organisation des flux de marchandises, la SOMIMON à travers le M.I.N, en tant que Centre de Distribution Urbain à proximité du centre-ville, doit renforcer son

activité liée à la problématique du dernier kilomètre, en partenariat avec des acteurs qui disposent de cette expertise.

Le Conseil d'Administration de la SOMIMON en date du 25 septembre 2018, a acté la convocation d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet de voter la modification des statuts de la société relative à l'objet social.

Cette modification consiste à ouvrir l'objet de la société à la réalisation de solutions de logistiques urbaines innovantes et de créer de véritables synergies avec des sociétés spécialistes de la logistique en vue de construire une filière logistique innovante (économique, sociale, environnementale).

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

L'objet social actuel de la SAEML SOMIMON en vertu de l'article 2 des statuts serait ainsi modifié, par ajout des alinéas 6 et 7 ci-dessous exposés :

« La Société a pour objet:

- d'exploiter le marché d'intérêt national de Montpellier conformément aux dispositions des articles L 761-1 et suivants du code de commerce ;*
- de réaliser la construction de tous édifices et installations considérés comme l'accessoire de ce marché ;*
- de gérer et de louer, mettre à disposition, tout bâtiment à usage administratif, bureaux et activités économiques diverses, magasins, entrepôts généraux et frigorifiques, stations-services, cafés, restaurants, aires, voies d'accès parking, quais d'embarquement SNCF ou autres ;*
- la gestion de stocks et produits alimentaires, viticoles ou autres ;*
- l'organisation de salons, foires ou expositions concernant des produits agroalimentaires ou de toute nature ;*
- d'assurer, en qualité de commissionnaire de transport : la collecte, le transport sous toutes ces formes et la livraison de tous colis et palettes et autres envois dans les conditions légales et réglementaires applicables ;*
- d'assurer réception, stockage de marchandises, préparation de commandes ;*
- d'assurer étude, réalisation, exploitation, maintenance, gestion et promotion de tout système, réseau, équipement ou service ;*
- et plus généralement d'assurer toutes opérations civiles, commerciales, financières et industrielles à destination de professionnels ou des particuliers, se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède, ou susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires sociales.*

La Société exercera les activités visées ci-dessus, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui ; elle pourra en particulier réaliser ces activités dans le cadre de conventions passées dans les conditions définies aux articles L.1523-2 à L. 1523-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment dans le cadre de conventions de mandat, de prestations de service, d'affermage ou de délégation de service public. »

Concomitamment à la modification statutaire susvisée, le conseil d'administration de la SAEML

SOMIMON en date du 25 septembre 2018, a proposé le principe de prise de participation au capital de la société commerciale par action simplifiée, la SAS EVOL à hauteur de 9% du capital social.

En effet, l'objet social de la société EVOL Montpellier consiste à :

*« Assurer, en qualité de commissionnaire de transport, la collecte, le transport sous toutes ces formes et la livraison de tous colis et autres envois dans les conditions légales et réglementaires applicables. La réception, le stockage de marchandises, la préparation de commandes ;
L'étude, la réalisation, l'exploitation, la maintenance, la gestion et la promotion de tout système, réseau, équipement ou service ;
Et plus généralement d'assurer toutes opérations civiles, commerciales, financières et industrielles à destination de professionnels ou des particuliers, se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède, ou susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires sociales. »*

A travers cette opportunité, la SOMIMON souhaite mener une réelle synergie avec cette filiale de La Poste, pour créer un service de mutualisation de logistique urbaine, alimentaire et non alimentaire sur le territoire métropolitain, dont les modalités restent à définir, et dans un objectif de développement durable. La SOMIMON pourra proposer des services complémentaires allant dans ce sens (logistique du dernier kilomètre, mutualisation des flux, transport décarboné, etc.) dans une approche globale et intégrée, favorisant l'intermodalité notamment ferroviaire.

Actuellement composé d'un actionnaire unique, EVOL Montpellier, au capital aujourd'hui de 15 000 euros, a engagé un projet de développement de la société. Elle propose une gouvernance partagée avec 9 sièges au total, composée d'acteurs nationaux à hauteur de 69 % du capital et de partenaires locaux de 31 % du capital.

Il est ainsi proposé l'acquisition par la SOMIMON de 900 actions d'une valeur de 100 euros chacune, soit un montant total de 90 000 euros.

La prise de participation financière permettrait ainsi à la SOMIMON de détenir 9 % des parts sociales, et 1 siège en tant que représentant au sein du Conseil d'Administration.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- approuver les modifications statutaires de la SOMIMON relatives à l'objet social;
- autoriser son représentant à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société SOMIMON, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à voter en faveur de ces modifications ;
- approuver le principe de prise de participation de la SAEML SOMIMON dans la filiale SAS Evol Montpellier, à hauteur de 9% du capital soit 90 000 € ;
- autoriser Madame ROUSSEL-GALIANA, en tant que représentante de la Ville de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la SOMIMON, à voter en faveur de cette prise de participation lors d'un prochain Conseil d'Administration de la société ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Il s'agit de la SOMIMON. C'est la modification statutaire relative à l'objet social. Mme SANTARELLI ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix

exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI.)

51. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances - Désignations

Suite aux dernières modifications de délégations consenties aux conseillers et aux Adjoints, à l'entrée de nouveaux élus au sein du Conseil municipal, et à la création de nouveaux groupes scolaires, il est proposé de modifier la représentation du Conseil municipal auprès des organismes suivants :

- L'Université Montpellier III – Conseil d'administration, en tant que représentant suppléant ;
- L'UFR Droit, en tant que représentant suppléant ;
- L'école maternelle Aliénor d'Aquitaine (groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême),
- L'école élémentaire Pierre de Ronsard (groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême),
- L'école primaire Germaine Richier,
- Le collège Escholiers de la Mosson ;
- Le collège Les Garrigues ;
- Le collège François Rabelais ;
- Le lycée Jules Guesde ;
- Le CFA Pierre de Villeneuve ;
- Le lycée Jean Monnet ;
- L'école privée Sainte-Emilie ;
- Le lycée privé Saint-Joseph.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée, conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- De procéder à la désignation des représentants de la Ville au sein de ces organismes et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Nous vous proposons :

- L'Université Montpellier III – Conseil d'administration, en tant que représentant suppléant : Daniel BOULET ;
- L'UFR Droit, en tant que représentant suppléant, Daniel BOULET ;
- L'école maternelle Aliénor d'Aquitaine (groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême) : Sophia AYACHE ;
- L'école élémentaire Pierre de Ronsard (groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême) : Sophia AYACHE ;

- L'école primaire Germaine Richier : Sophia AYACHE ;
- Le collège Escholiers de la Mosson : Jean-Luc COUSQUER ;
- Le collège Les Garrigues : Jean-Luc COUSQUER ;
- Le collège François-Rabelais : Jean-Luc COUSQUER ;
- Le lycée Jules-Guesde : Nicole LIZA ;
- Le CFA Pierre de Villeneuve : Jean-Luc COUSQUER ;
- Le lycée Jean Monnet : Jean-Luc COUSQUER ;
- L'école privée Sainte-Emilie : Sophia AYACHE ;
- Le lycée privé Saint-Joseph : Nicole LIZA.

Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Une abstention. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

52. Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy
Mandat Ville de Montpellier/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n° 1

En 2011, les services de la Ville de Montpellier ont déménagé de l'Hôtel de Ville situé ZAC Pagézy au Nouvel Hôtel de Ville, situé ZAC des Consuls de Mer. Les plateaux de bureaux ont été proposés à la location pouvant ainsi répondre à des demandes d'entreprises recherchant un loyer modéré.

Ainsi, une Autorisation d'Occupation Temporaire a été signée entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la location de 4 niveaux de bureaux en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech sur ces surfaces. Cette Autorisation d'Occupation Temporaire a fait l'objet d'une décision du Maire n° 2016/0028, en date du 29 janvier 2016.

Dans l'objectif de poursuivre les locations de plateaux, il a été nécessaire de procéder à la réalisation de travaux en vue d'assurer la pérennité du bâtiment.

Compte tenu de la complexité de l'opération, le Maire de la Ville a, par décision n°2016/0041 du 15 février 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, confié à la SA3M le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, dans le cadre d'un mandat de réalisation, entré en vigueur à la notification le 11 avril 2016.

Le programme initial de l'opération comprend :

- La reprise du réseau de chaleur et de froid ;
- La réalisation des travaux nécessaires sur la partie plomberie, CVC, désenfumage ;
- La rénovation des ascenseurs ;
- La mise en conformité incendie ;
- Les travaux d'aménagement pour le déménagement de la mission Grand Cœur.

Ce programme a connu une évolution en 2017 : le déménagement de la Mission Grand Cœur n'ayant pu être réalisé, il a été décidé d'implanter l'Espace Jeunesse en ses lieux et place.

En conséquence, au cours de l'année 2017, les travaux sur les ascenseurs et le Service Espace Jeunesse ont été menés dans le cadre du budget initial. Les études nécessaires à la bonne définition des travaux de réseaux de chaud et de froid, travaux devant être effectués en site occupé, ont été effectuées.

Le bilan de l'année 2017 fait apparaître une dépense de 70 000 € HT (84 000 € TTC) correspondant aux études et travaux précédemment cités ainsi que la rémunération du mandataire.

Concernant les travaux d'amélioration des réseaux, ils se sont révélés d'une complexité particulière et la solution technique retenue a dû concilier le meilleur rapport entre le coût, le planning et la donnée de site occupé. Ces problématiques ont été traitées pour les étages du R+2 au R+5.

En conséquence, les travaux sur les réseaux ont été positionnés de façon prioritaire en 2018 et les travaux sur la sous-station en 2019.

L'ensemble de ces contraintes nécessite d'augmenter l'enveloppe travaux de 171 000 € HT (205 200 € TTC) et de prévoir la part de rémunération correspondante pour le mandataire, soit 10 000 € HT. Cet ajustement fait l'objet de l'avenant n° 1 joint en annexe.

Au 31 décembre 2017, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 992 500 € HT (1 191 000 € TTC) soit une augmentation de 180 834 € HT (217 000 € TTC) correspondant notamment à la réalisation des travaux sur la sous-station y compris la rémunération du mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de l'opération de mandat pour la réalisation des travaux, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- D'approuver l'avenant n°1 qui fixe le nouveau montant de la rémunération du mandataire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : Max LEVITA vous propose la réalisation de travaux liés à la pérennité de l'ancienne mairie à la ZAC Pagézy. C'est un mandat Ville – SA3M. C'est le CRAC. Je ne prends pas part au vote. Contre ? Un contre. Abstention. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

53. Contrat de mandat public
Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017)
Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement
des espaces publics attenants
Avenant n° 2 au mandat

Les nouvelles halles Laissac sont un élément important de la stratégie commerciale mise en œuvre en cœur de ville, en cohérence avec les travaux de la Grand 'Rue Jean Moulin en cours, le boulevard du Jeu de Paume renouvelé ou encore la rue du faubourg du Courreau récemment inaugurée. Cet équipement structurant est conçu comme le véritable pivot d'un circuit commercial, dans ce secteur en plein renouveau. Il contribue à l'attractivité du centre-ville, centre de la Métropole : entre la gare, le futur MoCo - Montpellier Contemporain - les faubourgs à la vie de quartier intense, et l'Écusson au patrimoine architectural emblématique.

Cette opération comprend les travaux de construction des nouvelles halles en coordination avec l'aménagement des espaces publics alentours.

Par délibération n° 2016/6 en date du 28 janvier 2016, il a été approuvé la signature d'une convention entre la Métropole et la Ville de Montpellier confiant la totalité de la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Commune.

Par délibération n°2016/0448 du 16/12/2016 du Conseil municipal un mandat a été confié à la SA3M pour une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, pour un montant de 9 376 000 €.

Fin 2016, le bilan approuvé était inchangé.

L'avenant n°1 (DCM du 3 novembre 2017), a modifié les modalités de financement et de règlement des dépenses engagées par la SA3M au nom et pour le compte du mandant.

En 2017, le chantier s'est déroulé conformément au planning pour une ouverture des halles en décembre 2018.

Fin 2017, le total du bilan est ajusté à 9 352 000 € TTC en raison d'une correction de calcul de la rémunération du mandataire. Le remboursement de la Ville est ajusté proportionnellement à ce montant.

Les avances de la collectivité restent inchangées avec un total de 1 300 000 € (hors TVA) sur 3 ans.

Outre la correction de la rémunération du mandataire précisée ci-dessus, une faute de frappe relative à la date de livraison de l'opération est corrigée (1^{er} trimestre 2019 au lieu du 1^{er} trimestre 2018).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Halles Laissac » établi au 31 décembre 2017, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°2

- au mandat public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire : C'est un CRAC aussi. Les Halles Laissac seront inaugurées le samedi 1^{er} décembre. Cette inauguration se fera certainement tout d'abord par une ouverture aux commerçants puis dans un deuxième temps, une un peu plus ouverte à la Ville. Je ne prends pas part au vote. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

54. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs - autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont initié une démarche d'harmonisation des conventions de services communs selon un même modèle défini conjointement respectivement par délibérations n°M2018-483 en date du 20 septembre 2018 et n°V2018-351 en date du 27 septembre 2018.

Ce modèle permet de clarifier les mécanismes financiers et d'harmoniser la définition des clefs de ventilation, comme cela avait été relevé lors du bilan du schéma de mutualisation 2017.

La composition actuelle des services communs n'est pas modifiée par la présente harmonisation des formes de conventions.

Afin de poursuivre cette démarche, il est proposé d'harmoniser les conventions de services communs de la Direction de la Communication, de la Direction des Relations Presse et de la Direction de la Culture.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à jour des conventions de services communs selon un même modèle ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer les conventions de services communs afférentes telles que présentées en annexe et tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Abdi EL KANDOUSSI vous propose l'harmonisation des conventions de services communs. Contre ? Abstention ? Une abstention. Adoptée.

Michaël DELAFOSSE : Monsieur le Maire, ce sont des délibérations que nous votons car nous sommes évidemment favorables aux mutualisations des services car elles doivent permettre de

mieux gérer l'argent public. Il s'agit aussi des agents et donc du service public municipal et de la Métropole. Ces agents sont la force de la Ville de Montpellier. Je voudrais ici vous interroger parce qu'on lit des choses dans la presse. Des syndicalistes se sont exprimés. Évidemment, les uns et les autres, nous croisons des agents et nous entendons qu'il y a beaucoup de difficultés, de souffrance et parfois de préoccupations sur les conditions d'exercice du métier. Évidemment, il y a des changements. Ce n'est pas toujours simple de s'y adapter. Il y a sans doute des processus d'accompagnement mais, nous avons l'impression que des niveaux d'alerte semblent atteints. Je vous dirai, Monsieur le Maire, – même si on vous reconnaît bien là – que lorsque vous évoquez SAUREL 5 ou 6, c'est votre droit absolu concernant vos élus mais lorsqu'il s'agit de fonctionnaires territoriaux, cela peut être un facteur un peu anxiogène. Il apparaît que l'ARS aurait diligenté une enquête sur un certain nombre de services – un ou plusieurs – sur les problématiques de santé au travail entraînant un certain nombre de burnout. Ce n'est pas un fait rare. En tout cas, je suis convaincu que vous êtes sensible à cette réalité. Nous aimerions savoir si cette enquête existe. Sans parler des agents nommément, nous voudrions savoir quelles conclusions ont été données et quelles sont celles que vous en tirez au regard du management, de l'accompagnement des agents et aussi, comment améliorer la situation. Dernière question importante : le taux d'absentéisme au sein de la collectivité. Le chiffre n'a jamais été satisfaisant. Nous en convenons tous ici. Serait-il possible, de manière transparente, de le communiquer et que nous puissions avoir une évolution sur les 3 dernières années. Je vous remercie.

M. le Maire : Concernant l'absentéisme, les choses s'améliorent doucement. Pour lutter contre l'absentéisme, il faut mettre en place toute une série de choses et de processus d'accompagnement, de réorientation des agents, de pénibilité de l'emploi ; choses qui n'existaient pas. Nous avons commencé et, sur une carrière d'agent, 5 ans c'est court pour pouvoir avoir des effets spectaculaires. Cela se fait donc de façon progressive.

Deuxième point : il y a bien eu un service – le service communication – qui a fait l'objet d'une enquête ARS. C'est un service rattaché au Cabinet. Il y a eu beaucoup de modifications. Nous sommes en discussion avec l'ensemble des agents. Mélanie LEIRENS en assure aujourd'hui la direction. Nous prenons les dispositions qui s'imposent pour que le bien-être au travail soit collectivement ressenti par ce service.

Abdi EL KANDOUSSI : Simplement pour vous indiquer que nous avons commandé une étude sur les risques psychosociaux à l'ARACT qui nous accompagne sur cette mission. Nous n'avons pas de résultats pour le moment puisque nous avons élargi cette étude au CCAS et à la Métropole. Nous pourrions vous donner les éléments lorsque nous aurons l'ensemble des résultats. Aujourd'hui, il n'y a rien de particulier et rien ne pose problème au niveau de la Mairie de Montpellier. Cela se fait de la façon la plus normale. Toutes les démarches sont bien évidemment validées par le CHSCT où siège l'ensemble des organisations syndicales.

M. le Maire : Quant à l'ARS, toutes les analyses qui ont été faites sur le service concerné sont antérieures à la prise de fonction de Mme Mélanie LEIRENS.

Vous savez, les services, c'est compliqué. Il y a une antériorité, une histoire, des histoires personnelles entre les gens et il faut vraiment que beaucoup de choses soient aplanies pour retrouver un rythme solide d'autant que c'est un service qui est très largement sollicité. De toute façon, nous nous y sommes attelés et c'est la raison pour laquelle j'ai changé de très nombreuses pièces de la direction et de la gouvernance du service.

Je mets aux voix l'affaire 54. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

55. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Pôle Ressources Humaines et relations Sociales - Modification - Autorisation de signature

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations. Elles ont notamment mutualisé leur fonction ressources humaines au sein d'un pôle Ressources Humaines et Relations Sociales commun aux deux collectivités et géré par Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibérations du 29 et du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont respectivement approuvé la création d'un service commun de pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

Les modalités de cette mutualisation ont été consignées dans une convention, en vertu de laquelle le pôle Ressources Humaines et Relations Sociales est géré par Montpellier Méditerranée Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier. Cette convention a été adaptée par les délibérations métropolitaine et municipale des 20 et 27 septembre 2018.

Il est proposé d'élargir cette mise en commun en y intégrant un poste de Coordinatrice administrative - assistante du Directeur de pôle. L'avenant proposé prend acte de cet élargissement. Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

La clef de répartition des dépenses entre la Ville et la Métropole reste inchangée par cette évolution des masses salariales prises en compte pour son calcul.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis de l'agent concerné.

La Commission Administrative Paritaire de la catégorie et de la collectivité d'origine de l'agent concerné est également saisie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification apportée au service commun de pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- De dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Audrey LLEDO quitte définitivement la séance.

56. Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un adulte relais

Par convention signée le 28 avril 2000, a été créée, une Maison de la Justice et du Droit (MJD), quartier Mosson, sur le territoire de Montpellier avec les partenaires suivants : le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Président du Conseil Départemental de l'Accès au Droit de l'Hérault, le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Maire de la Ville de Montpellier, le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Montpellier, le Directeur territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault, le Directeur du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Département de l'Hérault, le Directeur de Greffe du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Président de l'Association Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault, association œuvrant dans le domaine de l'accès au droit.

Cette Maison de la Justice et du Droit a pour objet d'assurer une présence judiciaire de proximité et concourt à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes ainsi qu'à l'accès au droit. Des mesures alternatives de traitement pénale et des actions visant à la résolution amiable des litiges peuvent également y être exercées.

Cette mission d'accueil, d'aide et d'information du justiciable ainsi que les actions tendant à la résolution amiable des litiges, visent à offrir aux habitants de Montpellier et du territoire nord Métropolitain, en particulier aux plus démunis d'entre eux, les moyens de se repérer dans les circuits administratifs et judiciaires, leurs faciliter l'accès au droit et à leur apporter un soutien matériel, moral et juridique immédiat.

Afin de valoriser ce dispositif, de donner accès au plus grand nombre tout en facilitant la desserte par le réseau des transports en commun, mais aussi de garantir la confidentialité des usagers, la Maison de la Justice et du Droit a été déplacée dans le quartier de Celleneuve par approbation du Conseil Municipal du 23 juillet 2015.

Au fonctionnement de cette structure, un poste d'agent d'accueil et de médiation a été financé dans le cadre d'une convention « Contrat Adultes Relais » avec les services de l'Etat pour une période de 3 ans ; celui-ci arrivant à terme au 30 novembre 2018.

Il convient dès lors de renouveler cette convention pour une durée de 3 ans renouvelable et de permettre le recrutement d'un agent d'accueil et de médiation, auprès du service du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, qui participera plus particulièrement aux missions d'accueil de cette Maison de la Justice et du Droit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la demande de conventionnement adultes relais afférente ;
- D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget de la Ville, chapitre 931.

M. le Maire : Je ne prends pas part au vote ainsi que Mme ACQUIER, M. ASSIE, M. BARRAL, Mme BODKIN, M. COTTE, M. DI RUGGIERO, M. KRZYZANSKI, Mme NAVARRE et M. de VERBIZIER. Pas de demande d'intervention ? Mlle BODKIN.

Maud BODKIN : Je me permets d'intervenir sur ce dossier car il s'agit du renouvellement du contrat « adultes relais » qui se trouve aujourd'hui au sein de la Maison de la Justice et du Droit de Celleneuve. Y étant déléguée, je voulais intervenir sur plusieurs points.

Le premier : vous parliez des agents, Monsieur, la Ville de Montpellier a souvent dit avoir parfois une vocation sociale dans leur recrutement mais aussi dans leur accompagnement. Je vais vous parler d'un agent que nous avons recruté qui sortait de l'école du barreau et qui était de nationalité iranienne. Étant Iranien, il ne pouvait pas s'inscrire au barreau de Montpellier et donc exercer sa profession. Il avait le diplôme d'avocat mais ne peut pas exercer sa profession ne pouvant s'inscrire. Nous avons donc fait le choix, suite à un jury, de le recruter car c'était la personne la plus brillante. Il était titulaire d'un doctorat avec mention très bien en droit pénal international. Nous l'avons recruté et grâce à cela, cette personne a pu faire sa demande de naturalisation et a pu être naturalisé français. Il va maintenant pouvoir commencer à exercer sa profession d'avocat chose qui était très compliquée auparavant car on lui demandait, pour être naturalisé, d'exercer une profession. C'était le serpent qui se mordait la queue. Je voulais souligner une situation où la Ville de Montpellier a joué un rôle important, je crois, dans la vie de ce Monsieur. Je le remercie car il a fait un excellent travail sur la Maison de la Justice au vu de la très importante augmentation de fréquentation.

Je voulais profiter de ce sujet pour vous annoncer que la deuxième Maison de la Justice et du Droit va être inaugurée. Cela devait se faire à l'automne mais ça a pris un peu de retard non pas pour des raisons propres à la Métropole mais pour une histoire de calendrier car nous avons beaucoup de personnes éminentes avec de grands titres dont il faut faire concorder les agendas. J'espère que cela se fera en décembre. Nous attendons la confirmation du ministère de la Justice. Je voulais vous dire que sur ce mandat, ce sera une fierté un peu personnelle et collective de toute l'équipe municipale que de faire progresser l'accès au droit. Monsieur le Maire, vous avez dit une très belle phrase, l'autre jour lors de l'inauguration du Tiers-lieu créé sous l'impulsion de Mme YAGUE au cœur des Arceaux. Vous avez dit que sans accès au droit, il n'y avait pas de citoyenneté possible. Annie, vous disiez tout à l'heure que nous avons reçu le prix sur la citoyenneté ; je crois que cela fait partie des

actions qui participent à ce que chacun puisse être un citoyen mieux éclairé et donc, quelque part plus libre dans ses choix et dans sa vie.

M. le Maire : Merci Maud. Je mets aux voix l'affaire 56. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

La deuxième Maison du Droit et de la Justice sera à Boirargues. Cela veut dire que la première Maison qui est à Celleneuve s'adresse aux communes du Nord de la métropole et à Montpellier Nord. Celle qui est au Sud s'adresse aux communes du Sud et à Montpellier Sud. Je crois, Mlle BODKIN, qu'il y a en France très peu de communes et de Métropoles qui en ont deux ; je crois que nous sommes la seule à avoir deux Maisons de la Justice. C'est la seule qui a été acceptée en 2018 par le Ministère de la Justice. Je remercie donc tous les acteurs locaux, régionaux et nationaux qui se sont penchés sur cette initiative. La Maison de la Justice et du Droit est un lieu incontournable pour les familles, les individus, les citoyens, les citoyennes. Lorsqu'elle était située à la Paillade, c'est la première visite que j'ai faite en étant élu avec Marie-Hélène SANTARELLI, qui était alors adjointe à la Sécurité. Il y avait Monsieur le Procureur. Nous avons constaté que cette Maison de la Justice était impraticable parce qu'elle n'était pas confidentielle. On savait tous les gens qui rentraient à l'intérieur et qui en sortaient. Quand vous êtes dans un quartier qui réagit comme un village, c'est très problématique. Ainsi, beaucoup de Montpelliérains visitaient la Maison de la Justice et du Droit de Lunel parce qu'ils étaient protégés par cette distance et cette confidentialité. En ayant repositionné la Maison de la Justice sur la ligne de tramway, à Celleneuve, dans un endroit protégé, elle a repris force et vigueur. La Maison de la Justice et du Droit de Boirargues bénéficiera aussi d'un emplacement propice à un usage confidentiel. J'insiste là-dessus.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 13 voix (Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN avec la procuration de Jérémie MALEK, Robert COTTE, Jean-Marc DI RUGGIERO avec la procuration de Séverine SCUDIER, Pascal KRZYZANSKI avec la procuration de Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE de par la procuration donnée à Michèle DRAY-FITOUSSI, Philippe SAUREL, Henri de VERBIZIER.)

57. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) relative à l'organisation des élections professionnelles 2018 - Autorisation de signature

Le jeudi 6 décembre 2018, les agents de la Ville de Montpellier sont appelés à voter pour désigner leurs représentants au sein du Comité Technique, des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires.

Le COSC de la Ville de Montpellier est concerné par les élections professionnelles conformément aux dispositions des statuts adoptés en assemblée générale et notamment son article 9. La présente convention de partenariat a pour objet de formaliser les moyens qui sont mis à disposition du COSC dans le cadre des élections professionnelles organisées par la Ville de Montpellier.

Elle définit par ailleurs les conditions dans lesquelles les parties souhaitent collaborer ainsi que les

droits et obligations qui en découlent pour chacune d'elles.

Le Comité Technique du 15 octobre 2018 a émis un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles – COSC ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2018, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : M. EL KANDOUSSI, M. CASTRE, Mme LIZA et Mme YAGUE ne prennent pas part au vote. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Gérard CASTRE, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Annie YAGUE.)

58. Modification du tableau des effectifs de la Ville

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes :

Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : création de trois postes

Filière Sociale :

ATSEM principal de 2^{ème} classe : création d'un poste

II - Suppressions de postes : conformément à l'avis du Comité Technique du 9 juillet 2018 et sous réserve de l'avis du Comité Technique du 15 Octobre 2018 :

Filière Administrative :

Adjoint administratif : suppression de neuf postes

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : suppression de huit postes

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : suppression de quatre postes

Rédacteur : suppression de deux postes

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression de trois postes
Attaché : suppression de douze postes
Attaché principal : suppression de trois postes

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de quatre postes

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression d'un poste

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, en accord avec les avis des Comités Techniques, d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

M. le Maire : Qui demande des explications particulières auprès du rapporteur Abdi EL KANDOUSSI ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Chers collègues, merci pour ce beau Conseil municipal.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20 heures 20.